

العدد 412

LE MONDE

diplomatie

32 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Arabie Saoudite : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,25 \$ C
France : 150 F CFA
Grèce : 270 F
Israël : 2,50 \$ US
Italie : 1,10 \$
Japon : 1,70 \$
Liban : 5,00 \$
Maroc : 14,50 dir.
Pays-Bas : 5,00 FL
Royaume-Uni : 900 F CFA
Suisse : 3,80 FS
Tunisie : 1,70 m
Abonnements : voir tarif page 21

N° 412 - 35^e année

JUILLET 1988

URSS :
Un « front populaire »
pour la perestroïka ?
(Pages 8 et 9.)

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

ARSENAUX NUCLÉAIRES ET NÉGOCIATIONS EST-OUEST

Le prix des armes

Par CLAUDE JULIEN

LES Etats porteurs d'ambitions démesurées finissent tôt ou tard par se heurter à une question dure comme le roc : peuvent-ils payer le prix de leurs grandes rêves de puissance ? Lorsque, pour la première fois, cette idée effleure leur esprit, ils refusent spontanément de douter d'eux-mêmes et persévèrent en de vains efforts dont ils attendent une nette supériorité.

C'est ainsi que les Deux Grands ont engendré de fabuleuses richesses dans le développement d'un potentiel militaire qui, privilégié, permet à chacun d'eux d'entretenir plusieurs fois l'adversaire. Ils s'épuisent dans une course incessante pour dépasser une « parité » chaque jour portée à un niveau supérieur. Cette course folle ne perturbe nullement leur sérénité : ils espèrent toujours qu'une percée technologique leur assurera un avantage décisif. Vient pourtant un moment où ils doivent admettre que les moyens dont ils disposent ne leur permettent pas de faire l'impasse sur la guerre. De trop lourdes charges économiques sonnent alors l'heure d'une « révision déclinante » (agonizing reappraisal). De même coup changeant le regard porté sur l'autre, le discours qui le décrit, les rapports que l'on entretient avec lui.

Six mois après la signature à Washington du traité portant élimination des armes nucléaires à moyenne portée (FNI), la rencontre Reagan-Gorbatchev à Moscou consacre l'irruption des réalités économiques dans le champ d'abusives prétentions idéologiques. Certes, l'accord prévoyant de réduire de moitié les stocks de missiles stratégiques n'a pu être signé, mais « il est maintenant à notre portée », déclare le président des Etats-Unis (1).

Plus important encore, « nous commençons, dit-il, à abaisser les barrières érigées après la guerre, nous entrons dans une nouvelle ère de l'histoire, une époque de changements durables en Union soviétique ». Tranchant sur le scepticisme qui prévalait récemment encore, M. Reagan voit maintenant en M. Gorbatchev « un homme sérieux,

cherchant à effectuer des réformes sérieuses ». A l'intérieur de l'URSS, mais aussi dans sa politique étrangère : il estime en effet que « l'expansionnisme recule ». Non seulement le président souhaite que « ce courant continue », mais, bien plus, il s'engage : « Nous devons faire tout notre possible pour l'aider » à se développer (2). Au Kremlin, répondant à l'impertinente question d'un journaliste, il se risque même à observer que l'URSS n'est plus l'« Empire du mal » (3). Ce qui lui vaut une réplique immédiate de M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter : « La guerre froide n'est pas terminée, et l'Empire est toujours celui du mal (4) ». La forme et la substance du dialogue entre Moscou et Washington ont pourtant radicalement changé. Pourquoi ?

UNE personnalité américaine rapporte avoir dit à un officiel soviétique que l'URSS ne tarderait pas à apprendre une leçon que les Etats-Unis ont déjà apprise à leurs dépens : « L'Empire ne dure pas ». Son interlocuteur lui répondit en souriant : « Nous l'apprenons ». Tout Empire s'étend par de multiples moyens : militaires, commerciaux, financiers, culturels, politiques, etc. — déterminés par les capacités économiques de la puissance impériale. Pour des raisons différentes, dans des conditions que rien ne permet de comparer, chacun des deux Empires a tardivement découvert les limites de ses ressources matérielles.

S'il s'obstine à vitupérer un Empire du mal réputé immuable, M. Zbigniew Brzezinski est pourtant bien contraint de constater l'« indéniable déclin relatif de la puissance économique » des Etats-Unis dans le monde (5). Sept prestigieuses personnalités américaines (6) remarquent de leur côté que le ralentissement des gains de productivité, les déficits budgétaires chroniques

et le gonflement de la dette extérieure ont miné la puissance du pays au point de l'obliger à restreindre ses engagements de dépenses en divers domaines : « guerre des étoiles », modernisation des systèmes d'armes existants, construction d'avions et de porte-avions à propulsion nucléaire, etc.

Dans un article qu'ils cosignent, MM. Henry Kissinger et Cyrus Vance, tous deux anciens secrétaires d'Etat, portent eux aussi un sobre diagnostic : « En dépit de notre vaste puissance militaire, notre aptitude à modeler unilatéralement le monde est de plus en plus limitée. Nous n'avons plus les moyens financiers d'agir par nous-mêmes sur la scène internationale comme nous le faisons dans l'immédiat après-guerre (7) ». Un « nombre croissant d'Américains » souhaitent d'ailleurs réduire le rôle mondial des Etats-Unis et laisser à d'autres nations le soin d'« assumer de plus grands risques, responsabilités et charges financières ». Les Etats-Unis ne sauraient pour autant se retirer complètement de la partie. Fût-ce en vue d'une présence plus modeste, il faut, concluent MM. Kissinger et Vance, « remettre en ordre notre économie ».

Par quels moyens ? La réponse des deux anciens secrétaires d'Etat ne comporte aucune ambiguïté : « Nous devons admettre que notre économie et notre consommation se sont tellement étendues que le remède impliquera des sacrifices et une plus lente amélioration de nos conditions de vie ». Faute de quoi « nos enfants paieront le prix de notre inattention ».

- (Lire la suite page 5.)
- (1) M. Ronald Reagan, discours de Londres, 3 juin 1988. De larges extraits en sont publiés dans le *Financial Times*, 4-5 juin 1988.
 - (2) *Ibidem*.
 - (3) *Newsweek*, 13 juin 1988.
 - (4) « Summit Theatrics Didn't End the Cold War », par Zbigniew Brzezinski, *International Herald Tribune*, 7 juin 1988.
 - (5) Zbigniew Brzezinski, « America's New Geostategy », *Foreign Affairs*, printemps 1988.
 - (6) MM. Harold Brown, Melvin R. Laird, James Schlesinger (anciens secrétaires à la défense), W. Michael Blumenthal et William E. Simon (anciens secrétaires au Trésor), Cyrus R. Vance (ancien secrétaire d'Etat) et Paul A. Volcker (ancien président de la Réserve fédérale). Voir *International Herald Tribune*, 4-5 juin 1988.
 - (7) Henri Kissinger et Cyrus Vance, « An Agenda for 1989 », *Newsweek*, 6 juin 1988.

PRÉCAIRES ESPÉRANCES AU PROCHE-ORIENT

Au huitième mois de la révolte palestinienne dans les territoires occupés, les efforts pour aboutir à un règlement politique du conflit du Proche-Orient se renouvellent. Les Deux Grands ont engagé des conversations visant à définir les conditions dans lesquelles pourrait être convoquée une conférence internationale. Mais subsistent de nombreux obstacles que l'Europe, assumant son rôle historique, pourrait contribuer à lever (voir l'article de Dominique Chevallier, page 12). Des propositions originales — ainsi celles de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans le *Choix des Juifs* — veulent rappeler à la raison (voir page 11). Et, finalement, le sommet arabe d'Alger a entériné une ligne modérée que confirme un document de l'OLP pronant des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens (voir l'article d'Amnon Kapelouk, page 10).

Témoin privilégié, puisqu'il a participé aux débats des Nations unies qui aboutirent à la création de l'Etat d'Israël il y a quarante ans, M. Abba Eban, député travailliste israélien, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, plaide ci-dessous pour un retour à l'esprit du plan de partage voté dès 1947. M. Eban a été écarté par les instances de son parti de la liste nationale qui sera présentée aux élections de novembre prochain.

Pour le partage

Par ABBA EBAN
ancien ministre des affaires étrangères d'Israël

LORSQU'EN novembre 1947 les Nations unies se prononcèrent en faveur du partage de la Palestine, leur décision fut bien plus qu'une réponse de routine aux revendications de deux peuples sur le même bien, permettant de dire que justice avait été rendue en coupant la poire en deux. Elle avait été précédée de débats approfondis sur la structure des deux Etats et sur les conditions de l'existence nationale. Le diagnostic fut scrupuleusement juste, et aujourd'hui encore il reste incontestable dans son principe, sinon dans ses détails. Il n'existe pas ce minimum d'affinités qui fieraient accepter à un million et demi de Palestiniens de vivre sous l'autorité israélienne. Un principe applaudi avec ferveur lorsqu'il s'agit de l'appliquer à six cent mille Juifs ne peut devenir obsolète quand il concerne le sort d'un million et demi de Palestiniens arabes, à moins de se réfugier, comme le Gouch Emounim et le rabbin Kahane, dans une doctrine raciste.

Le soutien providentiel des Etats-Unis et de l'URSS à de telles idées a ouvert la voie à la naissance d'Israël. L'idée absurde que seuls les Juifs ont le droit de vivre libres hors de toute domination étrangère n'avait effleuré personne à l'époque. Des nations dotées d'une expérience fédérale suppléèrent les Arabes de comprendre que le consentement des deux parties conditionnait la mise en place d'une

structure unitaire régissant une population mixte, et que, en l'absence d'un tel accord, il devrait y avoir un partage de souveraineté et de territoire.

Les organisations internationales ne sont jamais à l'abri des pressions des forces antagonistes, et Arabes et Juifs ne se privèrent point d'en user durant les discussions de 1947-1949. Malgré cela, les organisations internationales n'ont jamais atteint un tel degré de rationalité objective que durant les débats sur la partition. Quarante ans plus tard, l'idée qu'un Eretz Israël unifié pouvait signifier « haine, querelle et bain de sang » et « système rigoureux de répression » est devenue une évidence solennelle pour tous ceux qui ont des yeux pour voir. La seule chose nouvelle, c'est que certains des partenaires dans ce dialogue ont changé de place. Autrefois, les Arabes extrémistes (et il n'y avait pas d'autres sortes d'Arabes) disaient que les Juifs devraient tenter leur chance et vivre à la merci d'une majorité arabe. Aujourd'hui, remplacez « Arabes » par « Juifs », et vous aurez la philosophie de Kahane, du Gouch Emounim, de la grotesque école du « transfert », et aussi, avec une simple différence de degré et de formulation, celle du premier ministre Shamir et de tous ceux qui refusent le principe d'un accord territorial.

(Lire la suite page 10.)

LE PRÉSIDENT CHADLI À « ARABES »
Unité du Maghreb, détente avec la France, paix au Moyen-Orient, l'indépendance de l'économie... Ces thèmes et bien d'autres sont développés par le chef de l'Etat algérien dans une interview exclusive à Paul Balta.

ISLAM SOVIÉTIQUE : LE DÉTONATEUR CAUCASIEN
La crise Arménie-Azerbaïdjan ne fait que commencer... Elle peut faire naître d'huile dans toute l'Asie centrale musulmane. Une enquête d'Alexandre Bennigsen, rédigée pour Arabes quelques jours avant sa disparition.

SYRIE-LIBAN : LA MÉTHODE KANAAN
Comment le général Ghazi Kanaan développe depuis cinq ans l'« ordre syrien », de Beyrouth à Zahlé et de Tripoli à Baalbek.

IRAN : L'IMAM, LE VIZIR ET LE RÉVOLUTIONNAIRE
Rebondissements dans la guerre des clans, qui se poursuit à Téhéran avec acharnement. Pourquoi ? Comment ?

GRAND MAGHREB : CINQ COLONNES À LA UNE
Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Mauritanie sont condamnées à coordonner leurs économies. Etat des lieux, obstacles et espoirs. Par Mohsen Touni, expert auprès de la Banque mondiale.

Dans le numéro de juillet-août d'Arabes le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF ; 250 FF étudiant. 78, rue Joffroy, 75017 Paris

DANS CE NUMÉRO :

Signes de nouveauté

Pour la première fois, les Deux Grands marquent par un trait leur volonté de freiner la course aux armements. Simple bon sens, issu du tir-contre-tir : « le prix des armes » a engendré de fabuleuses richesses, constate Claude Julien (pages 1 et 5) tout en dressant le bilan de cette « onéreuse folie ». Il faudra bien davantage de sagesse pour régler les grands problèmes de ce monde déclinant, et pour cela les voix du renouveau devront, elles aussi, se faire entendre.

LE VENT D'EST

En fait, c'est la démocratie qui est à réinventer à l'échelle planétaire. M. Gorbatchev le tente dans son propre pays, s'appuyant sur les courants qui pourraient constituer « un front populaire pour la perestroïka » (pages 8 et 9). Mais le réveil des nationalismes, tel celui des Arméniens (pages 8 et 9), révèle la fragilité de l'expérience. Ecrivain éprouvé de justice, et toujours « à l'écoute du monde », Graham Greene (pages 14 et 15) lui souhaite le succès, alors que l'empire américain, dit-il, a besoin de dictatures. Comme au Chili, où les voix des opposants sont étouffées (page 13).

Coincidence avec la révolte des pierres, la nouvelle diplomatie de M. Gorbatchev contribue à renouveler les efforts de paix au Proche-Orient. Des voix isolées se font entendre pour prôner la raison (page 11), rejoignant la « modération constructive » des pays arabes qui soutiennent l'OLP (page 10). Dans ce choc, une grande voix d'Israël : témoin de l'histoire, M. Abba Eban souhaite un retour à l'esprit du partage (pages 1 et 10).

INÉGALITÉS ET DÉMOCRATIE

L'Europe aurait son mot à dire dans cette région dévastée, écrit Dominique Chevallier (page 12). Mais la « crise » accapare l'attention de ses élites, d'abord soucieuses de gérer « ces inégalités qui sapent

la démocratie » (page 3). Le Monde diplomatique entreprend ce mois-ci d'explorer ce vaste champ d'injustices sociales, dont « les disparités de revenus » (page 4) sont les plus criantes, surtout quand s'y ajoute le chômage. Mais le chômage n'est pas une fatalité : il faut savoir que « l'économie marchande peut à nouveau créer des emplois » (pages 6 et 7).

D'autres disparités minent l'économie mondiale, « le commerce international est privé de ressorts » (pages 18 et 19). Principales victimes : les pays pauvres et endettés, pour lesquels il n'existerait d'autre solution que cet « art subtil d'accommoder la crise » (pages 20 et 21). Soit-on, par exemple, ce que les petits journaux en langues locales représentent comme vantage pour les paysans africains délaissés (page 22) ? Que peut donner, en Chine, la brutale rencontre de l'histoire millénaire et de la modernité (page 23) ?

HOMME PRÉSENT

L'équité ? Elle n'existe toujours pas dans un pays aussi libéral que les Etats-Unis. Les Noirs américains, par exemple, subissent une double injustice, de race et de classes (pages 16 et 17). L'économisme conduirait-il les démocraties à l'impuissance ? Le calcul à court terme fait oublier l'homme, constate encore Claude Julien. « Homme présent », répond alors le poète (page 32) : Mario Luzi voit poindre des signes de nouveauté, et, par son acte de foi en l'homme, il rend l'espoir.

Voir le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 412 - 15.00 F
3792136015009 04120

Arabes
LE MENUEL
DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

Au nom du consensus...

réduire, les formidables inégalités qui structurent les sociétés et façonnent les rapports entre les Etats et les peuples s'accroissent inexorablement. L'écart se creuse entre riches et pauvres dans les pays développés, entre ceux-ci et le reste de l'humanité (1).

Région privilégiée du monde, l'Europe prospère de la Communauté

Au sommet, une élite restreinte, financière, administrative et politique, dont les membres sont étroitement solidaires, décide, sans contrôle et au mieux de ses intérêts, des investissements, des grands projets, des regroupements et alliances multinationales qui conditionnent l'avenir de tous. La normalisation des régimes politiques sur le modèle dominant des Etats-Unis ou de l'Allemagne fédérale gagne peu à peu les autres démocraties occidentales. Marginalisant

Rien ne justifie de sacrifier les exigences de justice et d'équité sur l'autel du redressement économique ou du progrès technique. La croissance démocratique est plus vitale que la croissance économique. Au reste, les sociétés qui progressent le mieux — celles des pays scandinaves, par exemple — sont aussi les sociétés les moins inégalitaires.

En dépit des immenses progrès accomplis depuis plus d'un siècle, les démocraties sont encore loin d'avoir atteint leurs objectifs. Aujourd'hui, leur avenir dépend de l'aptitude des hommes à se remettre en mouvement.

Voir page 4
l'article de Denis Clerc :
**I. — PREMIÈRE
DES INJUSTICES :
LES DISPARITÉS DE REVENUS**

●

Le mois prochain :
**II. — LES INÉGALITÉS
DEVANT LA JUSTICE**



Après d'autres, la France s'est engagée dans le mouvement. Conduite avec un enthousiasme militant par tous les privilégiés et leurs commanditaires, l'offensive libérale dénonce sans relâche les ravages de la « machine égalitaire » prétendument à l'œuvre dans les sociétés développées, où l'égalitarisme dominant

Par JACQUES DECORNOY

Tome 1
par

Une histoire de l'Afrique, des origines de l'homme à l'aube des indépendances, en deux tomes reliés de 200 pages, abondamment illustrés. Une nouvelle conception de l'histoire de l'Afrique qui ne sépare pas a priori celle du nord du continent et celle du sud : l'Afrique est vue comme un tout. Traité d'une manière rigoureuse et précise au plan historique, le contenu de l'ouvrage se veut également aussi facile et agréable à lire qu'un roman. L'auteur a

HISTOIRE DE L'AFRIQUE

Tome 1. "LES GRANDS ROYAUMES"

par Marie-France Briselance

Une histoire de l'Afrique, des origines de l'homme à l'aube des indépendances, en deux tomes reliés de 200 pages, abondamment illustrés. Une nouvelle conception de l'histoire de l'Afrique qui ne sépare pas a priori celle du nord du continent et celle du sud : l'Afrique est vue comme un tout. Traité d'une manière rigoureuse et précise au plan historique, le contenu de l'ouvrage se veut également aussi facile et agréable à lire qu'un roman. L'auteur a

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Marie-France BRISLANCE

Histoire de l'Afrique

préface de S. HADOU DIALO

déjà consacré à l'Afrique de nombreux textes et documentaires de vulgarisation.

Jeune Afrique Livres a déjà publié :

Mandela l'indomptable,
par F. Soudan.
Senkara le rebelle
par S. Andriamiranda.
Sékou Touré, le héros et le tyran,
par I. Baba Kaka.
Trente ans de Coupe d'Afrique des nations,
par Faouzi Mahjoub.
Keddeff, la CIA et les marabouts de mort,
par F. Soudan et J. Goulden.
Bourguiba, Tome 1,
A la conquête d'un destin,
par S. Bessis et S. Belhassen.

À paraître :
Histoire de l'Afrique, Tome 2.
Le temps des conquérants
(septembre 1988).
Bourguiba, Tome 2.
Un si long règne,
par S. Bessis et S. Belhassen.

BON DE COMMANDE

À RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÈGLEMENT À DIFFRÈSS :

3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE), TEL. : (1) 42.85.69.30 :

JE DESIRE RECEVOIR VOLUME(S) DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE, TOME 1 : "LES GRANDS ROYAUMES"
AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 77 FF. ET POUR LES AUTRES PAYS
DE 100 FF ENV. (RECOMMANDÉ).

RÈGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE (ACCEPTÉ UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE) OU PAR
MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS), À L'ORDRE DE DIFFRÈSS.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

BOÎTE POSTALE

VILLE

PAYS

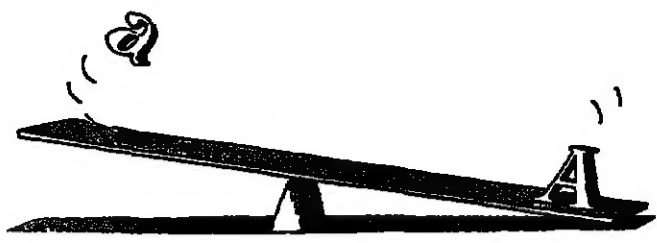
LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : **HUBERT BEUVE-MÉRY**
Directeur : **CLAUDE JULIEN**
Rédaction en chef :
Michelle PAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : **CHRISTIAN DE BRIE**
Bernard CASSIN, **Jeanne DECORNOY**,
Alain GRESSÉ
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND

RÉDACTION
7, rue des Italiens
75047 PARIS CEDEX 09
Téléc : **MONDPAF 650572 F**
Tél. : **42-47-97-21**

Publié par : **Le Monde Publié SA**
Responsable : **Antoine Garvin**
5, rue de Montesseny,
75007 Paris.
Tél. : **45-55-91-82** ou **45-55-91-71**
*Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.*

(1) Roland Clément, *la Frontière invisible. Du mythe français à la renaissance de l'Europe*. Publisud, Paris, 1988, 315 pages, 126 francs.



I. Première des injustices : les disparités de revenus

SANS doute les inégalités de revenus sont-elles les plus difficiles à cerner, pour des raisons qui ne tiennent pas seulement à la complexité des méthodes de calcul. Il serait irréaliste de vouloir niveler les salaires, au risque de tuer toute incitation à l'effort. Il reste que les emplois les plus modestes, souvent les plus pénibles, sont les plus mal rémunérés. Flagrante injustice, à laquelle s'ajoutent les disparités de patrimoine. La France, qui s'apprête à célébrer le bicentenaire de sa Révolution, apparaît cependant comme la plus inégalitaire des grandes démocraties occidentales pour ce qui concerne la répartition des revenus...

Par DENIS CLERC *

De toutes les formes d'inégalités, celle qui concerne les revenus est peut-être la plus fondamentale : dans une société marchande comme la nôtre, le revenu conditionne totalement le niveau de vie, mais aussi la constitution du patrimoine, qui détermine largement la pérennité des situations sociales. Disposer d'un patrimoine — économique, mais aussi culturel (formation), voire social (réseau de relations) — est la meilleure des assurances contre les à-coups de la vie ; et c'est aussi la garantie d'accéder à une place sociale reconnue et valorisée, dans tous les sens du terme.

Ces inégalités, pourtant, sont mal connues. Bien sûr, elles sautent aux yeux, s'affichent dans les vitrines ou sur les autoroutes : les « golden boys » roulaient en Porsche avant le krach, et la BMW ou la Mercedes restent le symbole automobile du cadre supérieur qui a réussi. Or, tandis que les Restaurants du cœur ne parviennent pas à réunir les 200 millions de francs dont ils ont besoin pour parer au plus pressé, les ventes de voitures de luxe (plus de 120 000 F) battent des records en France. Les prix de l'immobilier explosent à Paris et dans bon nombre d'autres capitales européennes, parce

que la demande grimpe beaucoup plus vite que l'offre. On pourrait ainsi multiplier les exemples — bien connus — où l'extrême pauvreté côtoie le luxe le plus insolent.

De quelque côté que l'on se tourne, le même constat revient : l'ampleur des inégalités entre catégories extrêmes. L'écart est, en tout cas, bien supérieur à celui que la théorie économique libérale suggère dans ses analyses. Selon elle, si le marché fonctionne correctement, chacun doit recevoir, sous forme de rémunération, un revenu équivalent à son apport productif. Prenons cette thèse au mot : mis à part quelques individus exceptionnellement doués dans leurs domaines respectifs — artistes créateurs, innovateurs, ingénieurs... — l'apport productif de la grande masse des actifs ne diffère pas dans des proportions considérables : il reflète plus ou moins les inégalités de formation et de qualification. C'est dire que, si le marché fonctionnait comme ses théoriciens l'indiquent, l'écart entre catégories extrêmes ne devrait pas excéder 1 à 5 environ. Or, on le verra, la réalité est bien différente, puisque l'écart réel va de 1 à 11, voire de 1 à 20 après redistribution (prestations sociales en espèces et impôts directs).

Comparaisons explosives...

LOIN de réduire les écarts excessifs, le marché tend à les accentuer, par exclusion des moins favorisés ou par réduction des salaires lorsque la pression du chômage s'accroît. Ainsi, aux États-Unis, de 1979 à 1984, le nombre de salariés qui percevaient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen (14 000 dollars par an) a diminué de 1,8 million, tandis que le nombre de salariés qui gagnaient moins que ce salaire moyen augmentait de 9,9 millions (1). La flexibilité à la baisse — qui explique pour partie l'importance des créations d'emplois aux États-Unis — accentue les inégalités. C'est l'erreur d'Alain Minc que de croire que le marché réduit les inégalités (2).

Cependant, dès lors qu'on s'efforce de chiffrer celles-ci et de procéder à des comparaisons internationales, on se heurte à un quasi-vide statistique : mesurer les inégalités relève presque de l'exploit. S'il en est ainsi, ce n'est pas seulement pour des raisons politiques ou idéologiques, par souci de masquer — ou d'ignorer — une situation gênante. Les difficultés méthodologiques ne manquent pas. Mais elles ne suffisent pas à expliquer l'absence à peu près totale de chiffres internationaux sur la répartition des revenus. La cause principale est politique : procéder à des comparaisons peut se révéler socialement explosif dans les pays les plus inégalitaires, surtout lorsque ces inégalités plus fortes ne paraissent pas engendrer une plus grande efficacité économique. La hiérarchie des revenus perd alors toute légitimité, puisque, au lieu de récompenser les talents productifs, elle se révèle être en partie arbitraire.

C'est ainsi qu'une mésaventure est arrivée en 1976 à un économiste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Malcolm Mayer, qui réalisait une étude comparative sur la répartition des revenus des ménages dans les pays membres de cette organisation (3). Au terme d'un long travail méthodologique destiné à harmoniser, autant que faire se peut, les données statistiques émanant des différents pays, il s'efforçait de mesurer le degré d'inégalité des revenus (en général pour des années proches de 1970).

Il apparut qu'en France le dixième le plus pauvre de la population percevait 1,4 % du revenu disponible après impôt, tandis que le dixième le plus riche percevait 30,5 %, d'où un rapport de 21,8 entre dixièmes (ou déciles) extrêmes. Voici, pour les principaux pays, les résultats de cette étude (entre

parenthèses figure l'année à laquelle ils se rapportent) :

Part du revenu disponible après impôt

	Pourcentage par le dixième le plus pauvre (1)	Pourcentage par le dixième le plus riche (2)	Rapport (2/1)
France (1978)	1,4	30,5	21,8
États-Unis (1974)	1,5	28,5	19
Allemagne (1978)	2,8	28,6	10,2
Japon (1969)	2,7	27,8	10,3
Royaume-Uni (1973)	2,4	23,9	10
Suède (1972)	2,6	26,6	10,2

La conclusion était claire : de tous les grands pays capitalistes industrialisés, la France était celui où la répartition des revenus était la plus inégalitaire (voir le tableau I, établi à l'aide de statistiques plus récentes), et cela malgré un système de sécurité sociale relativement développé. Il est vrai que la fonction de la Sécurité sociale n'est

Tableau I. — L'ÉCART ENTRE RICHES ET PAUVRES DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

	Part du revenu par le dixième le plus pauvre	Part du revenu par le dixième le plus riche	Rapport riches/pauvres
Royaume-Uni (1979)	7 %	39,70 %	5,67
Belgique (1979)	7,9 %	36 %	4,56
Italie (1977)	6,2 %	43,09 %	7,08
Suisse (1978)	6,6 %	38 %	5,76
Pays-Bas (1981)	8,3 %	36,28 %	4,36
Suède (1981)	7,4 %	41,70 %	5,64
Japon (1979)	8,7 %	37,50 %	4,31
États-Unis (1980)	5,3 %	39,90 %	7,53
Canada (1981)	5,3 %	40 %	7,55
France (1985)	5,5 %	42,20 %	7,67

Sources : Banque mondiale ; ONU, *Compendium of Income Distribution Statistics*, 1985. N.B. — Ces chiffres montrent que le degré d'inégalité varie considérablement d'un pays à l'autre. Parmi les moins inégalitaires, se trouvent les pays européens de tradition social-démocrate (Pays-Bas, Belgique), mais aussi... le Japon, grâce à la faiblesse du chômage, qui réduit le nombre de ménages privés de revenus professionnels. Le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse se trouvent dans une situation intermédiaire, malgré, pour les deux premiers, leur réputation de fiscalité très égalisatrice. Enfin, au Canada, aux États-Unis et en France, les écarts entre riches et pauvres sont nettement plus importants et reflètent de très fortes inégalités sociales.

Tableau II. — D'AVANTAGE DE CHOMEURS, MOINS BIEN INDEMNISÉS (Évolution en France, de 1979 à 1988)

	1979	1982	1986
Nombre de chômeurs indemnisés	846 000	1 153 000	1 550 000
Dépenses d'indemnisation (hors préretraite), en milliards de francs	28,9	62,9	86,1
Indemnisation moyenne par an, en francs	34 200	54 500	55 500
Indemnisation mensuelle en francs 1987	5 200	5 800	4 600

Sources : Comptabilité nationale et ministère des affaires sociales.

pas d'abord de redistribuer les revenus des riches aux pauvres, mais de protéger les citoyens contre un certain nombre de risques de l'existence. Il n'empêche que cette protection sociale peut être obtenue de différentes façons, et que l'on peut privilégier l'assurance — chacun paie en fonction du risque encouru et de la couverture obtenue — ou la solidarité — chacun paie en fonction de ses revenus, et a droit à la même couverture. Mieux que de longs discours, ces chiffres montraient que le système de protection sociale français obéissait plutôt à la première logique qu'à la seconde.

Cela ne fit évidemment guère plaisir au premier ministre de l'époque. L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) fut donc chargé de « monter au créneau », car, même si l'étude indiquait que, selon la formule consacrée, imprimée en première page, elle « n'engage que la responsabilité de l'auteur », le sceau de l'institution internationale qui la publiait lui conférait une autorité peu contestable. Une longue mise au point ampoulée développa un certain nombre de critiques (notamment le fait que les sources utilisées étaient d'origine fiscale pour la France et provenaient d'enquêtes auprès des ménages pour la plupart des autres pays) et conclut que le rapport entre déciles extrêmes était en fait de... 21,5. L'INSEE critiquait la méthode et confirmait l'analyse : le premier ministre en tira une rancune tenace à l'égard de l'Institut et de ses statisticiens. Mais le résultat le plus clair de la polémique fut de mettre fin à toute velléité de mesures internationales dans ce domaine.

Au sein de la CEE, toutefois, on dispose d'un certain nombre d'enquêtes communautaires sur la structure des salaires. Malheureusement, ces enquêtes sont très lourdes, et ne sont donc menées que de loin en loin : la dernière publiée date de 1978 (4). L'un de ses résultats essentiels est que, en Allemagne fédérale, la hiérarchie des salaires dans l'industrie est beaucoup plus resserrée qu'en France : les cadres y gagnent (salaire brut, primes comprises) à peu près 90 % de plus qu'un ouvrier qualifié, tandis que, de ce côté-ci du Rhin, le rapport correspondant est de 185 %. À l'inverse, les ouvriers non qualifiés (hommes) gagnent 15 % de moins que les ouvriers qualifiés (hommes) en Allemagne et 20 % de moins en France. Cela paraît être une constante puisque, en 1972 déjà, l'éventail des rémunérations dans l'industrie était nettement plus ouvert en France que dans les autres pays d'Europe (5) : les salaires directs des non-ouvriers étaient 1,71 fois plus élevés que ceux des ouvriers, contre 1,53 en Belgique, 1,42 en Allemagne fédérale et 1,3 en Grande-Bretagne. Sans doute cela s'explique-t-il en partie par des différences de nomenclature (le terme de « cadre » est plus extensif en Allemagne) et par un niveau de qualification ouvrière plus élevé ; d'autres facteurs jouent également : la taille de l'entreprise (les plus grandes paient mieux, ce qui favorise l'Allemagne fédérale, où les entreprises indus-



LE PAYSAN, LE PRÉLAT ET LE NOBLE
Les phéas de l'Ancien Régime ont laissé leurs cicatrices

trielles sont de plus grande taille) ou le secteur d'activité. Mais ces explications ne jouent qu'un rôle second, pour ne pas dire marginal : la réalité brute est que la France est un pays où les revenus d'activité sont distribués de façon plus inégalitaire qu'ailleurs (6).

Dans ce pays, en 1987, le salaire net annuel moyen dans le secteur privé et semi-public était de 105 800 francs pour les hommes et de 80 500 francs pour les femmes : soit une moyenne d'ensemble de 96 800 francs, représentant 8 000 francs par mois environ. Mais 68,5 % des salariés percevaient moins que cette moyenne, dont près d'un million (610 000 hommes et 390 000 femmes) payés au SMIC (4 200 francs net par mois au 1^{er} juin 1988).

Indispensable redistribution

UNE enquête de 1978 du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) pour le compte de la Caisse nationale d'allocation familiale a été menée en France de façon approfondie auprès des ménages non agricoles pour mesurer l'influence de la redistribution sur les inégalités (7). Elle montre que, en 1978, 6,7 % des ménages non agricoles percevaient moins de 12 000 francs par an et que, avant redistribution, leurs revenus professionnels (y compris les retraites) s'élevaient en moyenne à 5 839 francs (soit 12 300 francs de 1987). Après redistribution, leur revenu moyen passait à 17 016 francs (soit 35 750 francs d'aujourd'hui), près de trois fois plus : l'impact était donc sensible, mais pas suffisant pour qu'on puisse considérer que le problème de la grande pauvreté était réglé (un ménage peut-il vivre avec 3 000 francs par mois ?). À l'autre bout de l'échelle, 1,4 % de la population percevait en moyenne 231 701 francs avant redistribution (487 000 francs actuels) et 195 428 francs après redistribution (410 000 francs) : 11,5 fois plus que les plus démunis. L'extension du chômage et la réduction de son indemnisation ont sans doute accentué l'écart depuis 1978 (voir le tableau II).

Le fond du problème est que, pour l'essentiel, l'efficacité économique va à l'encontre de l'égalité. Le marché stimule la première, mais au détriment de la seconde. Alors que l'État-providence aboutit à l'effet inverse. Certes, il n'en est pas toujours ainsi, et l'économiste américain Arthur M. Okun a constaté que certaines mesures permettaient d'améliorer l'une et l'autre (8). Mais il a surtout montré que, même si la redistribution des revenus était peu efficace, il valait la peine de la maintenir. Cela rejoint les thèses de John Rawls (9), dont le « principe de

la différence » établit que l'inégalité n'est acceptable que si elle fonctionne à l'avantage de tous, et notamment de l'individu moyen du groupe le plus défavorisé.

En d'autres termes, contrairement à l'optimisme d'Alain Minc, le marché libre, même tempéré par l'intervention publique, produit peut-être de l'efficacité, mais rarement de l'égalité. Sans l'institution d'un salaire minimum, il est vraisemblable que les salaires du bas de l'échelle auraient sensiblement diminué depuis quelques années : les cadres n'en seraient peut-être pas plus heureux — encore que l'appauvrissement des uns puisse renforcer le sentiment de réussite sociale des autres, — mais les ex-amicus seraient bien moins. Les libéraux prétendent que, du coup, le chômage serait sinon résorbé, du moins fortement réduit. Outre que ce n'est pas certain — le coût du travail n'est qu'un des éléments de la compétitivité internationale et de la décision d'embaucher (voir pages 6 et 7, l'article de Danielle Kaisergruber et Philippe Messine), — cela reviendrait à imposer aux salariés les moins bien payés un partage des revenus que refusent les salariés du haut de l'échelle : efficacité peut-être, mais au prix de plus d'inégalité.

Il est possible que nous n'ayons pas le choix, qu'une société soit contrainte à un standard minimal d'efficacité pour survivre dans la compétition internationale, et que ce standard minimal impose des solutions où le marché l'emporte sur la règle, l'économique sur le social. Mais ceux qui, comme les libéraux de droite ou de gauche, prétendent que, du même coup, une économie revitalisée engendrera plus d'égalité, car moins de chômage, soutiennent, typiquement, un point de vue de privilégiés. Au milieu du dix-neuvième siècle, Lacordaire, déjà, disait que c'est la loi qui libère et la liberté qui opprime.

Quant aux revenus du patrimoine, 26 % des ménages français déclarent en percevoir, soit 4 millions de ménages environ. La moyenne de ces revenus déclarés est de 19 000 francs (francs 1987), mais 8 % des ménages perçoivent à eux seuls 90 % du total. Ce qui représente pour chacun de ces ménages fortunés environ 60 000 francs chaque année (chiffres de 1979, issus de l'enquête de l'INSEE sur les revenus fiscaux).

Deux facteurs viennent aggraver les disparités lorsqu'on passe des revenus d'activités aux revenus disponibles. D'une part, l'exclusion sociale durable dont sont victimes une fraction importante des chômeurs tend à précipiter un grand nombre de personnes dans la pauvreté absolue : en Europe, 46 % des chômeurs, soit 5,5 millions de personnes, sont privés d'emploi depuis plus d'un an. Ce pourcentage

atteint même 68,9 % en Belgique, 56,3 % aux Pays-Bas et 56,6 % en Espagne (47,8 % en France). D'autre part, la protection sociale est le plus souvent liée au travail, et, plus précisément, au travail salarié : perdre un emploi, ou ne pas en trouver, conduit aussi à la réduction de la protection sociale. Le cumul de ces deux phénomènes conduit d'emblée à une aggravation des inégalités : la redistribution des revenus tend à s'effectuer au sein des catégories médianes, ou peu éloignées de la moyenne, tandis qu'elle laisse largement à l'écart les catégories les plus paupérisées. Ce constat n'est pas nouveau : il a été dressé par Aide à toute détresse (ATD-Quart-Monde) depuis longtemps, mais la crise lui redonne, hélas, un regain d'actualité.

... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...

... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...

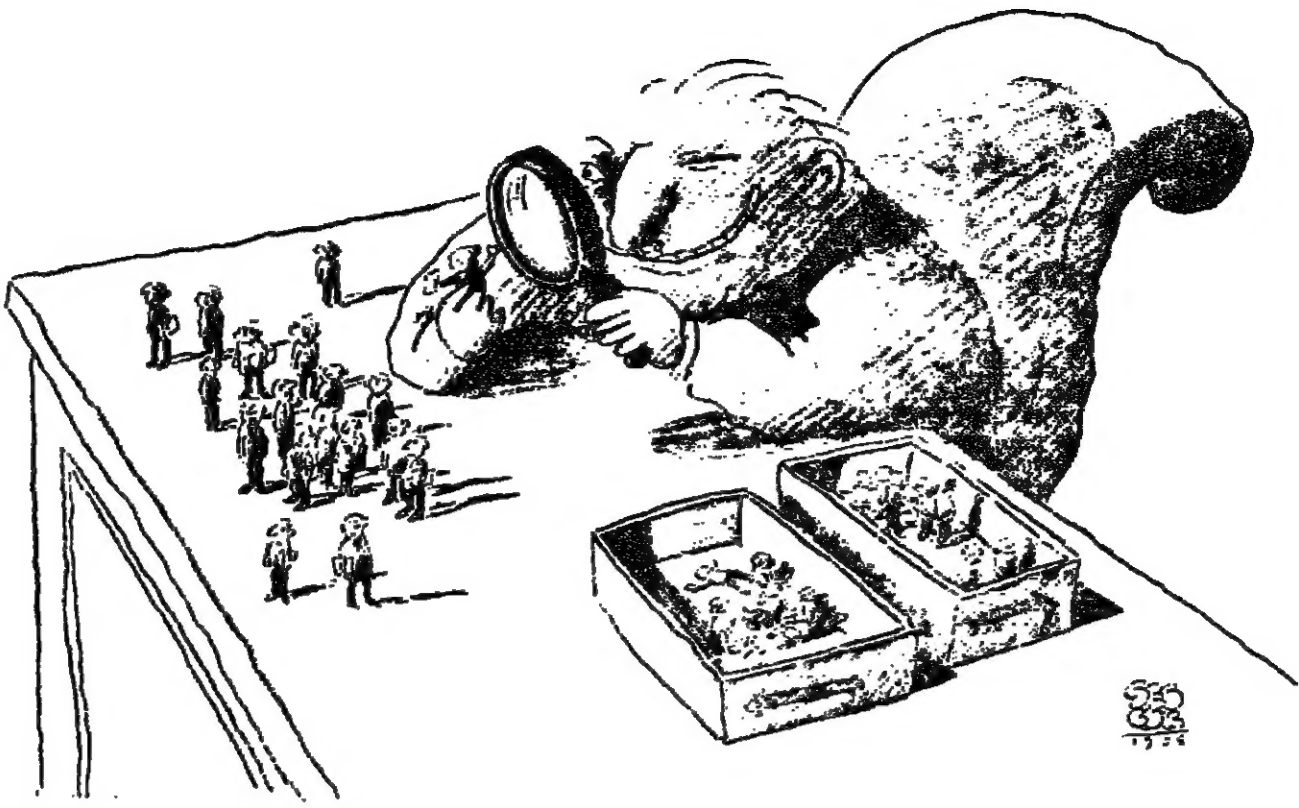
... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...

LE CRI D'EISEN
Ces années
L'est facile de dénoncer...
... de la répartition des revenus...
... de la répartition des revenus...



en œuvre facile et
rapide : le ciblage
se fait à la disposition
des agents, de la même
manière, ils pourraient ouvrir
des actions de logement
provises. Mais l'incerti-
tude par un certain
niveau économique et culturel, ainsi
qu'un droit réglementaire
très et inadaptable aux
besoins des obligations d'habitat
de résultats, et
particulièrement
techniques. De surcroît,
le prix des terrains
et le développement de la
l'automatisation et
permettraient

peut créer de nouveaux emplois



exemple sous la forme d'« entreprises intermédiaires » créées par des jeunes, peut constituer une modalité d'insertion et d'expérimentation sociales, en particulier pour développer dans la population l'apprentissage de certains savoirs tels que les techniques de gestion, d'organisation et de communication.

Pour mieux comprendre l'articulation entre le niveau « macro » des grandes mesures nationales indifférenciées et le niveau « micro » des initiatives localisées et spécifiques, il faut revenir sur la « boucle infernale » : croissance lente + gains rapides de productivité = diminution des heures de travail.

Pour reconstruire la compétitivité des entreprises, il convient d'améliorer leur efficacité, c'est-à-dire leur capacité à produire des richesses avec un montant donné de ressources. C'est cette efficacité que l'on désigne en principe sous le nom de productivité et c'est sur elle que repose évidemment la compétitivité. Mais ce terme de productivité est source de grandes ambiguïtés, dont l'emploi est, au passage, la victime.

Lorsque l'on parle de productivité, on se réfère logiquement à un concept général d'efficacité économique, mais qui, pour des raisons historiques, s'applique plus spécifiquement à la productivité du travail salarié dépensé directement à la fabrication du produit. Lorsque les outils de gestion actuels ont été forgés — au début du siècle dans la grande industrie américaine, — le travail salarié direct constituait, en effet, et de très loin, la part prédominante des ressources utilisées dans le système de production (7). Améliorer la productivité revenait largement à économiser le travail direct. En d'autres termes, à économiser l'emploi. Aujourd'hui, le travail direct représente en moyenne moins de 15 % du coût des produits industriels et souvent moins de 10 %. Mais, dans les esprits, « productivité » continue souvent à s'identifier à « productivité du travail direct ».

La voie classique, ancrée dans les mœurs, consiste à faire la même chose avec moins de travail salarié. D'autres voies, moins explorées, permettent de faire la même chose, ou de faire mieux, avec moins de machines (par exemple, en améliorant le taux d'utilisation des équipements), moins de matériaux (par exemple, en limitant les gaspillages liés à la non-qualité), ou moins d'argent (par exemple, en allégeant les stocks) (8). Et cela peut passer par... une extension de l'emploi : mise en place d'un service de maintenance préventive, pour diminuer les pannes ; abaissement des cadences, pour mieux maîtriser la qualité et diminuer les taux de rebuts ou de retouches ; réduction du temps de travail hebdomadaire, dans le cadre d'horaires flexibles, pour faire tourner plus longtemps les machines les plus chargées ; maintien d'un certain « mou » dans la main-d'œuvre d'atelier disponible, pour faciliter une gestion « juste à temps » qui réduit les stocks à leur strict minimum et économise le capital circulant. Au total, comme l'écrit le « gourou » israélien de la gestion de la production, Eliyahu Goldrat (9) : « Une usine dans laquelle tout le monde est occupé en permanence est très inefficace »...

C'est aussi le constat que l'hebdomadaire américain *Business Week* barre sa « une » du 6 juin dernier : « Le paradoxe de la productivité : les industriels américains poussent leur productivité depuis plusieurs années, en grande partie en fermant de vieilles usines et en licenciant des travailleurs. Mais les Etats-Unis restent en retard sur le Japon et d'autres pays pour les gains de productivité. Le problème : nous nous polarisons sur l'investissement en capital comme méthode pour réduire les effectifs — et nous ignorons les immenses bénéfices à tirer d'une qualité améliorée, de stocks allégés et

d'une introduction plus rapide de nouveaux produits. Nous avons besoin d'une nouvelle mathématique de la productivité ». Observons au passage que, dans ce texte bref, le mot « productivité » revêt manifestement, dans ses emplois successifs, des sens différents : d'abord celui de productivité du travail direct (réduction d'effectifs), puis celui d'efficacité globale. Mais le diagnostic de *Business Week* reste fondamentalement juste : la mathématique traditionnelle de la productivité, selon laquelle l'efficacité se résume à économiser le travail direct, est devenue inopérante.

Les nouvelles voies de la compétitivité

Il existe non seulement de nouvelles voies de la productivité, mais aussi de nouvelles voies de la compétitivité. La concurrence par les prix, sans disparité, laisse une part croissante à la concurrence par le produit et par la qualité. En effet, plutôt que de poursuivre unilatéralement la réduction des coûts, il est aussi intéressant, avec les mêmes machines et les mêmes hommes, de produire un surcroît de richesses avec des produits qui ont plus de valeur, parce qu'ils sont de meilleure qualité, parce qu'ils correspondent mieux aux attentes du marché et que les clients sont prêts à payer davantage pour les acquiescer. Le prix n'est pas tout : la lampe à huile, même vendue 10 centimes pièce, ne reconquerra pas les intérieurs modernes... La recherche du « bon produit », celui qui va au

devant des besoins du marché et leur apporte une réponse efficace, exige de la créativité, de l'imagination, une collecte abondante et intelligente d'informations, le dialogue fluide entre des compétences complémentaires : mercatique, ventes, fabrication, conception. Il faut donc beaucoup de travail qualifié et une grande souplesse d'organisation : en un mot, des politiques d'entreprise, dont la diminution du nombre d'heures de travail ne constitue pas l'alpha et l'oméga (10).

Si, pour des raisons historiques et culturelles (la méfiance envers les salariés, par exemple), les entreprises d'un pays donné s'orientent massivement vers la recherche de la seule productivité du travail direct, elles réduiront l'emploi dans des proportions non justifiées par la poursuite de la performance, passeront à côté d'enjeux plus essentiels (productivité du capital, qualité, présence sur les marchés) et continueront de perdre de leur compétitivité — donc, de l'emploi... En d'autres termes, il y a plusieurs politiques de compétitivité, et les plus efficaces ne sont généralement pas les plus économes en travail, les moins *labour intensive*.

Constatation purement théorique, sinon utopique ? La comparaison des performances de la RFA et de la France, en matière de productivité du travail et de balance commerciale dans le secteur industriel, peut donner à réfléchir : sur une longue période, de 1974 à 1986, les gains de productivité du travail de l'industrie française ont été substantiellement plus élevés que ceux de l'industrie allemande, respectivement 47 % et 40 % (11). L'avantage de compétitivité des entreprises d'outre-Rhin n'a pourtant cessé de se renforcer, si l'on en juge par l'évolution des balances commerciales des deux pays. Ce qui est en jeu, ce sont fondamentalement des politiques d'entreprise sur lesquelles les politiques publiques (de l'Etat et des collectivités locales) peuvent avoir une influence décisive. Mais les gouvernements se trouvent en terrain inconnu, car l'art d'une politique de l'emploi n'est plus celui, relativement simple, du pilotage macro-économique agissant sur des leviers à effet direct. C'est devenu un art subtil, agissant sur des leviers à effet indirect, ceux de l'environnement

naires sociaux souvent désireux de minimiser les tensions et les désagréments immédiats ; la logique électorale ne conduit pas spontanément à de tels comportements, si l'on en juge par la constance avec laquelle les gouvernements successifs ont joué prioritairement le non-chômage à court terme, en consacrant des budgets considérables à diverses mesures (stages notamment) dont l'effet a rarement dépassé un ralentissement fragile de l'aggravation quantitative du problème.

Le remède-miracle macro-économique ou macrosocial n'existe pas. Toutes les voies suivies ramènent vers une analyse patiente des phénomènes sociaux et de leur impact sur la croissance et l'emploi. Voie ingrate, car difficile et lente ; et pourtant la seule durablement efficace.

Ce constat fait justice de la sacro-sainte distinction entre traitement économique et traitement social du chômage. Il n'y a de traitement économique du chômage qu'en se fondant sur une compréhension fine des phénomènes sociaux, et en tentant d'agir en profondeur sur eux : le traitement économique passe par le social. Le traitement social, quant à lui, ne peut avoir de résultats pérennes qu'en s'assurant de l'impact des politiques suivies sur les structures économiques : le traitement social passe par l'économie.

Il n'y a pas de réponse sociale crédible au chômage sans la recherche d'une certaine efficacité économique. Le développement de l'emploi ne tire pas sa source de l'emploi, par une sorte de génération spontanée. Il ne s'agit pas, pour autant, de reprendre à son compte la fameuse formule de l'ex-chancelier Schmidt, selon laquelle « les investissements d'aujourd'hui sont les emplois de demain ». Il n'existe malheureusement aucun automatisme global de ce type, qui dispenserait de fonder une nouvelle phase de développement, riche en emplois, sur une rénovation en profondeur des mécanismes intimes de la croissance.

Action longue et patiente, dira-t-on, alors que la maison brûle. La montée du malaise face au chômage et à la précarité tient, certes, au niveau quantitatif déjà atteint, mais aussi, et au moins autant, à un sentiment d'impuissance, de non-convergence entre les différents partenaires, de fragilité des réponses proposées. L'affichage d'un projet clair (12), même si ses effets ne peuvent être que progressifs et si les objectifs annoncés et expliqués ne tiennent pas du miracle, pourrait bien avoir une force politique supérieure à l'enchaînement d'expédients.

DANIELLE KAISERGRUBER
et PHILIPPE MESSINE.

- (7) Voir l'analyse historique de l'apparition des outils de gestion dans l'industrie américaine dans Alfred D. Chandler, *The Visible Hand*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1977.
- (8) Voir, sur l'analyse du concept de productivité globale, Antoine Riboud, *Modernisation, mode d'emploi*, rapport au premier ministre, 10/18, Paris, 1987.
- (9) Eliyahu Goldrat et Jeff Cox, *Le But : l'excellence en production*, éditions AFNOR gestion, Paris, 1986.
- (10) Voir les recommandations d'Antoine Riboud, op. cit.
- (11) Comparaison établie à partir des statistiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- (12) Voir Bernard Cassen « Des lendemains industriels hypothéqués par le laisser-aller libéral », *Le Monde diplomatique*, décembre 1987.

L'ART DU POSSIBLE

Débloquer le marché du logement

CERTAINS secteurs à fort potentiel de croissance, comme le logement, sont actuellement verrouillés par l'archaïsme des comportements et des organisations, souvent conforté par des formes institutionnelles et des réglementations dépassées. L'introduction de matériaux nouveaux, à la fois performants pour le portage, l'isolation thermique et acoustique, et riches de possibilités esthétiques, en même temps que de mise en œuvre facile et donc de faibles coûts ; le câblage et l'informatic, mis à la disposition des fonctions ménagères, de la sécurité et des loisirs, pourraient ouvrir la voie à des conditions de logement totalement renouvelées. Mais l'innovation est freinée par un certain conservatisme technique et culturel, renforcé par le carcan d'une réglementation fastidieuse et inadaptée qui impose souvent des obligations de moyens plutôt que de résultats, et fige ainsi, au moins partiellement, les solutions techniques. De surcroît, la surchauffe sur les prix des terrains freine souvent le développement de la demande. L'automatisation et l'informatique devraient permettre d'abaisser forte-

ment les coûts et d'améliorer la qualité. Mais il faudrait, pour cela, décloisonner les formes d'organisation et abandonner la sacro-sainte séparation en corps de métiers, afin que l'entrepreneur, l'électricien, le plombier, le charpentier intègrent leurs interventions dans une gestion informatique du chantier. Mais les verrous socio-organisationnels (structures corporatistes) et culturels (séparation entre esthétique et technique) figent le découpage de la filière en « missions » hermétiquement séparées, sinon antagonistes.

La politique de modernisation structurelle exige, notamment, des réglementations techniques dites « performantes » (obligation de résultats pour ne pas imposer des options techniques figées), la suppression des monopoles professionnels, la révision des formations, la requalification de la main-d'œuvre de chantier, la promotion de filières techniques innovantes, l'utilisation de composants industriels... Un exemple, parmi beaucoup d'autres, d'une politique structurelle susceptible de débloquer un marché important mais actuellement chloroformé.

le marchand

son rôle pour mettre sous forme de nouveaux accords, etc. Des formes positives de l'interne peuvent ainsi se développer, lorsqu'elles procèdent d'une

Pour l'Etat, plutôt que d'une réduction uniforme, il s'agit de créer les conditions d'une intelligence du temps de travail de l'entreprise — par des incitations et des actions d'information — sensibilisation sur les méthodes bénéfiques de la réorganisation ; faut encadrer le « microsocial » que décrète le « macrosocial ».

La croissance, quant à elle, peut être décriée ? Les politiques publiques, par exemple, en faveur d'une véritable concertation nationale permettant de les unifier, de mouvement mondial et local, option protectionniste, ont fait la preuve de leur inefficacité. En France de 1983 on a vu la chute inévitablement sur un air d'air « favorable aux importations sur des déficits commerciaux

Pourtant, il est désormais évident de ne pas, sous un angle économique, le problème de croissance qu'en termes sociaux, « relance ou rigueur ». L'opinion américaine présente un aspect intéressant : la modernisation accélérée — et pourtant coûteuse — de travail — des grandes villes industrielles déjà existantes, que « l'automobile ou le téléphone » accompagnent d'une création d'une véritable extension de la base économique par l'intégration d'activités à la sphère marchande (14).

Sans primer l'imitation, du « modèle américain », des pouvoirs culturels les plus forts et les moins exportables, il s'agit d'en saisir certains ressorts : les techniques fondamentales, notamment l'extension de la base économique, souvent caractérisée par le masque des « bulles ». Un tel mouvement, effectivement en l'air de croissance, en apportant une réponse chancelante à des besoins sociaux mais non exprimés (ou non exprimés dans la sphère marchande) par le fait de divers blocages, par exemple, des verrous structurels réglementaires, techniques ou

de croissance

techniques, telles que la

Par ailleurs, pour la réduction du temps de travail, il ne faut pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le cadre d'une intervention directe et par la main de l'Etat, mais bien plutôt la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions émanant d'un certain nombre de personnes en place, de ceux qui, à l'instar de ceux qui ne peuvent pas attendre la solution dans le

Un « front populaire »

DEVANT la conférence du PC soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a proposé une réforme en profondeur du système politique et défini les enjeux des luttes en cours : le pouvoir, la démocratie, les structures fédérales. Tout en notant les « imperfections évidentes » dans les relations entre nationalités, qui nécessitent un large débat, il a implicitement récusé tout redécoupage des frontières, réclamé avec force par les nationalistes arméniens (voir l'article de Garo Ulubeyan).

Par JEAN-MARIE CHAUVIER

En quelques mois, l'histoire s'est accélérée. Difficile de dire ce que constituent, dans la matérialité sociale, trois années de « perestroïka » (reconstruction, restructuration), depuis le plénum d'avril 1985 (1) jusqu'à la conférence nationale de juin 1988, en passant par le vingt-septième congrès du parti (2) et la cascade de lois organisant les réformes économiques (3). Difficile de ne pas remarquer, en tout cas, que le monde idéal des Soviétiques s'en trouve bouleversé, qu'une crise politique a été délibérément provoquée : de ce double point de vue, quelque chose d'irréversible s'est produit en Union soviétique.

Tout le monde parle politique. Le pays est en ébullition. Remarque entendue à Moscou. Fait confirmé à Leningrad. Echos analogues de Sibérie, du Caucase, des pays baltes. Une à deux heures après leur ouverture, les kiosques sont pratiquement défilés des quotidiens et hebdomadaires (tirage : 200 millions) et des revues (240 millions). Les best-sellers de l'édition, tout aussi introuvables, sont

les livres récents (romans, témoignages) parlant de l'histoire, du stalinisme, et les dizaines d'auteurs libérés par la censure depuis trois ans (4). Véritable torrent d'informations, d'opinions, d'émotions, la « glasnost » — transparence, prise de parole — ne fait pas qu'investir, progressivement, de nouveaux territoires. Elle se radicalise, se politise, donne lieu à une polarisation des opinions.

Radicalisation, au sens d'aller aux racines. Les révélations sur l'histoire — les « pages blanches » de la révolution, des répressions stalinienne, des tragédies de la guerre — provoquent une surcharge émotionnelle, mais aussi une avalanche de questionnements. En amont : « D'où nous vient-il, ce système despotique, bureaucratique, que nous dénonçons aujourd'hui ? » En aval : « Comment en sortir ? » Les réponses sont forcément diverses. Une opinion publique contradictoire se développe. La « révision » touche à la plupart des dogmes qui ont marqué l'idéologie officielle depuis la fin des années 20.



L'HUMOUR CORROSIF DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE
« Et votre comportement, quant à la « transparence » ? »

Il n'y a plus de monolithisme officiel, ni de la pensée, ni du parti, ni de la société. Les conflits, les divergences ne sont plus des « survivances » du passé, mais des produits de la réalité sociale. Le pluralisme des intérêts et des opinions n'est plus un mal, mais un bien et une nécessité. Le marché n'est plus un attribut du capitalisme, une « marge » tolérée en pays socialiste, mais un auxiliaire, un régulateur indispensable de la

planification. La « bureaucratie » n'est plus seulement désignée comme un mauvais style de travail, mais comme une couche sociale, voire « une élite pratiquement inamovible, privilégiée, se plaçant au-dessus du peuple » (5). La Pravda du 14 juin dernier ébranle un autre dogme : celui du « rôle d'avant-garde du parti ». Ce rôle n'a pas toujours été le sien, et il doit, en tout cas, se mesurer à l'autorité réelle du parti dans la société.

Sont mises en cause la peine de mort et les lois réprimant les délits d'opinion. Les conditions de détention dans les camps de travail et les colonies de rééducation pour jeunes. La pédagogie, la politique sexuelle, celle des nationalités. La politique extérieure commence, elle aussi, à être touchée. On parle de sa « désidéologisation », on exige la transparence sur les dépenses militaires, on traque l'« image de l'ennemi » et les caricatures de l'Occident dans les médias.

Il reste bien des sujets tabous : crimes soviétiques en Afghanistan (encore que des « erreurs » commentent à être admises à ce propos), intervention de 1968 en Tchécoslovaquie, dont le vingtième anniversaire

(août 1988) sera un test de « glasnost ». L'idéologie officiellement contestée n'a pas disparu, loin de là, mais déjà, les épreuves d'histoire au baccalauréat ont été transformées en « conversations avec le jury », en attendant la confection de nouveaux manuels.

On aurait tort, en Occident, de réduire cette révolution des idées à une capitulation sans conditions face aux vertus du libéralisme à l'occidentale. A côté de plaidoyers effectivement très libéraux, figurent leurs critiques, conservatrices ou « de gauche » (6). Les traditionalistes ont fait valoir, dans la Pravda, un véritable programme de réhabilitation du paysan et de la coopération telle qu'elle existait avant 1917 et dans les années 20 (7). D'une façon

(1) Session plénière du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique où M. Gorbatchev annonce ses intentions.

(2) Le vingt-septième congrès, en février-mars 1986, prit l'option d'une « réforme radicale ».

(3) Notamment la réforme économique décidée en juin 1987. Elle étend, à partir de 1988, aux entreprises et aux administrations les principes d'autonomie, d'autofinancement et d'autogestion, dans la perspective d'un « marché socialiste » planifié qui concurrencerait, après 1990, une réforme globale des prix et la mise en vente des moyens de production.

(4) A. Rybakov, Les Enfants de l'Arctique ; Vassil Grossman, Vie et Destin ; Daniel Grin, Les Auroches ; Doudin, Les Vêtements blancs, etc. Ainsi que des classiques : Boulgakov, Pasternak, Goulou, Akhmatova (Requiem).

(5) N. Popov, cité par D. Kazouline, dans Moskovskie Novosti, 12 juin 1988.

(6) La politique économique préconisée par M. Agabekian, principal conseiller de M. Gorbatchev, est critiquée (sur la question des prix, par exemple) par A. Nuzhin, dans Ogoniok, n° 22, mai 1988.

(7) Vassil Belov, « Faire renaitre le paysan dans la paysannerie », Pravda, 15 avril 1988.

L'Arménie, comme sous le coup d'une

Par notre envoyé spécial GARO ULUBEYAN

L'appelera Krikor et servira l'Eglise et la nation arméniennes... Le prêtre de l'église de Saint-Zoravar, dans le centre d'Erevan, asperge de myrrhe le front de l'adolescent, prononce solennellement les dernières formules sacramentelles et passe à un autre candidat au baptême. Confirmé dans une foi et une identité dont il n'avait qu'une conscience diffuse en Azerbaïdjan, dans sa ville de Soumgaït fuie au lendemain des pogroms antiarméniens des 28 et 29 février dernier, ce jeune réfugié est devenu un authentique Arménien... soviétique. Arrivé en car avec un groupe de réfugiés logés dans le pensionnat d'Aghveran, à 50 kilomètres d'Erevan, la capitale arménienne, Krikor et ses parents, subitement transférés par la grâce des odeurs d'encens et des mélodies de la liturgie, ont bien du mal à cacher leur émotion : sur les bords de la mer Caspienne, des décennies d'administration discriminatoire leur avaient fait peu à peu oublier leurs racines.

Deuxième contact avec la « mère patrie » : le car emmène le groupe, conduit par une jeune étudiante bényole, visiter le monastère d'Etchmiadzine, siège du Catholicos de Tous les Arméniens. Dans la cour du monastère, les langues se délient : « Je peux parler, mais à condition de dire la stricte vérité », confie Garik, cinquante ans, visage buriné par une épaisse moustache, rapportant les consignes du directeur de son pensionnat. Et il raconte cette journée du 27 février où tout a commencé, avec un meeting de cinq cents personnes dans le centre de Soumgaït. « Les Azeris ont exhibé trois cadavres, prétendant que c'étaient ceux d'Azeris tués par des Arméniens. Aussitôt la foule a crié « mort aux Arméniens ». Le message avait été compris par Garik, qui envoya sa famille se réfugier chez des voisins azéris. Le 28 au matin, il apprend par téléphone, avant que sa ligne soit coupée, que des milliers d'Azeris circulent dans la ville, où dix-huit mille Arméniens vivent dispersés, agressant dans la rue ses compatriotes, pillant leurs appartements. Le même jour, vers 14 heures, une bande d'environ deux cents « boïligans » armés de couteaux et de barres de fer se présente à l'entrée de son immeuble ; le meneur possède la liste des noms et adresses des Arméniens de la ville, fournie par la maison d'arrondissement. Dissuadés par des voisins russes et azéris, ils se rabattent sur l'immeuble d'en face, où

vivent quatre familles arméniennes. « J'ai vu les corps de trois femmes étendues et défenestrées par ceux qui étaient montés, et brûlés par leurs comparses restés en bas de l'immeuble ». De crainte que les tueurs ne repassent par son immeuble, Garik se réfugie chez un voisin et s'y cale jusqu'à l'arrivée de l'Armée rouge commandée par le général Kraïev. Ce jour-là, un char l'emmena jusqu'à la maison de la culture de la ville, réquisitionnée par l'armée, avec quelques autres bâtiments officiels destinés à la protection des Arméniens. Avec sa famille, il sera évacué, le 2 mars, vers Bakou, d'où il prend le train pour Erevan, dernière étape avant son installation dans le pensionnat d'Aghveran.

Sur les trois mille réfugiés d'Azerbaïdjan, ils sont environ un millier à avoir reçu le baptême et accompli ce parcours initiatique pour le moins insolite en terre soviétique. Mais qu'y a-t-il qui ne soit insolite dans cette république remodelée par la vague déferlante des manifestations de février dernier ? M. Gorbatchev a souhaité l'éclosion

L'appréhension des retours tragiques de l'histoire

RESCAPÉS de cette « amitié entre les peuples » bien peu manifeste dans les relations entre les deux Républiques voisines, les réfugiés contribuent à maintenir la tension dans une population submergée par un flot d'informations faisant état de préjudices subis par les membres de la communauté arménienne d'Azerbaïdjan, forte de cinq cent mille membres. Leur présence massive suscite une soif de justice que ne peuvent apaiser ni les limoges, le 21 mai dernier, des premiers secrétaires des partis communistes d'Arménie et d'Azerbaïdjan, MM. Demirtchian et Bagirov, ni le procès des quatre-vingts « boïligans » de Soumgaït, ouvert depuis le 24 mai.

Sous des dehors paisibles, Erevan abrite un sentiment d'appréhension des retours tragiques de l'histoire. Le spectre des morts de Soumgaït hante des consciences habituées par le souvenir du génocide de 1915, déplaçant la question nationale et le contentieux avec la Turquie à l'intérieur des frontières de l'URSS : pour l'Arménie, le voisin azéri n'est-il pas le substitut local du Turc, dont il se rapproche par la langue, la culture et les alliances conclues au début du siècle pour servir le projet pantouranien d'une « Grande Turquie » ? Les réfugiés, enfin, n'incarnent-ils pas le destina d'une nation dispersée, dont la forte diaspora se sent exposée aux risques de la persécution ou, au mieux, de l'assimilation ?

d'une « nouvelle mentalité », et la réaction bien impulsive des Arméniens montre qu'ils l'ont entendue. A Erevan, l'extraordinaire marée humaine qui a déversé pendant une semaine près d'un million de personnes dans les rues a ancré la population dans la conviction qu'il faut aller jusqu'au bout de l'expérience démocratique. La demande de rattachement à l'Arménie de la région autonome du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan, enclave peuplée à 75 % d'Arméniens, ne s'inscrit-elle pas dans les strictes limites de la « perestroïka » ? D'autant que, face à cette démonstration pacifique de soutien à la politique de M. Gorbatchev, la « réponse de Soumgaït » passe pour être l'œuvre des ennemis de la réforme.

La Transcaucasie serait donc devenue le champ de bataille où s'affrontent les rivalités idéologiques entre conservateurs et réformateurs. Un schéma séduisant... Il rencontre un certain succès en Arménie, mais trop simple. L'arrière-plan historique est toujours vivace ; la question nationale revient de façon lancinante, presque obsessionnelle.

Nombreux sont ceux qui vont fleurir le monument aux victimes de Soumgaït, érigé le 8 mars dernier lors d'une gigantesque procession sur la colline de Dzidzernagapert, à deux pas du monument officiel au génocide de 1915. L'intelligentsia, quant à elle, a basculé dans le militantisme : elle mène son enquête parallèle dans l'instruction du dossier de Soumgaït, auquel la procuration d'Arménie n'a pas accès ; elle diffuse des samizdat remettant en question le bilan officiel des morts ; ouvre des comptes en banque pour les réfugiés et le Haut-Karabakh ; inonde le pays de télégrammes expliquant combien est légitime la demande de rattachement de cette région à l'Arménie. Ainsi Samuel Shahmouradian, rédacteur à Kraganeri, la Literaturnaya Gazeta locale, a, en l'espace de quelques semaines, complètement transformé son rythme de travail. Son bureau de la très officielle Union des écrivains d'Arménie est envahi par des piles de livres en arménien apportés chaque jour par des particuliers à l'intention de leurs compatriotes du Karabakh. Trois ou quatre fois par semaine, il reçoit des réfugiés d'Azerbaïdjan dont il enregistre les témoignages sur cassettes.

A l'étage supérieur, un autre rédacteur se charge d'établir, à partir de ces témoignages, le nombre exact des victimes. « Un travail long et précis, car il faut que les témoignages se recoupent.

Mais il est essentiel, la « glasnost » n'ayant pas joué son rôle dans cette affaire ». Et Ardachès produit trois actes d'autopsie d'Arméniens, de la morgue de Soumgaït : « Ces documents prouvent que les pogroms de Soumgaït ont fait au moins 536 morts. » Il explique que, datés des 3, 4 et 5 mars 1988, ils portent respectivement les numéros 167, 182 et 187 ; y figurent les causes du décès certifiées par le médecin légiste : brûlures, coups de couteaux, suffocation, etc. Dans la mesure où le numéro d'enregistrement correspond au nombre des entrées à la morgue, la somme des trois numéros, les plus élevés dont on dispose actuellement à Erevan, donne un nombre minimum de 535 morts. Un acte d'autopsie daté du 5 mars et portant le numéro 73 prouve en effet que la numérotation repart chaque jour à zéro.

Représentants de cette génération d'Arméniens plus sensibles aux problèmes écologiques et à la démocratisation qu'à l'efficacité d'un marché noir florissant en Transcaucasie, Samuel Shahmouradian et la plupart de ses confrères de l'Union des écrivains se reconnaissent tous comme les enfants des manifestations de février : « Le comité d'organisation Karabakh, constitué dans les premiers jours des manifestations, a donné naissance à de multiples sous-comités dans les entreprises, les universités et les institutions qui ont contribué à transformer le peuple en profondeur et qui restent effectifs malgré la dissolution du comité en mars... ». La liste est longue, en effet, des institutions qui ont préservé la structure des sous-comités, marginalisant ainsi le pouvoir local.

Mais, si l'on demande à ces militants improvisés, des jeunes en majorité, d'expliquer la genèse d'un mouvement aussi profond, la réponse reste évasive. On est encore surpris de cette « soudaine maturité, comme si elle était le fruit d'une intervention divine », s'étonne un chercheur de l'Institut du



LE GÉNÉRAL ANDRANIK, héros de la résistance (1915-1928)

Maténadaran, ce dépôt de vingt mille manuscrits anciens qui, derrière ses murs de basalte gris, cache aujourd'hui une activité davantage vouée à l'étude de documents d'actualité que d'incanables.

Certes, la demande de rattachement du Haut-Karabakh est ancienne, et elle s'est exprimée à plusieurs reprises au cours de soixante-dix années d'internationalisme socialiste. « Mais, cette fois, c'est différent, la situation était arrivée à un point de non-retour », entend-on dire souvent à Erevan. Alors que le climat général est à la révision du passé stalinien, l'on pouvait croire que l'on corrigerait cette « autre erreur de Staline, qui avait accordé ces 4 400 kilomètres carrés à l'Azerbaïdjan en 1921, sous la pression de la Turquie kémaliste ».

Le soupçon et le désarroi

ON parle beaucoup à Erevan. La « perestroïka » a permis l'apparition de nombreux cafés, dont les terrasses envahissent les trottoirs, rendant ainsi justice au caractère méridional de la ville ; et la « glasnost » les a transformés en autant de points de rencontre. Non loin de la place de l'Opéra, centre de rayonnement des manifestations, le café Arakadz est aussi le QG de M. Movsès Gorgoussian, responsable de l'Union nationale pour l'autodétermination (UNA) depuis l'inculpation, le 24 mars dernier, pour propagande antisoviétique, de son dirigeant Parout

Atrikian, figure de proue du nationalisme arménien depuis les années 60. Sa longue expérience de militant force le respect et l'oblige à considérer avec un certain désabusement cette Lada verte du KGB qui, stationnée devant le café, ne le quitte pas d'une semelle. Une surveillance qui ne l'empêche pas de prêcher pour ceux qui ne sont pas encore convertis.

Depuis neuf ans qu'il s'est lancé dans le combat nationaliste qui a valu dix-sept années de Sibérie à M. Atrikian (1), M. Gorgoussian, metteur en scène contraint au « parasitisme », a renoncé à la tranquillité. A trente ans,

DES FORCES

pour la

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

Le 28 février 1988, jour de la manifestation à Erevan, des milliers de personnes ont pris part à une manifestation pour la liberté d'expression et la démocratie. Les participants ont porté des banderoles et ont chanté des chants patriotiques. La manifestation a été réprimée par la police et les forces de sécurité.

pour la « perestroïka » ?

JEAN-MARIE CHAUVIER.

russe au détriment des langues et écoles non russes. Pour y remédier, le grand écrivain Tchinguiz Aïmatov propose l'instauration du

GARO ULUBEYAN.

Moscou et les Arméniens sont sur la même longueur d'ondes sur ce point. Mais M. Aroutounian, ancien responsable de l'idéologie à l'Ecole militaire de Moscou et vice-premier ministre d'Arménie depuis trois ans, devra jouer de finesse ou d'autorité pour remplir

Airkian, figure de proue du mouvement arménien depuis les années 1920, a une longue expérience de militant. Sa longue expérience de militant lui a permis de connaître les limites du respect et l'obéissance à la loi. Un certain désabusement, une certaine déception, une certaine déception du KGB qui, stationnaire dans la vie, ne le quitte pas d'une seule seconde, ne le quitte pas d'une seule seconde. Une surveillance qui ne l'empêche pas de prêcher pour ceux qui ne sont pas encore convertis.

Depuis sept ans qu'il s'est lancé dans le combat nationaliste qui a duré sept années de Sibérie à l'Arménie (1). M. Gorgissian, maintenant contraint au « paradis », souhaite la tranquillité. A tout le monde.



Calendrier des fêtes nationales

1^{er}-31 juillet

1	EWANDA	Fête de l'Indépendance.
1	EWANDA	Fête nationale.
4	ÉTATS-UNIS	Fête de l'Indépendance.
5	ALGERIE	Fête de l'Indépendance.
6	VENEZUELA	Fête nationale.
6	MALAWI	Fête nationale.
11	ROUMANIE	Fête nationale.
14	FRANCE	Fête nationale.
14	IRAQ	Amm. prochain. Rép.
19	NICARAGUA	Fête de la révolution.
20	COLOMBIE	Fête nationale.
21	BELGIQUE	Fête nationale.
22	POLOGNE	Fête nationale.
23	ÉGYPTE	Fête nationale.
26	LIBERIA	Fête nationale.
26	MALDIVES	Fête nationale.
28	PÉROU	Fête de l'Indépendance.
30	VANUATU	Fête de l'Indépendance.

« LE CHOIX DES JUIFS », de Jean-Jacques Servan-Schreiber

Israël devant l'épreuve

de là-bas, mais aussi ceux d'ici, doit être entre la terre et le développement économique, social et scientifique. Faute de choisir ce chemin, ils s'enliseront dans une insoluble guerre du Vietnam.

Par PIERRE VIDAL-NAQUET •

Je crois que le problème est bien posé, mais qu'il faut aller encore au-delà. A l'occasion de l'anniversaire de la Nuit de cristal, en 1938, M. Shimon Pérès a écrit qu'il s'agit, personnellement, tiré deux leçons de cet épisode tragique : « Il écrit que le premier enseignement pour le peuple juif de cette nuit-là fut la nécessité d'un Etat indépendant et fort. Il ajoute : l'autre grande leçon fut de décider, en âme et conscience, que nous n'admettrions jamais, nous, la moindre forme d'intolérance, de persécution, de discrimination raciale. » Cette lettre date de décembre 1987. Toute la question est de savoir si ces deux programmes, celui de l'Etat juif et celui du refus de l'intolérance et du racisme, sont compatibles entre eux. Il faut le dire honnêtement.

* Historien, auteur des *Assassins de la mémoire*, La Découverte, Paris, 1987.

dans l'idée même d'un Etat juif, il y a l'idée que des non-juifs n'y ont pas leur place, et, qui pis est, ne peuvent s'y assimiler comme un Espagnol ou même un Arabe peuvent tout de même s'assimiler à la France. C'est là déjà une grande question.

Il en est un autre que Jean-Jacques Servan-Schreiber fait bien sauter à sa façon, et qui est celle des frontières. Il n'y aura des frontières « sûres et reconnues » pour Israël que lorsqu'il y aura des frontières « sûres et reconnues » pour l'État palestinien. Or Israël a été créé, selon les principes que rappelle la Déclaration d'indépendance, reproduite, ainsi que la charte des Palestiniens, à la fin du livre, hors de toute définition de frontières, et par conséquent hors de tout vouloir de les poser. L'indépendance, qui rappelle l'exemple des Etats-Unis, ne repose plus nuls autres que sur l'absence de frontière dans la Déclaration d'indépendance, et il se son étendus jusqu'au Pacifique.

Pour qu'un compromis soit possible — et chaque jour le passe le rend de plus en plus difficile, — il faut, en effet, que les deux parties abandonnent l'idée de la terre pour celle des hommes. « Ici, en somme, comme partout et comme toujours, deux patriotismes se disputent l'âme des hommes, le patriotisme de la terre et le patriotisme de l'esprit. Il faut choisir. » En effet, mais ce choix pour Israël se situe aux antipodes de ceux qui ont fondé le pays. Rude épreuve.

(1) Jean-Jacques Servan-Schreiber, *le Choix des juifs*, Grasset, Paris, 1988, 264 pages, 96 F.

L'obstination des travaillistes

O Per
AFIF
SAFIEH *

RSÉDÉ par le « mal colonialiste » et les précédents français et américain au Vietnam, en Algérie et, de nouveau, au Vietnam, et ayant observé de près, lors de fréquents séjours en Israël, les « poisons de l'occupation », la dérive idéologique, le gaspillage des énergies et

le détournement des ressources, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a choisi de prendre part, à sa façon, au débat entre Israéliens. Récalcitrant face au « patriotisme du territoire » et lui préférant un « patriotisme de l'esprit », il offre à l'ardeur pionnière et conquérante des Israéliens d'autres horizons, d'autres ambitions, bref un « défi historique » d'une tout autre nature : la course à l'excellence, le renouveau par l'intelligence et la révolution informatique, une croisade du savoir et la maîtrise des ressources de l'ère post-industrielle. Nostalgique du discours mobilisateur de Kennedy, J.-J. S.-S. propose une rube vers le Neguev, cette « Frontière nouvelle » qu'Israël a négligée en dépit du « testament » de Ben Gourion.

Ayant décrit les attraits multiples de la paix, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber nous présente l'homme politique qui peut aider et guider les Israéliens à faire le « bon choix » pour les juifs : M. Shimon Pérès, ce « leader moral » qui a accumulé une « expérience irremplaçable ». D'une manière fort méritoire, il souhaite utiliser leur « intimité intellectuelle » pour « aider à voir « le fait palestinien dans sa vérité mondiale ». L'auteur semble croire fermement que M. Pérès est capable de commettre « l'acte intelligent au moment propice ». Réussit-il à nous en convaincre ? J'en doute. Il le trouve « en paix avec lui-même. C'est beaucoup ». D'accord, mais est-ce assez ?

L'ambiguïté politique de M. Shimon Pérès

Ce livre le mérite de mieux nous faire connaître M. Shimon Péron. J.-J. S.-S. le fait parler à longueur de page et il ne faut pas attendre Palestine pour le trouver un peu bavard. A l'aide et irritissable lorsqu'il aborde les problèmes de technologies nouvelles, M. Péron ne peut s'empêcher, comme presque tous J.-J. S.-S. prononce le mot « Palestiniens » d'avoir « un réflexe, un raidissement intérieur, une hésitation, un silence, une gêne ». Pas prometteur. S'il sait que son pays est acculé à de telles décisions héroïques, il ne peut pas, à Jérusalem, qu'il traverse les grandes, Admettons-le, c'est lui qui prasse les grandes, Admettons-le, c'est lui qui prasse la modeste version de ce qu'est l'héroïsme. Péniblement, l'ancien directeur de *L'Express* parvient à lui extraire un « peut-être est-ce aussi notre faute si nous sommes hésitants ou craintifs sur le choix des interlocuteurs » mais lorsqu'il se déclare prêt à rencontrer les Palestiniens, « il le dit à mi-voix, en faisant effort ».

Malgré l'attachement quotidiennement recon-
firmé, et à quel prix, du peuple palestinien au
représentant qu'il s'est donné : l'OLP, M. Shi-
mon Pérès nous dit regretter « l'absence de
représentation authentique pour les Palestini-
ens. Leurs responsables politiques sont des
émigrés ». Le regret réel, c'est que M. Servan-
Schreiber se soit abstenu de saisir cette oc-
casion pour questionner son interlocuteur : la
faute à qui ?

En 225 pages, une seule phrase pourtant, et c'est bien mince, porteuse d'esérance : « Nous devons inclure les Palestiniens. Mais n'oublions pas d'être très prudents dans toute forme d'annonce. Dans les faits nous pouvons être audacieux, dans les déclarations il faut rester très sobres. »

De toute évidence — et malgré tout ce qui a été dit et écrit — M. Yasser Arafat, comparé à M. Shimon Pérès, est un amateur en ambiguïté

* Représentant de l'OLP aux Pays-Bas.

Une terre de passions

BARNAYI •

« **D**ONNEZ-MOI un ordinateur et je change le monde » : telle pourrait être la devise de Jean-Jacques Serven-Schreiber. Du *Défi américain* à la *Knowledge Revolution* en passant par le *Défi mondial*, ce citoyen du monde, visiblement à l'étroit dans le carcan mesquin et archaïque de l'État-nation, ce poète de la technologie doublé d'un homme d'action, refait inlassablement le même pari : il mise sur l'intelligence.

Avec son *Choix des juifs* il semble avoir fortement réduit son champ d'observation. Mais ce n'est qu'apparence, car il fait sien le mot d'Elie

Dans son nouveau livre, le Choix des juifs, Jean-Jacques Servan-Schreiber oppose le « patriotisme de l'esprit » au « patriotisme de la terre ». Deux intellectuels, l'un israélien, l'autre palestinien, réagissent.

de M. Pèrès au pouvoir ne nous débarrassera pas du cercle vicieux interminable. Une sorte d'alternance mais pas une réelle alternative.

D'anciens, d'ailleurs de plus en plus nombreux, pensent qu'une paix élégamment imposée par les Grands reste la seule voie possible pour mettre fin aux turbulences récurrentes de ce Moyen-Orient exaspérant. Dans le passé, la solution des deux Etats fut qualifiée de « paix juste » au lieu de « juste acceptable ». Peut-être faut-il dorénavant la qualifier de « paix mutuellement inacceptable ». Ayant à l'esprit la psychologie du conflit et la pathologie des protagonistes, savoir que « l'autre » non plus n'est pas enthousiasmé peut rendre une solution moins... inatrayante.

Wiesel - « (...) le monde entier est devenu juif » - et il se sert du peuple témoin comme d'une loupe grossissante pour mieux scruter, à son habitude, le devenir de la planète.

Autant le dire tout de suite : j'ai bien aimé ce livre. Pas une idée, pas un jugement, pas une intuition politique — je dis bien politique — qui ne sonne juste, même si, pour cet aspect-là de l'ouvrage, l'intelligence et la générosité l'emportent sur l'originalité. Mais comment lui en vouloir ? Depuis vingt ans que dure l'occupation des territoires, tout a été dit et redit, *ad nauseam* — quelle pièce verser encore à ce dossier archi-connu ? Il reste ces longues conversations avec M. Shimon Pérès — un leader souvent « méconnu », en effet, — les reproches et les



DESTRUCTION DE MAISON EN CISJORDANIE

témoignage personnel, le dialogue avec l'Histoire et avec les grands de ce monde, les enseignements qu'il nous invite à en tirer... Le tout dans un style vif, rapide, précis et élégant — *l'Express* de la grande époque, pour faire court. Oui, un beau livre, du meilleur J.-J. S.-S.

Alors, à quel point ce malaise que, malgré tout, m'a laissé la lecture ? Sans doute à l'aspect le plus novateur de l'ouvrage, celui où l'auteur s'attache à montrer comment l'on pourrait drainer les énergies des peuples de cette région, depuis toujours investies dans la guerre vers les véritables défis de cette fin de millénaire : le bien-être pour tous par le développement, le développement par la révolution scientifique, la révolution scientifique par la maîtrise des technologies nouvelles, bref, le bonheur de l'humanité par la formation des hommes. Or Israël, pays déjà doté d'une bonne infrastructure scientifique mais qui s'entête à gaspiller ses forces dans un combat d'arrière-garde de type colonial, est appelé dans son esprit à devenir l'une des fabriques tourmentées de cette révolution, « une fabrique d'intelligences, une turbine de créations », une sorte de Japon proche-oriental. Les nouvelles frontières de l'Etat israélien seraient, en bonne logique, non point le Jourdain mais le Nèguev, désert arabo-juif, une autre Californie demain. Il suffirait pour cela d'opérer le bon choix stratégique : le « patriotisme de la terre » ou le « patriotisme de l'esprit », tel serait arabo-juif, à la veille d'élections décisives pour leur avenir, le « choix des Juifs ».

Cependant si l'alternative est, en effet, inévitable — elle est d'ailleurs aussi vieille que le sionisme lui-même, — l'approche est constatable. Pour jouer aux échecs (jeu de l'intelligence, si l'on est), il faut que les adversaires en respectent les règles. Or, au Proche-Orient, nombreux sont ceux qui ne les respectent pas, soit parce qu'ils n'en ont pas envie, soit parce qu'ils les ignorent tout simplement. Jean-Jacques Servan-Schreiber raisonne avec sa tête, alors que dans nos contrées l'on a une fâcheuse propension à raisonner avec ses tripes. Il n'a d'ailleurs fréquenté que des gens qui n'ont pas de tête, lui, des Occidentaux raisonnant comme lui, des intellectuels comme lui. Il n'a pas senti, semble-t-il, sourde la haine de chacune de ces belles pierres qu'il a tant aimées à Jérusalem. Dans cette région travaillée au corps par l'intégrisme religieux et la passion nationaliste, croit-on pouvoir faire rêver des peuples à la tête fraîche de mythes avec Silicon Valley ?

Ainsi, autant l'analyse historique, démographique, politique, est lucide et pertinente, autant le projet censé nous sauver me semble utopique. Non que je tiens pour négligeable le volontarisme politique, ou mal venu le pari sur l'intelligence créatrice plutôt que sur la folie des morts. Mais, au Proche-Orient, les conditions physiques et morales sont, hélas ! guère propices à la sagesse. Les événements de ces cinquante dernières années ont précédés historiques invoqués — le rapprochement franco-allemand, l'Indochine, l'Algérie, le Vietnam — n'ont valeur d'exemple que pour le pire (le fait colonial), la cécité des masses et l'irresponsabilité des chefs, le cycle sanglant, inutile, évitable, de la violence et de la répression), jamais pour le mieux. Partout la sagesse n'est venue qu'après la défaite, jamais en situation de victoire. L'histoire nous enseigne que le précaire équilibre stratégique que nous connaissons ici, et qui ne fait qu'exacerber encore des passions qui n'ont rien à voir avec le goût de l'informatique au service de la paix.

Le choix des juifs me semble, en effet, capital : le visage de cette société en dépend, et sa place parmi les nations, et sa sécurité. Mais ce choix, essentiellement politique, passe plus sûrement par Washington et Moscou que par les laboratoires des universités. Appelons un chat un chat : par la pression conjuguée des deux super-puissances à nouveau réunies. Comme en 1947. Comme en 1957. Comme demain, peut-être.

Il sera toujours temps de songer au Néguev après. Après la guerre civile, s'entend.

* Historien israélien, auteur d'*Une histoire moderne d'Israël*, Flammarion, Paris, 1983.

artage

politique dans le monde moderne. Les principes de la victoire politique 1947-1949 sont abandonnés, la culture d'Israël, ses dimensions nationales, sa composition démographique, son régime politique, ses valeurs humaines, ses qualités morales sont vociférées doute et à l'incertitude. Une note pour tourner le dos à ce projet de cat de naissance sans qu'il n'y ait de graves perturbations dans le mouvement d'identité et son destin. Les insistent pour garder tous les principes et les populations qui sont insistent notre contrôle en 1967, nous perdons notre majorité juive, nous perdons les démocratiques, nous traitons avec l'éventuelle, nous traitons avec l'éventuelle, la possibilité d'être avec l'éventuelle.

Nous étions jalous, nous nous
fragiles, et notre propre force
dans la balance. Mais nous
portés par une vision claire
des réalités. Nous savons l'im-
balance entre ce qui était possible
qui ne l'était pas. Nous contes-
tâmes que notre tâche n'était pas
d'affirmer et de proclamer nos
droits, mais aussi de les accepter
même et en balance avec les
intérêts des autres, avec les
pas l'illusion de pouvoir vivre le
domaine humain universel de
démocratie toutes les présen-
puissance unilatérale. Nous re-
fusions de notre histoire sans se
exclavés. Nous comprenons la
la diplomatie et l'art de l'État
dans, nous que marque une
taine noblesse, la clief de succès
sur les restant dans l'usage de
un usage discipliné, et au lon-
gionné, pour arriver à des stam-
Nous nous souvenons que, le
passé, nous l'avons avant été
notre, nous détruite à cause
d'autres idéologies des zélés, et
féralité: une mort héroïque la
raisonnel.

Ainsi, durant deux années de
belle, nous avons donné une
à Paris et une nouvelle dimen-
sion à ce rôle, et nous avons mis
sur la scène plein de danger,
mieux de promesses. Comme à
l'heure de la drame, je puis se-
lonner mes intentions et mes
sujets dans le noir que la faibles-
se passait connaître le chemin
de l'âme dans le futur.

ABBA

le POLP

... sur la
... de
... de
... com-
... à l'embou-
... la voute
... avril 1968,
... que le
... par le re-
... les Palesti-
... israéliens
... ont crié
... que par
... d'écou-
... à

[illegible][illegible]

LA FRANCE AU CARREFOUR DE TROIS COMPLÉMENTARITÉS

Europe, Méditerranée, monde arabe

SURARMÉ, gaspillant ses ressources, déchiré par les passions qu'engendre la violence, le Proche-Orient est atteint d'une gangrène qui menace directement l'Europe. Washington et Moscou se révèlent incapables de résoudre, voire d'apaiser, les tensions. La France et ses partenaires de la CEE peuvent-ils, en associant leurs efforts à ceux des pays arabes, organiser les changements dont les peuples de la Méditerranée ont besoin pour vivre libres et s'épanouir dans le respect réciproque de leurs cultures ?

Par DOMINIQUE CHEVALLIER

L'Europe de 1992 ne constituera pas un univers clos. Elle sera soumise aux pressions provoquées à l'échelle internationale par de vastes mouvements humains au sud et à l'est de la Méditerranée, par d'innombrables marginalisations sociales chez elle et à côté d'elle, par des stratégies de plus en plus complexes et coûteuses, malgré les promesses de désarmement partiel.

Les pouvoirs de décision de l'Etat, qui assure la sécurité des citoyens et leur égalité devant la loi, seront encore mieux contrebalancés par les initiatives des technologues de l'invention et des financiers de la communication. La puissance de ces nouveaux décideurs échappe au contrôle des organismes issus du suffrage universel et de la coopération des grands corps sociaux, parce que le champ de leurs responsabilités reste mal connu ou mal défini, et parce que leur action devance celle des services publics.

Dans ces conditions, tout se joue actuellement sur la paix, sur le temps et la réflexion qu'elle offre pour élaborer une maîtrise collective des changements, donc pour assurer aux peuples la justice sociale par une stabilité évolutive. La campagne pour les élections législatives l'a insidieusement rappelé. A travers, notamment, la question des immigrés et des citoyens français de confession musulmane, le débat économique, scolaire et culturel intérieur révèle ses rapports avec de graves déséquilibres internationaux.

Depuis plus de trente ans, les crises qui se sont déroulées au Proche-Orient ont contribué à accélérer la construction de la Communauté européenne, parce que chacune d'elles a contraint les Etats de l'Europe occidentale à mieux prendre conscience de leurs solidarités pour faire face aux turbulences et aux hégémonies extérieures (1). Mais, en même temps, jamais ne s'est effacée l'idée que la Méditerranée ras-

semble, facilite les échanges de toutes sortes de part et d'autre de son littoral. De Gaulle la tenait en héritage de l'Histoire, et Pompidou en avait nourri ses premiers projets politiques (2). M. Mitterrand l'a un moment relancée pour proposer l'élaboration d'une entente entre les Etats riverains de la Méditerranée occidentale (3). Du côté arabe, M. Bourguiba puis Hassan II y ont souvent pensé ; les chrétiens du Levant s'en sont servis pour éviter l'isolement.

Cette idée méditerranéenne reprend corps actuellement avec la présence en France de musulmans d'origine nord-africaine, algérienne notamment, qui ont acquis la nationalité française. Pour eux, le trait d'union reste la Méditerranée. Ils cartographient même leur rêve, peut-être leur ambition : de la mer intérieure rayonne une lumière verte pâle qui éclaire l'Orient arabe (le Maghreb), l'Occident musulman (le Maghreb), puis la péninsule ibérique, la France, l'Italie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Grèce, et qui atteint plus ou moins profondément la Turquie - attente ou espoir ?

Ce renouveau de l'appel méditerranéen mettra-t-il en cause le destin de la Communauté européenne, de la Ligue des Etats arabes, ou d'autres ensembles qui tentent de se constituer dans le monde arabe et musulman, ou ailleurs ? C'est peu probable. Mais, dans l'immédiat, il attire utilement l'attention sur la remise en question des identités parmi les populations dont les mouvements touchent la France, dans des pays redéfinissant leur propre rôle et leurs alliances, et par conséquent sur la recherche de caractères acceptables redéfinissant les contours de communautés humaines ou de fédérations de communautés humaines. Or tout ce qui se meut dans les sociétés suscite l'espérance, mais aussi des passions oppo-

Des solidarités aux interrogations sur les identités

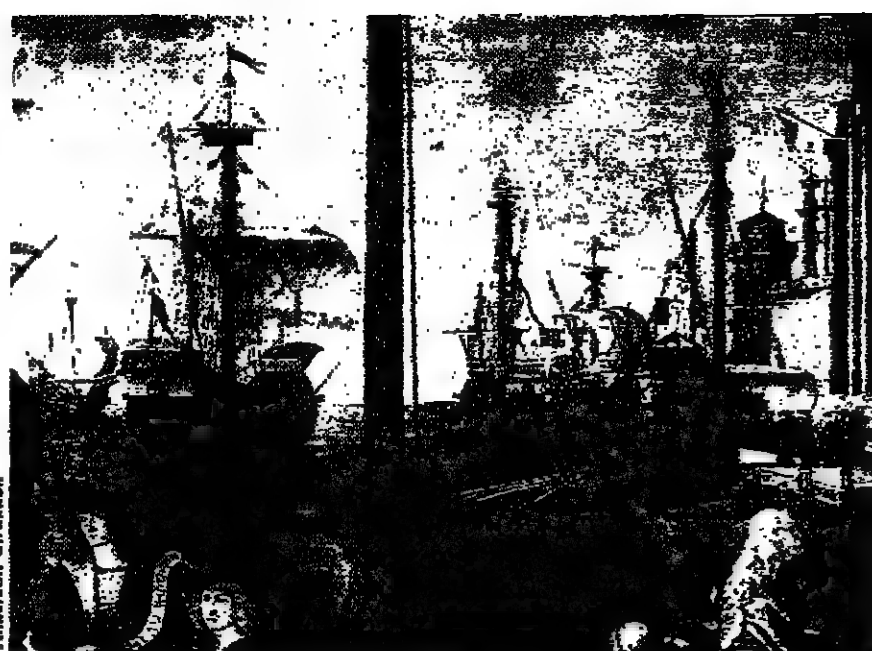
ELLS peuvent s'alimenter des conflits qui, presque à nos portes, ensanglantent le Proche-Orient. Ils entraînent l'épanouissement des peuples qui sont pour nous de vieux partenaires, et ils menacent donc aussi le nôtre. Plus que jamais le Proche-Orient devient un axe vital pour l'avenir de l'Europe. De vieilles identités communautaires s'y projettent dans des mutations que nous avons contribué à provoquer et que, en tout cas, nous vivons. Les guerres qui n'en finissent plus de détruire les Libanais avaient donné l'alarme.

Jusqu'en décembre 1987, la menace d'une disparition du Liban en tant qu'Etat faisait craindre la mise en cause territoriale, légale et politique de toutes les constructions étatiques de la région. Aujourd'hui - a-t-on le droit de le dire ? - c'est d'abord l'existence de l'Etat qui est menacée à court terme, et non à long terme comme des esprits inquiets le répètent depuis quatre décennies. Israël peut être rapidement démantelé si les problèmes qu'a brutalement rappelés la révolte palestinienne des pierres ne sont pas résolus dans les meilleurs délais. Au-delà même des nombreuses déclarations de responsables israéliens annonçant un immense suicide collectif en cas de défaite, les dangers pesant sur les Etats rivaux entraînent des combats très meurtriers ; les conséquences d'une implosion israélienne ébranleraient bien d'autres Etats de cet Orient si proche, notamment ceux qui sont nés de la dislocation de l'Empire ottoman, au lendemain de la première guerre mondiale. En revanche, une solution négociée ensemble permettrait à tous, y compris aux Palestiniens, d'envisager, dans le respect mutuel, la construction de l'avenir.

Pour y arriver, encore faut-il enrayer d'autres périls. En Iran, reprenant et aménageant certains arguments déjà utilisés par le chah, le Conseil de la révolution islamique n'a pas seulement contesté le régime baasiste de l'Irak et le pouvoir de M. Saddam Hussein,

mais aussi l'existence de l'Etat irakien tel qu'il a été constitué en 1921. A travers la guerre qui ensanglante l'Irak et l'Iran, et qui se prolonge au Liban par milices interposées, c'est une fois de plus un ordre légalement établi qui est récusé sur ces terres de si antiques mémoires et de si vieilles civilisations, assommées dans l'entrelacement et le choc des peuples. Toutes les stratégies se concentrent sur ce défi. Leur nature, qu'elles touchent à la répartition des armes ou aux justifications par la morale, permet de mieux apprécier la situation au Proche-Orient. La Turquie frappe ainsi à la porte de la Communauté européenne, où elle entend bien se faire admettre (4) : déjà membre de l'OTAN, elle se considère comme européenne. République laïque, elle n'en oublie pas pour autant l'islam de la majorité de ses citoyens et de ses voisins asiatiques. Elle anime des courants intellectuels et religieux qui entretiennent des nostalgies ottomanes, celles d'un grand empire musulman, chez les sunnites en Syrie, au Liban, en Jordanie... et jusqu'en Arabie saoudite. Sa collaboration économique, technique et financière avec ce grand royaume désertique et pétrolier trouve là de nouveaux motifs de développement.

L'Arabie saoudite doit faire face aux ambitions de l'Iran, qui est presque dix fois plus peuplé qu'elle, et dont le projet de créer une modernité pour les « déshérités », ou plus exactement pour la masse des marginalisés, se justifie aussi par l'islam, mais avec une vision théologique, politique et sociale différente. Le roi Fahd, gardien de la Mecque et de Médine, s'est vu dénier ce rôle par les dirigeants iraniens, qui veulent « libérer » ces deux lieux saints de l'islam de la « corruption » de la famille Saoud et, dans le même élan, faire reconnaître le chiisme comme l'orthodoxie de l'islam. Humainement et stratégiquement, ce rêve n'est pas irréalisable : avant même de prendre forme, sa menace immédiate touche les sensibilités dans l'ensemble du monde musulman et suscite l'imagination sur



VENISE AU SIXIÈME SIÈCLE. VUE PAR CARPACCIO
Une vieille tradition d'échanges avec le Proche-Orient

les bouleversements régionaux qui résulteraient de son accomplissement.

Pour le prévenir, de même que pour éviter que ne se reproduisent les affrontements ayant ensanglanté La Mecque en juillet 1987, l'Arabie saoudite a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran et a décidé de limiter le nombre de pèlerins iraniens qui pourront cette année accomplir le hadj. Elle se dote aussi d'un armement supplémentaire, notamment de missiles, afin d'accroître sa capacité dissuasive et de garantir un certain équilibre. Les fusées que la Chine lui a vendues peuvent atteindre l'Iran, Israël, mais aussi tous les autres pays de la région, y compris l'URSS (5). De son côté, celle-ci a fourni à la Syrie des engins de portée suffisante pour toucher tous les points vitaux d'Israël ; l'armée israélienne possède elle-même de quoi détruire les bases syriennes et parvenir jusqu'au territoire soviétique. Tous ces missiles qui prolifèrent de l'Egypte au Pakistan, et au-delà... ne s'entassent pas seulement dans des arsenaux à des fins défensives et dissuasives. L'Irak et l'Iran en font un abondant usage dans leur « guerre des villes », sans pouvoir cependant en tirer un avantage décisif, jusqu'à maintenant, parce qu'ils ne sont pas « heureusement » munis de têtes nucléaires.

Les déstabilisations intérieures ont été largement aggravées par la distribution massive des fusils d'assaut kalachnikov. Du jet de pierre à l'utilisation d'avions de combat de plus en plus perfectionnés, les conflits régionaux s'enlèvent dans l'horreur. Ce pourrissement met le Proche-Orient au seuil de l'étape nucléaire. Rien n'indique qu'elle sera salvatrice. Il est donc très important de prendre en compte cet élément dans le débat sur le désarmement qu'ont entamé les Etats-Unis et l'URSS, et où l'Europe doit faire entendre sa voix.

Surarmé, gaspillant ses ressources alors qu'il y a toujours plus d'hommes à faire vivre, sombrant dans les passions qu'engendre la violence croissante de ses guerres, le Proche-Orient est atteint de gangrène. Cette maladie peut s'y aggraver et, par conséquent, se propager bien au-delà des zones qu'elle a déjà meurtries. N'en voit-on pas déjà les effets de l'Asie centrale à l'Atlantique ?

La France et l'Europe se sont-elles données les moyens politiques, économiques et culturels d'agir dans la situation mouvante actuelle ? Oui, s'il existe une volonté d'aller de l'avant, donc de développer ces moyens avec les Arabes pour partenaires. La déclaration qui a été adoptée le 5 décembre 1987 par les chefs d'Etat et de gouvernement européens, à l'issue du Conseil européen réuni à Copenhague, est claire sur cette orientation. En voici les passages significatifs : « Les Douze réaffirment leur volonté de développer leur dialogue politique avec tous les Etats du Moyen-Orient. Ils désirent également voir progresser la coopération économique... Le Conseil européen exprime sa profonde préoccupation devant la continuation de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et réaffirme son ferme et entier soutien à la résolution 598 du Conseil de sécurité en tant que moyen de mettre un terme à ce conflit armé. (...) Les Douze confirment leur attente d'une solution négociée du conflit israélo-arabe qui ramènerait dans cette région une paix juste, globale et durable, conformément aux principes énoncés dans la déclaration de Venise (13 juin 1980), et réaffirment leur appui à une conférence internationale de paix sous l'égide des Nations unies. Ils accueillent avec satisfaction le sou-

tien apporté à une telle conférence internationale par la Ligue arabe au sommet d'Amman (11 novembre 1987). (...) Les Douze réaffirment leur préoccupation au sujet des droits de l'homme et des conditions de vie dans les territoires occupés. Sans préjuger de solutions politiques futures, ils continueront de contribuer au développement économique et social de ces territoires. (...) Le Conseil européen reste profondément préoccupé par la situation au Liban. Il lance un appel pour une solution pacifique à la crise libanaise qui devrait être fondée sur l'indépendance, l'unité, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la réconciliation nationale de ce pays. Il continue d'appuyer fermement la FINUL. (...) »

Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont souligné cette position par leur déclaration

du 8 février 1988. Constatant que « le statu quo dans les territoires occupés n'est pas tenable », ils ont à nouveau rappelé que les Douze sont « fermement en faveur de la tenue d'une conférence internationale de paix sous les auspices des Nations unies ». Ils ont précisé que la Communauté européenne était décidée à apporter une aide humanitaire supplémentaire et des facilités économiques à la population palestinienne des territoires occupés. Mais les autorités israéliennes, qui contrôlent les ports, les aéroports, les routes et les circuits financiers desservant ces territoires, n'ont eu de cesse de bloquer ces initiatives européennes.

Les ministres de la Communauté ont aussi déploré « profondément les mesures de répression qu'Israël a prises, en violation du droit international et des droits de l'homme » ; ils ont notamment demandé à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. Leur attitude a tranché sur celle des Etats-Unis, qui, le 1^{er} février, avaient opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité sur le même thème. Etait-ce la condition américaine pour promouvoir le plan qui porte le nom du secrétaire d'Etat, M. Shultz ?

Qu'y a-t-il de nouveau dans le contenu de ce plan ? Essentiellement, que les Etats-Unis acceptent par une démarche diplomatique bien orchestrée l'idée d'une conférence internationale de paix. Mais ils y mettent des conditions restrictives qui rappellent fâcheusement le processus de Camp David et son impasse. Pour eux, la conférence ne doit être que l'occasion d'une rencontre entre Israël et les Etats arabes, ce qui exclut l'OLP, afin d'amorcer une série de négociations bilatérales, et non un règlement global. Pourtant, même sous cette forme, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, soutenu par une bonne partie de l'opinion publique de son pays, refuse le principe d'une conférence internationale de paix.

Les effets de contagion en Union soviétique

La méfiance des Arabes à l'égard du plan Shultz n'a pu qu'être confortée, y compris en Jordanie et en Egypte, dont les gouvernements auraient été prêts à soutenir une évolution de la politique américaine. Les tournées que M. George Shultz a effectuées au Proche-Orient n'ont fait que mettre en relief les insuffisances de sa conception ; son dernier voyage s'est terminé au Caire, le 7 juin 1988, sur un constat fort désabusé, au moment précis où le sommet arabe d'Alger se réunissait pour confirmer son soutien aux Palestiniens. L'administration américaine a-t-elle agi ainsi par défaut d'imagination, pour répondre à des impératifs intérieurs des Etats-Unis, pour tenter de faire pression sur les protagonistes, notamment sur Israël, ou pour mieux marchander avec le gouvernement soviétique ?

M. Mikhail Gorbatchev a, en effet, formulé tardivement, mais non sans habileté, son programme. Le 8 février 1988, en conclusion de la déclaration où il annonçait le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, il a enchaîné en proposant de régler les autres conflits régionaux, à commencer par ceux qui se déroulent à proximité des frontières de l'URSS, entre la Méditerranée et l'Iran. Il a même repris sans nuance les arguments d'une propagande que ses prédécesseurs avaient abondamment utilisés avant 1979. « Qui gagne à ces conflits ? a-t-il demandé. Personne, si ce n'est les marchands d'armes, toutes sortes de milieux réactionnaires, expansionnistes, qui ont l'habitude de se chauffer les mains et de s'enrichir des malheurs des peuples. » L'URSS a déversé tant d'armes dans la région et a tant écrasé en Afghanistan que cette phraseologie pourrait être accueillie avec une indifférence sceptique s'il ne fallait tenir compte de l'effet que les appels révolutionnaires gardent toujours auprès de ceux qui estiment que leur existence se peut échapper à l'humiliation que par la défense d'une grande cause populaire.

Or voilà que les dirigeants russes doivent faire face, sur le territoire soviétique situé au sud du Caucase, à des insatisfaits dont les heurts communautaires et confessionnels ressemblent tout à fait aux affrontements qui ruinent les autres régions du Proche-Orient. Les Arméniens, chrétiens, et les Azéris, musulmans, clament leur identité à l'ombre d'un régime où l'athéisme, officiellement égalitaire, n'a pas fait oublier aux hommes leur âme. Ils amplifient, avec la force des

mouvements de masse, le trouble que le gouvernement de Moscou a déjà eu l'occasion de réprimer parmi les populations d'Asie centrale. Du coup, les Soviétiques ne soutiennent pas seulement le projet d'une conférence internationale pour la paix afin de faire brèche aux Américains et à leurs alliés sur le glacis méridional de leur empire, mais aussi pour limiter les contagions qui l'envahissent.

Toutes ces raisons ne mettent plus les deux Super-Grands en position de force, tant au niveau régional qu'à l'échelle mondiale. La prudence des propos qui ont été tenus lors de la rencontre entre M. Reagan et M. Gorbatchev à Moscou semble, une fois encore, s'apparenter à une combinaison incertaine et précaire plutôt qu'à un compromis constructif et durable (6).

La France et l'Europe peuvent-elles s'accommoder de cette impuissance ? Les Arabes peuvent-ils y trouver la justice et le repos ? La France et ses partenaires européens ne trouveront grâce qu'en associant leurs efforts à ceux des pays arabes pour organiser les changements présents et futurs dans la stabilité dont les peuples ont besoin pour vivre libres et pour s'épanouir dans le respect réciproque de leurs cultures (7). Contre les marginalisations sociales qu'ont provoquées l'extraordinaire renouvellement des techniques, dans l'Europe industrialisée, comme l'explosion démographique, au sud et à l'est de la Méditerranée, les solutions économiques et humaines de la modernisation existent dans nos complémentarités. Elles imposent nos voix dans le monde.

La France se situe au carrefour de cette coopération avec les Arabes. La paix au Proche-Orient est notre premier devoir.

(1) Dominique Chevallier, « L'Europe solitaire pour la paix au Proche-Orient », *Le Monde diplomatique*, décembre 1987. Dominique Chevallier, « L'alliance arabe de la France », *Messages*, Publication du Cercle France-Pays arabes, n° 1, novembre 1987.

(2) Dominique Chevallier, *Renouvellement du monde arabe, 1952-1982*, Armand Colin, Paris, 1987, chap. 6.

(3) Dominique Chevallier, « Aspirations arabes, horizon européen », *Le Monde diplomatique*, septembre 1983.

(4) *Le Monde*, 26 mai 1988.

(5) Lieutenant-colonel Al-Hayssam Al-Ayoubi, « La nouvelle donne militaire au Moyen-Orient : les militaires soviétiques et la dissuasion », *Nord-Sud*, n° 25, mai 1988.

(6) *Le Monde*, 3 juin 1988.

(7) Dominique Chevallier, « La France fidèle à son alliance arabe », *Note d'information* n° 4 du Cercle France-Pays arabes, 10 mai 1988.

DIVISIONS, M

La fran

QUINZE ans après la chute de toutes les dictatures, la France et ses partenaires de la CEE peuvent-ils, en associant leurs efforts à ceux des pays arabes, organiser les changements dont les peuples de la Méditerranée ont besoin pour vivre libres et s'épanouir dans le respect réciproque de leurs cultures ?

Les pouvoirs de décision de l'Etat, qui assure la sécurité des citoyens et leur égalité devant la loi, seront encore mieux contrebalancés par les initiatives des technologues de l'invention et des financiers de la communication.

Dans ces conditions, tout se joue actuellement sur la paix, sur le temps et la réflexion qu'elle offre pour élaborer une maîtrise collective des changements, donc pour assurer aux peuples la justice sociale par une stabilité évolutive.

Depuis plus de trente ans, les crises qui se sont déroulées au Proche-Orient ont contribué à accélérer la construction de la Communauté européenne, parce que chacune d'elles a contraint les Etats de l'Europe occidentale à mieux prendre conscience de leurs solidarités pour faire face aux turbulences et aux hégémonies extérieures (1). Mais, en même temps, jamais ne s'est effacée l'idée que la Méditerranée ras-

semble, facilite les échanges de toutes sortes de part et d'autre de son littoral. De Gaulle la tenait en héritage de l'Histoire, et Pompidou en avait nourri ses premiers projets politiques (2). M. Mitterrand l'a un moment relancée pour proposer l'élaboration d'une entente entre les Etats riverains de la Méditerranée occidentale (3). Du côté arabe, M. Bourguiba puis Hassan II y ont souvent pensé ; les chrétiens du Levant s'en sont servis pour éviter l'isolement.

Cette idée méditerranéenne reprend corps actuellement avec la présence en France de musulmans d'origine nord-africaine, algérienne notamment, qui ont acquis la nationalité française.

Les déstabilisations intérieures ont été largement aggravées par la distribution massive des fusils d'assaut kalachnikov. Du jet de pierre à l'utilisation d'avions de combat de plus en plus perfectionnés, les conflits régionaux s'enlèvent dans l'horreur.

Les douze réaffirment leur volonté de développer leur dialogue politique avec tous les Etats du Moyen-Orient. Ils désirent également voir progresser la coopération économique... Le Conseil européen exprime sa profonde préoccupation devant la continuation de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et réaffirme son ferme et entier soutien à la résolution 598 du Conseil de sécurité en tant que moyen de mettre un terme à ce conflit armé.

Le monde arabe

DIVISIONS, MUTISME ET COMPROMISSION

La franc-maçonnerie face à la dictature chilienne

du 8 février 1988. Cependant, le statut quo dans les territoires n'est pas tenable... rappelés que les Douze ont... rence internationale de la... suscipies des Nations unies... précisé que la Communauté... péenne était décidée à app... aide humanitaire supplém... facilités économiques à la... palestiniennes des territoires... Mais les autorités israélien... contrôlent les ports, les aéro... routes et les circuits finan... vant ces territoires, n'ont en... bloquer ces initiatives europ...

Qu'y a-t-il de nouveau de contenu de ce plan ? Essentiellement, les États-Unis acceptent la démarche diplomatique basée sur l'idée d'une conférence internationale de haut niveau, dans des conditions restrictives qui respectent les principes de la Conférence de Madrid. Pour la conférence ne doit être que l'aboutissement d'un processus de négociation entre Israël et les Arabes, ce qui exclut l'ONU, d'adopter une série de résolutions, et non un règlement. Pourtant, même vous, ce premier ministre israélien, M. Shamir, soutenu par une bonne partie de l'opinion publique de son pays, refuse le principe d'une conférence internationale de haut niveau.

La franc-maçonnerie en Union soviétique

Le mouvement de masse, le parti, le gouvernement de Moscou et l'Union soviétique ont réprimé par la force l'initiative d'une conférence internationale de haut niveau, dans des conditions restrictives qui respectent les principes de la Conférence de Madrid.

Toutefois, les raisons ne sont pas les mêmes. Les Arabes, les Juifs, les Palestiniens, les États-Unis, les Européens, les Soviétiques, ne soutiennent pas le projet d'une conférence internationale de haut niveau, dans des conditions restrictives qui respectent les principes de la Conférence de Madrid.

La France et l'Europe peuvent s'accorder pour dire que les Arabes, les Juifs, les Palestiniens, les États-Unis, les Européens, les Soviétiques, ne soutiennent pas le projet d'une conférence internationale de haut niveau, dans des conditions restrictives qui respectent les principes de la Conférence de Madrid.

La France se situe au centre de cette coopération avec les Arabes, les Juifs, les Palestiniens, les États-Unis, les Européens, les Soviétiques, ne soutiennent pas le projet d'une conférence internationale de haut niveau, dans des conditions restrictives qui respectent les principes de la Conférence de Madrid.

- (1) Dominique Chevalier, "L'Europe et le monde arabe", Paris, 1987, chap. 6.
- (2) Dominique Chevalier, "L'Europe et le monde arabe", Paris, 1987, chap. 6.
- (3) Dominique Chevalier, "L'Europe et le monde arabe", Paris, 1987, chap. 6.
- (4) Le Monde, 20 mai 1988.
- (5) L'Express, 20 mai 1988.
- (6) Le Monde, 3 juin 1988.
- (7) Dominique Chevalier, "L'Europe et le monde arabe", Paris, 1987, chap. 6.

QUINZE ans après le coup d'Etat militaire au Chili, il apparaît que toutes les communautés religieuses et philosophiques sont divisées face à la dictature et que toutes, pour défendre en priorité leurs intérêts, ont établi avec la junte des compromis qui ressemblent beaucoup à des compromissions.

Le Vicariat de la solidarité aura pratiquement constitué l'unique force à s'engager pour la défense des droits de l'homme. Cela ne peut faire oublier que l'Eglise dans son ensemble a soutenu le coup d'Etat, comme l'indique, par exemple, un document officiel de l'épiscopat, *Evangelio y Paz* publié en 1985, dans lequel les évêques déclaraient : « Nous recommandons le service que les forces armées ont rendu au pays en le libérant d'une dictature marxiste qui paraissait inévitable et aurait été irréversible ».

Les luthériens ont eu leur combattant des droits de l'homme en la personne de l'évêque Frenz, et la communauté juive avec le grand rabbin Angel Kreiman. Mais ce sont des luthériens qui ont offert des funérailles en grande pompe à l'ancien nazi Walter Rauss. Mais ce sont les loubavitch qui ont profité du régime pour se développer grâce à des amitiés solides entre le général Pinochet et l'industriel David Feuerstein, animateur de cette secte juive orthodoxe. Sans oublier l'Eglise pentecôtiste qui, en échange de la reconnaissance spirituelle de la junte, a obtenu les soutiens lui permettant d'étendre son influence.

Aucune de ces familles religieuses ne pourra se targuer d'avoir clairement choisi le camp de la démocratie. Il en va de même pour les francs-maçons, dont l'histoire avait jusqu'à présent accompagné celle des conquêtes sociales et des libertés nouvelles.

Par PATRICK KESSEL

La leçon de bientôt quinze ans de dictature au Chili, c'est que « l'Eglise a pris le drapeau de la franc-maçonnerie en matière de défense des droits de l'homme. Et pour nous, francs-maçons chiliens, c'est triste ».

Celui qui parle ainsi n'est pas un adversaire de la franc-maçonnerie puisqu'il s'agit de Luis Fernando Lugo, animateur d'une des principales familles radicales, président d'honneur de la Gauche unie et membre du conseil de l'Ordre de la Grande Loge du Chili. « Il est regrettable que, depuis 1973, la majorité qui se sont succédés au conseil de l'Ordre soient restés indifférents à Pinochet, alors que la majorité des frères dans les loges lui étaient hostiles. La politique ne les intéressait pas. Mais on sait que l'apolitisme est toujours de droite ». Car c'est au nom de l'apolitisme que les différents grands maîtres qui se sont succédés à la tête de la Grande Loge depuis 1973 ont refusé d'engager la franc-maçonnerie, ne fût-ce que dans le combat pour la défense des droits de l'homme. Curieux retournement de la tradition, quand on sait que l'histoire de la franc-maçonnerie sud-américaine est étroitement liée à celle de l'indépendance du continent, pratiquement tous les héros nationaux, de José de San Martín à Bernardo O'Higgins, de Simon Bolívar à Francisco de Miranda, de Benito Juárez à Antonio José Sucre, ayant été reçus dans des loges engagées contre le colonialisme. Et que la franc-maçonnerie chilienne a étroitement contribué aux avancées démocratiques : parlementarisme, séparation de l'Eglise et de l'Etat, libertés individuelles, enseignement public gratuit, code du travail.

En présence de plusieurs centaines de francs-maçons, le 28 octobre 1970, le grand maître de l'Ordre, reçu, en tenue extraordinaire, le nouveau président de la République, le frère Salvador Allende, petit-fils de franc-maçon - son grand-père, le docteur Allende Padin, avait été grand maître de l'Ordre - qui lui-même a été à deux reprises vénérable, c'est-à-dire président de sa loge. Si toute l'obédience n'était pas de gauche, une majorité assez nette semblait se reconnaître dans le leader de l'Unité populaire, qui n'avait jamais caché ses sympathies pour une maçonnerie socialement engagée (1). On comptait un certain nombre de maçons dans l'entourage politique du président, depuis son secrétaire personnel à la Moneda, jusqu'aux cabinets ministériels et au gouvernement lui-même. Un mouvement de soutien, Maçons-Amis-Allende, s'était même constitué au sein de la Grande Loge.

L'hémorragie de la Grande Loge

BEAUCOUP de maçons, arrêtés, torturés pour leurs activités politiques, sont contraints à l'exil. En 1974, vingt-huit des cent vingt membres de la loge Franklin ont dû fuir leur pays. D'autres, devant le peu d'empressement de la direction de l'obédience pour secourir les emprisonnés, quittent d'eux-mêmes la Grande Loge. Son maintien, alors que des représentants des puissances religieuses, et notamment de l'Eglise, s'organisent d'abord dans le « comité pro-paz », puis dans le vicariat de la solidarité, conduit également nombre de maçons à désertir les temples. Ainsi s'explique l'hémorragie qu'a connue la Grande Loge, dont les effectifs auraient chuté de plus du tiers, passant d'un peu plus de vingt

Mille jours plus tard, pratiquement, le coup d'Etat militaire porte au pouvoir le général Augusto Pinochet, ancien « frère » puisqu'il avait été reçu en loge en 1941 à San-Bernardo, alors qu'il n'était qu'un jeune capitaine. Mais le futur dictateur ne resta guère longtemps dans sa loge et ne dépassa jamais le grade de compagnon.

La Grande Loge n'aura pas un mot pour dénoncer le golpe. Des tractations ont lieu entre la junte et ses dirigeants, en vue de la réouverture des temples maçonniques. La dictature chilienne, à la différence des dictatures d'extrême droite que l'Europe a connues, n'est pas idéologiquement antimaçonnique. Au Paraguay, en Uruguay, en Argentine, au Pérou, au Brésil, les militaires ont fait plutôt bon ménage avec des obédiences liées à la très conservatrice Grande Loge unie d'Angleterre et à la maçonnerie américaine (2).

Les travaux de la Grande Loge purent donc reprendre, mais il était désormais rigoureusement interdit d'évoquer la situation politique. « Dès cet instant, la franc-maçonnerie cesse d'être le lieu de la libre expression, et on assiste même au développement d'un véritable maccharisme dans les loges », nous confie un ancien vénérable de province. La loge Hiram 65, celle que Salvador Allende avait présidée, est fermée et ses membres expulsés pour avoir tenté d'organiser une cérémonie officielle à la mémoire du président assassiné. Le mois suivant, alors que les loges s'apprennent à élire leurs dirigeants, il est précisé que toute personne ayant exercé des responsabilités sous l'ancien régime ne peut faire acte de candidature. Des exclusions sanctionnent des maçons liés à l'ancien président. Parmi les plus connus, le général Bachelet et le général Poblete sont expulsés par leurs loges pour « absentéisme », alors qu'ils sont emprisonnés. Un peu plus tard, c'est le tour du docteur Edgardo Enriquez, ancien ministre de l'Education, puis d'Edgardo et de Miguel Enriquez, ce dernier secrétaire général du MIR, qui tous deux seront assassinés.

« Nous avons alors envisagé de quitter la Grande Loge », explique aujourd'hui, à Paris, le représentant des francs-maçons en exil. Mais nous sommes restés, car c'était l'unique possibilité de nous retrouver une fois par semaine et de profiter des instants avant et après les cérémonies officielles pour échanger des informations, notamment sur les disparus, et tenter, grâce à des maçons des forces armées qui, heureusement, n'étaient pas tous en accord avec la junte, de sauver ceux qui pouvaient l'être ».

mille avant le golpe à quelque douze mille aujourd'hui. Le cardinal Raul Silva Henriquez n'avait pourtant pas manqué de solliciter la Grande Loge pour mener une action commune en faveur des droits de l'homme. En 1974, un texte demandant l'élargissement des principaux dirigeants de gauche emprisonnés, rédigé par leurs épouses, et notamment par M^{me} Corvalan, compagne du secrétaire général du PC, et signé par le cardinal Henriquez et l'évêque Camus pour l'Eglise catholique, le grand rabbin, l'évêque méthodiste, l'évêque luthérien, est soumis au paraphe du nouveau grand maître Horacio González Contesse. Ce pasteur méthodiste de soixante-dix-sept ans, également chef de l'Eglise presbytérienne du Chili, refuse au nom de l'apolitisme de souscrire à ce texte. Cinq années plus tard,

il révélera la démarche, expliquant qu'il s'agissait d'une opération destinée à « renverser » la junte ! Dans une lettre ouverte signée de Paris, des francs-maçons en exil, qui allaient bientôt fonder le Grand-Orient du Chili, prennent le contre-pied : « Les francs-maçons en exil apportent au cardinal Silva Henriquez leur appui moral et solidaire, tant à sa personne qu'à l'Eglise chilienne, qui soutient le peuple chilien dans sa lutte contre l'oppression et pour les droits de l'homme ».

Au-delà des relations institutionnelles, les liens amicaux entre le grand maître Contesse et le général Pinochet vont s'exprimer à maintes reprises au grand jour. Le 24 mai 1975, le dictateur écrit au chef de la franc-maçonnerie et souligne l'« action noble et généreuse » de l'institution initiatrice, tandis que dans sa réponse le grand maître indique que l'Ordre « pèse ses responsabilités dans les destins du Chili », avant de témoigner de sa « profonde estime et sincère affection ». En 1976, c'est à l'occasion de la visite d'une délégation de loges allemandes que le grand maître est reçu officiellement par le général Pinochet, son épouse et sa fille. Les maçons allemands auront pu constater, affirme-t-il, que « le Chili est un pays tranquille ».

A cette occasion, au cours d'une cérémonie maçonnique, Juan Luis Stagnier, représentant de la loge Lessing de Valparaíso, explique que « l'arrivée au pouvoir des représentants de l'Unité populaire a provoqué une série d'attentats, de manifestations de rue, de crimes et de grèves (...) ». Dans ce moment, il était de notre devoir d'hommes libres et de maçons de remonter notre président, le général Pinochet, et nous gouvernait. Le remonter de nous avoir sauvé d'un chaos social, politique, économique, qui aurait détruit tous nos valeurs éthiques. L'ordre public rétabli, la paix restaurée et la confiance dans le futur justifiaient les restrictions aux libertés pri-



Simon Bolívar, Libérateur et franc-maçon

vidés. C'était le seul moyen pour permettre à notre pays de s'engager sur la voie d'un développement juste et pacifique (3).

De tels propos ne vont pas demeurer sans réponse. Faut-il, dit, des voix vont se faire entendre pour contester la ligne de la direction.

En 1980, l'année du référendum, la junte cherche un fondement légal à son régime. La nouvelle Constitution vise à le lui donner en verrouillant de toutes parts une prétendue démocratie dont ne seraient exclus que les éléments fauteurs de troubles sociaux, partisans de la lutte des classes.

Le 9 septembre, quatre cent quarante-quatre frères signent un manifeste publié dans la presse de Santiago, intitulé « Franc-maçonnerie et plébiscite », dans lequel ils dénoncent le projet de Constitution et réaffirment leur attachement à la démocratie et aux valeurs maçonniques. La réponse ne tarde pas : le 22 octobre, neuf d'entre eux sont exclus. Le 14 novembre, nouvelles expulsions. Parmi les exclus : l'avocat René Court Portales, maçon depuis cinquante ans, ancien secrétaire général de la Grande Loge.

L'année suivante, en 1982, Oscar Pereira Henriquez est élu à la tête de la Grande Loge. Soutenu par le grand maître sortant, il doit affronter une opposition forte de 40 % des suffrages. Cela ne l'empêche nullement, à peine élu, de se rendre à l'invitation à déjeuner du général Pinochet, en compagnie de l'ancien grand maître, qui déclare qu'il « existe une relation cordiale entre la franc-maçonnerie et le gouvernement, puisque le général Pinochet a été très déférent envers l'institution. Nous n'avons pas de raison de nous plaindre ».

Curieusement, en 1985, le grand maître public dans la presse un manifeste intitulé « Réveiller les consciences », qui soutient l'accord

national pour la transition vers la démocratie signé par les partis politiques et soutenu par l'Eglise. Un texte qui se prononce pour « le gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple ».

En 1986, M. Mario Lagos, ancien ministre de la santé de Salvador Allende, manque la grande-maîtrise de quatre suffrages. Ses partisans souhaitent que la Grande Loge fasse entendre plus distinctement sa voix dans la perspective du plébiscite prévu pour fin 1988, qui doit dire « si » ou « non » à Pinochet, alors que la direction semble se contenter d'une déclaration de principes que personne ne peut contester. Le grand maître, à l'issue d'un déjeuner avec Augusto Pinochet, le 14 août 1987, ne souligne-t-il pas la « coïncidence de vues » avec le général, « particulièrement en ce qui concerne le retour à la démocratie », qui doit se faire « dans un climat de paix et de tranquillité » ? Des hommes comme M. Eduardo Jara Miranda, ancien vénérable de la loge Condor n° 9, ou M. Fernando Sanchez Duran, ancien vénérable de la loge Franklin n° 17, tenteront sans succès d'engager plus nettement la Grande Loge, en lançant un appel à la mobilisation de la franc-maçonnerie en faveur de la démocratie.

A ce sévère bilan, M. Desiderio Arenas Aguirre, Souverain Grand Commandeur et gardien de la tradition, répond qu'il fallait d'abord sauver la

« maison » et qu'aucune action n'était envisageable avec le vicariat de la solidarité, « trop marqué politiquement ». Pas de mansuétude en revanche à l'égard de la Grande Loge dans la bouche de M. Romulo Tromben, grand maître du Grand-Orient du Chili en exil. « Au début, j'ai accepté l'attitude de nos dirigeants, car il ne fallait pas offrir le moindre prétexte à la junte de mener une action répressive. Mais la Grande Loge aurait dû participer à l'action du « comité pro-paz », puis à celle du vicariat de la solidarité, s'associer à un mouvement académique en faveur des droits de l'homme. Elle n'aurait pas dû se laisser voler le prestige de la défense des droits de la démocratie ».

Mais, ajoute-t-il, « ce n'est pas qu'un problème d'hommes. Il faut rompre avec ce « prétendu apolitisme ». Il faut retrouver l'esprit des fondateurs de la maçonnerie sud-américaine afin de penser le monde nouveau et de construire une société plus juste. C'est dans cet esprit que le Grand-Orient du Chili, dans la tradition de la maçonnerie progressiste, vient d'ouvrir sa première loge dans notre pays ».

Le débat est ouvert au sein de la franc-maçonnerie comme il l'est au sein de l'Eglise. Mais il y a fort à craindre que chaque institution spirituelle ne préfère à une salutaire mais douloureuse autocritique un Munich des mémoires.

C'est une maçonnerie qui impose à ses membres la croyance en Dieu et dont l'apolitisme proclamé est souvent le prétexte à un conservatisme social. L'autre famille, dite « maçonnerie libérale », dont le Grand-Orient de France constitue le fer de lance, fait référence aux Lumières, aux principes de la Révolution française : « Liberté, égalité, fraternité », et prône « la liberté absolue de conscience ».

La franc-maçonnerie sud-américaine est aujourd'hui, dans sa grande majorité, rattachée à Londres, mais avec plus d'une contradiction. La quinquante assemblée de la Confédération maçonnique internationale, qui s'est tenue du 11 au 16 avril 1988 à Rio-de-Janeiro, a vu la participation à la fois de la Grande Loge du Chili et de la Grande Loge de Cuba. Cette dernière, qui compte près de onze mille membres, constitue la seule obédience maçonnique autorisée dans un pays communiste. On explique généralement cette « anomalie » par le fait que, à l'instar de José Martí, plusieurs francs-maçons auraient été engagés dans la révolution cubaine. Plusieurs théoriciens marxistes ont également fréquenté les loges, comme Mariategui au Pérou, Pedro Albizu Campos à Porto-Rico ou Sandoz au Nicaragua.

(3) *Revista masonica*, Santiago du Chili, septembre-octobre 1977, n° 7 et 8.

Une année entière dans le monde de la formation

- Des faits marquants
- Des chiffres significatifs
- Des études
- Des rencontres

Tout cela se trouve dans

L'ANNEE DE LA FORMATION 87

350 p. • 500 F TTC • 20 F Frais d'envoi

Paru aux éditions PAIDEIA/INFREP

14, rue du Général Humbert • 75014 Paris • Tél. : (1) 45.39.22.47

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D)

statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1808

école lemania lausanne

3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse
Tél. 19-41/21/201501 - Fax 19-41/21/226700 - Téléx 450600 elch

HOMME DE FOI, HOMME DE DOUTE

Graham Greene à l'écoute du monde

D'Antibes, au sud de la France, où il réside, Graham Greene suit attentivement la vie politique internationale. Ce grand écrivain catholique anglais, âgé de quatre-vingt-quatre ans, n'a cessé de parcourir le monde et a souvent inscrit l'intrigue de ses romans dans un contexte politique précis : le Paraguay du général Stroessner ; le Mexique anticlérical des années 30 ; l'Espagne de la guerre civile et du franquisme finissant ; l'Afrique de l'Ouest durant la seconde guerre mondiale ; Haïti sous Duvalier ; Cuba sous Batista, etc. La politique aujourd'hui continue de le passionner et il suit avec un intérêt particulier certains « points chauds » du globe, comme actuellement Panama, dont il connaît bien les dirigeants et parce qu'il mesure l'importance des enjeux pour les Etats-Unis.

Je suis un homme de foi, mais aussi un homme de doute. Le doute est fertile. C'est la principale des qualités humaines. Je pense qu'un communiste doit avoir ses doutes, tout comme nous, chrétiens, avons les nôtres. Et je crois que nous pouvons nous rapprocher d'une certaine manière à travers nos doutes...

Dans les années 50 et jusqu'au début des années 60, j'avais l'habitude de me rendre en Union soviétique une fois par an. J'allais à Moscou et à Leningrad, et j'avais de dures querelles avec les Russes, en particulier à propos de l'emprisonnement de Daniel Siniaevski. Je leur ai dit que je ne voulais plus voir mes livres ni traduits ni édités chez eux, et ils ont respecté cela scrupuleusement. Ensuite, durant vingt-cinq années, je ne me suis plus rendu là-bas.

J'y suis retourné en 1986, pour une longue période. J'ai vu la Géorgie et les bords de la mer Noire, que je n'avais pas visités, après quoi je suis revenu à Moscou à l'occasion du Forum de la

paix, en avril 1987, puis je suis allé en Sibirie au mois de septembre.

J'ai ressenti alors des changements très forts. Partout. Autrefois, on observait toujours une grande prudence. Prudence des interlocuteurs, des deux côtés. Prudence par égard pour eux et prudence par égard pour nous. Et maintenant on sent que l'on cause, que l'on bavarde au milieu d'une complète liberté. Dans les maisons particulières, dans les appartements des amis. Le changement m'a profondément impressionné lorsque j'étais en Sibirie. M. Ligatchev, le second du Bureau politique, m'a invité ; nous nous sommes vus pendant une dizaine de jours, on m'a reçu d'une manière fort agréable.

Ce qui m'a frappé, c'est que les maires et les premiers secrétaires des villes que j'ai visitées étaient des hommes jeunes. J'ai en tête une conversation qu'un agent du KGB avait eue à Panama avec un ami à moi, le général Omar Torrijos, et pendant laquelle il

avait dit qu'il n'y aurait pas de changement tant que les hommes âgés seraient au pouvoir. Et tout à coup, voilà que surgissent des jeunes gens, la trentaine, occupant les fonctions de maire et de premier secrétaire, à Novosibirsk, à Tomsk, dans la région d'Irkutsk et du lac Baïkal. Cela m'a paru très encourageant.

Il y a peut-être une chance que cette révolution menée par M. Gorbatchev réussisse, en tout cas elle mérite tout le soutien que nous pouvons lui donner. Ce sera un travail extrêmement difficile : reprendre les réformes qu'avait essayées Khrouchtchev, les dénonciations du stalinisme... Khrouchtchev a été viré...

Je suis sûr qu'il se trouve actuellement parmi les bureaucrates - je parle bien de la classe des bureaucrates, et non de la population en général - beaucoup d'ennemis de M. Gorbatchev, et j'espère de tout cœur qu'il triomphera.

Ce qu'il faudrait cesser de faire, il me semble, en Amérique et en Europe,

c'est de mettre toujours une note de suspicion. On dit : « C'est du camouflage, c'est du maquillage. Cela va plus que du maquillage. Cela va plus profond. » Cela dit, M. Gorbatchev aboutira-t-il ? C'est une autre question.

Là-bas, j'ai eu des contacts avec de nombreux écrivains et artistes. La situation là aussi a changé. Maintenant Pasternak est publié librement, on fait de sa maison un musée... J'ai l'impression qu'ils sont prêts à tout publier. Même des livres catholiques que j'ai écrits. *La Puissance et la gloire* a été publié, ce à quoi je ne m'attendais pas du tout. Leurs tirages sont énormes. Cent cinquante mille exemplaires en

première édition. Lors de ma dernière visite j'ai rencontré beaucoup d'étudiants, de professeurs, et l'un de ces professeurs m'a dit qu'un de ses livres - une comédie amusante, un divertissement : *Notre agent à La Havane* - s'était vendu à deux millions d'exemplaires. Ils lisent énormément... Une passion pour la lecture. Le chauffeur que j'avais à Moscou lisait tout le temps quand il avait un moment de libre...

Les signes sont là pour prouver que les Russes veulent aborder leur propre histoire de façon plus franche. C'est une évolution lente, mais solide ; à mon avis, ils sont sur la bonne voie.

Les centrales nucléaires représentent elles aussi un pouvoir de dissuasion

LES accords Reagan-Gorbatchev sont un premier pas vers le désarmement, qui peut prendre une centaine d'années. Mais les deux principales puissances devraient garder une petite quantité d'armes nucléaires, car il existe un danger de la part d'Etats comme Israël ou le Pakistan, de personnalités telles que le colonel Kadhafi, qui pourraient être tentés de faire du chantage, par exemple en menaçant d'utiliser la bombe. Pour être en mesure de couper court à toute tentative de ce genre, il ne faut pas supprimer complètement l'arme nucléaire, mais la réduire à une petite quantité.

La guerre conventionnelle, comme l'a connue l'Europe, appartient maintenant au passé. On parle à présent de la guerre nucléaire comme d'un pouvoir de dissuasion. Mais les centrales nucléaires, elles aussi, sont une force de dissuasion. On a vu l'effet produit par Tchernobyl. Imaginons que la Russie ait l'ambition de conquérir l'Europe (ce que je ne crois pas). Même sans utiliser les bombes nucléaires, ce serait une guerre nucléaire. Car si les centrales, abandonnées par les habitants au moment de l'invasion ennemie, étaient bombardées d'avion ou détruites par des tanks, nous aurions tout à coup deux cents Tchernobyl qui, suivant la direction des vents, est ou ouest, couvriraient toute l'Europe. De sorte que pour moi, et bien qu'elles me chagrinent, les centrales nucléaires représentent en elles-mêmes des forces de dissuasion.

Dieu merci, M. Reagan arrive à la fin de son mandat. Un homme stupide, qui, peut-être, est un homme faible ; et

peut-être cette faiblesse-là est-elle pour nous un avantage. Mais ce n'est pas seulement M. Reagan qui fait problème, c'est quelque chose de continu. Ses prédécesseurs également ont essayé, dans leur stratégie, leur politique, de forger un empire américain. L'empire américain exige des dictatures, et non pas la démocratie.

Qu'on se souvienne de l'invasion de la République dominicaine après la mort de Trujillo, un dictateur du style de Pinochet, que les Américains avaient soutenu. Lorsqu'un socialiste est devenu président (1), il n'y avait pratiquement pas de communistes dans la République dominicaine. Les Américains sont intervenus en prétendant qu'il s'agissait d'une action de l'Organisation des Etats américains, alors qu'en réalité ils envoyaient leurs « marines », avec quelques Brésiliens et quelques Vénézuéliens qui ont cassé leurs pipes avec eux. Ce faisant, d'ailleurs, ils ont servi d'exemple à Brejnev, ils lui ont montré comment se comporter pour envahir la Tchécoslovaquie en utilisant quelques Hongrois, quelques Allemands de l'Est...

La chute d'Allende au Chili, en 1973, a été une affaire honteuse. J'ai rencontré Allende à maintes reprises à l'époque de l'Unité populaire. Lui-même n'était pas communiste. Quant aux communistes de son gouvernement, ils rassemblaient à ceux de Prins de Prague, du genre Dubcek, ils n'avaient rien de stalinien. Allende a été victime de la CIA et des Etats-Unis. Maintenant, nous avons Pinochet. Un cauchemar. Le Paraguay est aussi un cauchemar, mais pas au même point que le Chili.

L'Eglise « traditionnelle », au Nicaragua, ce n'est pas que le clergé...

PRENEZ les Escadrons de la mort au Salvador. Ce sont les Etats-Unis qui les ont approvisionnés en armes, tout comme les « contras ». M. Napoleon Duarte est un échec. Ce qui m'amuse, c'est le kidnapping d'Inés Duarte... Sur les photos, elle a l'air heureuse d'être avec ses ravisseurs du

FMLN (2). Quand ceux-ci l'ont rendue, elle a pleuré.

Prenez Haïti. Les Américains ont occupé ce pays pendant quatorze ans. Puis ils l'ont laissé dans des conditions épouvantables. Je suis convaincu que le général Namphy a été le fruit de l'impérialisme américain, même s'il est

(1) NDLR. Il s'agit de Juan Bosch, alors leader du Parti révolutionnaire dominicain, qui avait remporté en 1962 les premières élections libres organisées après des décennies de dictature. Les Etats-Unis intervinrent militairement à Saint-Domingue, le 28 avril 1965. Motivé avancé par le département d'Etat : restaurer « la lumière et l'ordre, la protection des vies des Nord-Américains et (...) éviter le triomphe des communistes ».

(2) NDLR. Le Front Farabundo Martí de libération nationale. A l'automne 1985, la fille du président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, Inés, fut séquestrée par les guérilleros puis libérée en échange de la mise en liberté de trente-cinq prisonniers politiques. A sa libération, Inés Duarte déclare « qu'elle avait complètement changé d'avis sur les guérilleros et admiré leur solidarité, leur conviction et leur moral élevé ».



- DIEU MERCI, M. REAGAN ARRIVE A LA FIN DE SON MANDAT... -

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Téléc. 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

Washington

The New York Times

FOREIGN POLICY

TIME

U.S. News

Herald

Newsweek

raziale

Wall Street Journal du 27 janvier 1988, un Américain diplômé de l'université peut espérer gagner 640 000 dollars de plus pendant sa carrière qu'un diplômé du secondaire. D'autre part, les revenus des diplômés du supérieur

Ces contrats réservés (*set asides*) sont tout autant sujets à controverse que les autres types de quotas, et leur avenir n'est pas moins incertain. En 1980, la Cour suprême en a réaffirmé la constitutionnalité, mais la nouvelle majorité conservatrice de cette instance, issue des nominations faites par M. Reagan, ne sera certainement pas favorable à la poursuite d'une telle politique.

* Directeur de recherches à l'Institut national des sciences mathématiques

Chômage et

d'une nouvelle et considérable réduction dans le futur. Les sociétés de restauration rapide et les centres commerciaux commencent à transporter des jeunes Noirs du centre-ville vers les banlieues, où ils seront payés 1 ou 2 dollars au-dessus du salaire minimum, cela afin de disposer d'une masse de serveurs et de cuisiniers — un retour aux anciens métiers «noirs» qui, dans la plupart des centres urbains, sont devenus le lot des nouveaux immi-

Les Noirs de la classe inférieure s'en tiennent aux valeurs américaines d'individualisme et de concurrence, et tendent à s'estimer responsables de leur propre échec. Selon une enquête réalisée au début des années 80, 63 % des Noirs (mais 70 % seulement de Blancs), tous emplois confondus, pensent que le fait de travailler empêche de devenir riche. Une majorité de personnes interrogées en 1981 déclaraient que les Noirs pouvaient « arriver » aussi bien que les Blancs, à condition de faire davantage d'efforts — une attitude plus répandue chez les moins instruits d'entre eux. Cet état d'esprit fut confirmé par un sondage de 1986 (22). Toujours en 1981, 46,5 % des Noirs interrogés pensaient que « la plupart » des membres de leur communauté

Les Américains ne sont pas encore prêts à accepter de vivre à proximité d'une communauté qui comprendrait plus d'une poignée de familles noires d'un statut social égal au leur, ni à envoyer leurs enfants dans des écoles à forts effectifs noirs. L'intégration

Les citoyens afro-américains ne demandent pas à être considérés comme des privilégiés ; ils veulent seulement que les chances soient vraiment égales pour tous dans une société où régnerait la justice raciale. Ils ont rédigé des pétitions, ils ont prié, ils ont défilé, ils se sont soulevés, ils ont voté. Ils n'ont plus de moyens de se faire entendre de l'Amérique.

(24) Garry Orfield, "School Desegregation Needed Now", *Focus*, juillet 1987.

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS UNCLASSIFIED

Malgré tout, l'ouverture du parti n'en a pas moins été réelle : jamais, avant les réformes des deux dernières

Avec peu de moyens (il n'a guère de ressources financières et son équipe est réduite), il a jusqu'ici obtenu le soutien de près du tiers des électeurs qui avaient renoncé à faire entendre leur

UN moment, après les caucuses du Michigan (où il obtenait 53 % des suffrages, contre 29 % à M. Michael Dukakis), M. Jesse Jackson a tellement eu le vent en poupe que les responsables démocrates s'en sont inquiétés : et s'il l'emportait ? Ne serait-ce pas la fin des espoirs du parti d'enfin gagner cette année ? Une convention « ouverte », où les jeux ne seraient pas faits à l'avance, ne nuirait-elle pas à l'image du parti ? Les premiers de New-York et de Californie, où la communauté juive, importante et

Il reste que le pasteur Jackson a accumulé cette année un capital politique qu'il entend bien ne pas dissiper : s'il ne vise officiellement aucun poste, que ce soit la vice-présidence ou un ministère (ce qui ne veut pas dire qu'il n'obtiendra pas ce qu'il ne demande qu'indirectement), il veut obtenir une meilleure représentation des minorités.

Le dilemme est cruel. Mais il permet d'aborder les problèmes de fond. Car les nouvelles régies démocrates, tant décrites par les caciques et les analystes, perturbent indubitablement le train-train partisan. Mais elles ont l'immense avantage de vivifier le parti, de lui donner du pouvoir, des mandats, et de lui ouvrir des perspectives de nouveaux électeurs, de provoquer un débat riche et constructif : elles justifient l'existence même du parti parce que seul il permet une voie d'accès au pouvoir, ou en tout cas à la parole (qui est une forme de pouvoir), des plus défavorisés. Cette ouverture est encore insuffisante, mais elle a néanmoins démocratisé la vie politique américaine.

GUERRE ÉCONOMIQUE, ENDETTEMENT DU TIERS-MONDE, CRISE À L'EST

Le commerce international

LES participants au sommet des sept principaux pays industrialisés se sont félicités, le 21 juin à Toronto, de la manière dont les économies et les places financières ont réagi à la bourrasque boursière d'octobre 1987. Ils se sont pourtant gardés d'un trop grand optimisme tant à propos des déséquilibres extérieurs et de l'inflation que des variations du dollar. Et ils n'ont pas caché leur crainte que les négociations sur la libéralisation des échanges des biens et des services ne rencontrent des difficultés de plus en plus grandes. De fait, ainsi que l'explique l'article ci-dessous, rares sont les forces en expansion qui peuvent actuellement susciter l'essor du commerce mondial.

Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONTE

Les apparences ne doivent pas tromper : les raisons profondes du krach boursier du 19 octobre 1987 demeurent intactes et risquent fort de provoquer une crise plus grave encore. Les chiffres disponibles — fussent-ils provisoires en ce qui concerne 1987 — permettent de cerner les fissures qui minent le système monétaire, commercial et financier international. L'actuelle hausse spéculative sur les marchés boursiers, la stabilisation fragile du dollar, l'augmentation timide de l'activité commerciale dans le monde ne sauraient faire illusion, même si elles engendrent l'euphorie de certains médias et groupes d'intérêts. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le commerce international.

En valeur comme en volume, la croissance des exportations des trois grands groupes d'économies a été inégale (voir le tableau I). Soutenue dans les pays capitalistes, elle a régressé dans les pays à système planifié. Dans le tiers-monde, on a assisté à une croissance essentiellement due aux performances des « quatre tigres » : Singapour, Hongkong, Taïwan et Corée du Sud, performances qui, d'ailleurs, ne peuvent se prolonger.

Tableau I. — CHIFFRES RECORDS DU FEU DE PAILLE ?

Exportations en 1986 et 1987 (En pourcentages par rapport à l'année précédente)

GROUPES DE PAYS	EN VALEUR		EN VOLUME	
	1986	1987	1986	1987
Economies capitalistes avancées	13,7	15,9	2	4
Tiers-monde	-4,1	18,1	9	6
Economies planifiées (1) ..	11,1	9,6	5,5	2,5
Total	18,7	15,9	3,5	4

(1) Dont Chine.
Sources : GATT, *International Trade*, 1986-1987, et GATT, *Focus*, Newsletter, n° 33, février-mars 1988.

En 1987, les échanges de marchandises ont ainsi crû de 4 % en volume, de 15,5 % en valeur, atteignant un total de 2 450 milliards de dollars. Ce total, pour étonnant qu'il puisse paraître, s'explique en partie par la rapide détérioration du dollar, des coups d'accélérateur dans le volume des échanges, l'augmentation des prix de certaines matières premières, notamment des produits pétroliers, et une spéculation

sous frein sur les marchés des produits de base qui a joué un rôle évident dans la genèse du « lundi noir ». Cela fut particulièrement évident sur le marché des instruments à terme qui demeurent l'un des terrains de manœuvres favoris des joueurs de la « société de casino ».

1987, année record ? Pour certains observateurs pressés, peut-être ; alors qu'il s'agit d'un feu de paille qui ne reflète en rien une situation solide ni dans les économies capitalistes développées, ni dans les deux autres catégories de l'économie mondiale. De plus, l'augmentation en valeur nominale des exportations — 2 119 milliards de dollars en 1980, 2 450 milliards en 1987 — n'a pas de signification si elle est sortie de son contexte : la stagnation globale de la production, même s'il est des exemples de forte croissance.

L'évolution de la productivité aide à comprendre certains aspects de la crise et de ses implications à long terme sur le système international du commerce et des paiements. Dans les pays capitalistes avancés, la baisse s'est amorcée il y a quinze à vingt ans, avant même le choc pétrolier de 1973 (d'où une croissance plus lente de la production, une baisse du niveau de vie, des taux plus élevés d'inflation et de chômage). Son rythme d'augmentation, qui était de 3 % l'an en moyenne au milieu de la décennie 1960 au début de la décennie 1970, est passé à 0,75 % par an entre 1973 et 1979, et même moins entre 1979 et 1985 (1).

D'autre part, en raison de leurs très graves difficultés, les économies soviétique et est-européennes ne peuvent contribuer au redressement mondial en 1988, et il en ira très vraisemblablement de même en 1989. Les exportations d'armement mises à part, l'économie soviétique reste largement de type colonial : importations de biens manufacturés et de céréales (en raison d'une incapacité chronique à se nourrir elle-même) et exportations de matières premières, de produits pétroliers notamment. L'avenir des ventes d'armes est peu brillant et ce commerce se heurte déjà à la concurrence massive de la Chine et d'autres pays du tiers-monde, comme l'Égypte et le Brésil.

De même, toute tentative de briser le marché hautement cartellisé et oligopolistique des produits manufacturés et des exportations de haute technologie rencontrerait aussi une vive résistance.

Des échanges de type colonial

EN raison de la structure coloniale de ses exportations, l'Union soviétique continue de subir des termes de l'échange négatifs, sur lesquels elle n'a aucun contrôle. La croissance de 4 % (en volume) en 1987 est essentiellement due au commerce avec les pays capitalistes développés, alors que les pertes de revenus découlant de la chute (en 1986) des cours du pétrole ont surtout été compensées par une augmentation du volume des exportations.

Phénomène classique dans le tiers-monde : l'URSS a exporté de plus en plus et gagné de moins en moins.

Le médiocre bilan des exportations soviétiques en direction des pays industrialisés et du tiers-monde apparaît dans ce tableau montrant les pourcentages de variations annuelles :

	1985	1986	1987
Exportations en valeur	-14,9 %	-4,3 %	17,4 %
Termes de l'échange	-2 %	-21 %	-

Source : Commission économique des Nations unies pour l'Europe.

De telles contraintes exercées sur les exportations ne sont évidemment pas sans conséquences : les importations soviétiques ont baissé de 5 % en 1986 et de 2 % en 1987. Résultat, un léger excédent des exportations a été

dégagé : 500 millions de dollars avec les pays industrialisés, 7,9 milliards de dollars avec le tiers-monde.

Ainsi, non seulement l'URSS et l'Europe de l'Est n'ont pu stimuler le marché mondial, mais elles ont été frappées par l'endettement, dont elles ne se sortent pas aisément. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, l'endettement des pays de l'Est et de l'URSS doit s'accroître de 100 milliards de dollars à la fin de 1988 (dont 25 milliards pour l'URSS, 30 milliards pour la Chine).

Tableau II. — L'ÉVOLUTION DE LA DETTE DES PAYS DE L'EST IMPLIQUE DE FORTES COUPES DANS LES IMPORTATIONS (1)

Poids de la dette par rapport aux exportations vers les économies de marché (En pourcentages)

PAYS	1982	1985	1986	1987
Pologne	455	503	534	539
Bougarie	170	249	328	359
Roumanie	56	44	149	165
Tchécoslovaquie	62	59	53	67
RDA	129	76	91	96
République démocratique allemande	151	97	109	73
URSS	33	49	55	52

(1) Dette à l'égard des seules banques commercialisant avec la Banque des règlements internationaux.

Source : Commission économique des Nations unies pour l'Europe.

Etant donné l'ampleur des déficits courants, le niveau de plus en plus élevé de l'endettement (voir le tableau II), les maigres espoirs d'une amélioration sensible des termes de l'échange, leurs balances des paiements vont subir d'énormes pressions. Ce qui implique de sérieuses coupes dans les importations, qui contribueront à rétrécir le marché mondial et auront des répercussions défavorables sur leur propre croissance interne.

Quant aux déséquilibres des échanges entre le Japon et la RFA, d'une part, les États-Unis, d'autre part, ils illustrent l'intensité de la guerre économique que ces intérêts opposés se livrent pour la conquête du marché mondial ; aucune force égalisatrice n'est à l'œuvre, bien au contraire.

Entre 1983 et 1987, le déficit commercial américain est passé de 69,3 milliards de dollars à 173,7 milliards ; l'excédent japonais de 20,5 à 80,4 milliards, celui de la RFA de 16,5 à 65,3 milliards. Ces excédents vont

La recherche du profit maximum

DANS ces conditions, on ne peut attendre des pays industrialisés une relance du commerce mondial. Quoi qu'en pense M. Baker, dont le plan était dès le départ inadéquat à la situation, une croissance plus faible — et pas seulement dans le domaine commercial — affaiblira encore davantage les chances du tiers-monde de réduire son endettement grâce à des exportations accrues. Une évolution qui ne pourra que renforcer les pressions des sociétés multinationales sur les pays du Sud.

En tant que devise dominante, le dollar est condamné mais s'est vu accorder un répit. Il est cependant peu probable qu'il puisse être soutenu tout au long de l'année 1988, même avec la complicité des banques centrales et l'intervention prétendument salutaire du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) (2). Car on oublie délibérément, dans les discussions stériles sur la « coopération » monétaire internationale que la motivation essentielle du capitalisme est l'accumulation ; et non la recherche de l'harmonie ; son unique but est le profit maximum grâce à la conquête de parts de marché de plus en plus grandes. Il est par essence conflictuel. Par-delà les proclamations généreuses, le G7 demeure ce pour quoi il a été créé : l'organe suprême du capitalisme au sein duquel il n'y a pas place pour une coopération authentique.

Depuis 1981, le tiers-monde a financé la croissance des pays industrialisés grâce à la coquette somme de plus de 250 milliards de dollars. Il continue de tenter, sans succès, d'assurer le service d'une dette hors de contrôle et qui dépasse les 1 100 milliards de dollars. De 1981 à 1987, la dette a crû de 8 % par an, et de 6,3 % de 1986 à 1987. Et c'est une situation souvent décrite dans ces colonnes que désormais reconnaît le président de la Banque mondiale, M. Barber Conable : « Les pays en voie de développement transfèrent en direction du monde industrialisé plus d'argent qu'ils n'en reçoivent de financements nouveaux (3) ». Phénomène également admis par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, qui affirme que les pays industrialisés « ont absorbé les ressources du reste du monde, et principalement celles des pays en voie de développement », ajoutant : « Cette évolution peut difficilement permettre la recherche d'une aide aux pays en voie de développement dans leurs efforts pour réduire leur pauvreté (4) ».

À la fin de 1987, les prêts nets au tiers-monde, après déduction des remboursements des montants en principal, s'élevaient à peine à 40 % de ce qu'ils étaient en 1978 et 1983. La crise structurelle qui éclata en août 1982 était exponentiellement symptomatique des changements perceptibles depuis longtemps et souligna la fragilité essentielle, de même que l'injustice, du système commercial et financier mondial. Phénomène différent du « lundi noir », la crise de 1982 n'en avait pas moins

quelque peu diminuer en 1988-1989, mais pas de façon notable.

Des changements d'une telle ampleur reflètent la perte de puissance des États-Unis de M. Reagan. De son sommet de mars 1985 à la fin de 1987, le dollar a perdu 51 % face au yen, 49 % face au deutschemark. Cette baisse va continuer, nonobstant les accords entre banques centrales.

Dans la dernière édition de *Perspectives de l'économie mondiale*, le Fonds monétaire international, qui pêche souvent par optimisme, prévoit une baisse de croissance pour quatre des acteurs principaux de l'économie mondiale, et la stagnation pour le cinquième :

CROISSANCE DU PNB (En pourcentage)

PAYS	1987	1988
Japon	3,8	3,7
Grande-Bretagne	4	2,6
États-Unis	2,9	2,5
France	2,1	1,6
RFA	1,7	1,7

pour ingrédients ceux-là mêmes qui devaient provoquer cinq ans plus tard l'explosion d'octobre 1987.

Un rappel historique s'impose pour comprendre l'offensive menée contre le tiers-monde. La crise qui a éclaté au Mexique en août 1982 était d'abord une crise capitaliste mondiale qui touchait surtout le tiers-monde et, de façon seconde, une crise mexicaine. Les facteurs qui l'ont précipitée résident dans les mutations intervenues dans les systèmes de prêts au cours des années 70. La dette du tiers-monde crût alors de façon démentielle : + 21 % par an entre 1970 et 1980, de 85 à 580 milliards de dollars. Et le ratio d'endettement par rapport au PNB a augmenté de 18 % à 28 %.

En 1978, le transfert net aux pays débiteurs s'élevait à 31,6 milliards de dollars. Au début des années 80, le rôle néfaste du système bancaire était indirectement reconnu par la Banque mondiale : « Les banques internationales relativement peu impliquées dans les prêts aux pays en voie de développement au début de la période considérée étaient trop à la fin (5) ». Ce que ne disait pas la Banque, c'est que cette politique était directement issue des programmes d'austérité décrétés par le FMI avec la bénédiction des gouvernements Reagan et Thatcher, ce qui était compréhensible puisque les profits ainsi amassés étaient plus élevés que ceux récoltés dans les pays développés.

Des remarques incongrues

LA meilleure façon de saisir la logique de l'endettement et du sous-développement consiste à analyser la situation des pays créanciers sélectionnés par le plan Baker — dix-sept pays qualifiés par la Banque mon-

Avec la montée de la crise au tournant de la décennie, et la chute des cours des matières premières, le tiers-monde perdit vite en solvabilité aux yeux du capital financier. La durée des prêts s'allongea, les taux d'intérêts réels et nominaux atteignaient de nouveaux sommets.

Dès 1980, cependant, seulement un quart de la dette latino-américaine avait un taux d'intérêt fixe ; 40 % devaient être remboursés dans les douze mois, et près de 70 % dans les trois ans. Une telle situation, créée par les banques multinationales, n'aurait pu voir le jour sans la collaboration des milieux dirigeants du tiers-monde.

Le cataclysme de l'endettement ne fut en rien le produit de circonstances fortuites auxquelles auraient été capables de faire face ces inepties qu'étaient le plan Baker (septembre 1985) et les plans d'ajustement du FMI, bien résumés par cette formule lapidaire : « Laissons le tiers-monde sortir de son endettement ». Une idée qui préparait le terrain à une politique d'écrasement des milieux.

La mise en place des crédits croisés (swaps) et la multiplication de semblables gadgets afin de rééchelonner la dette à hauteur de 485 milliards de dollars sont des solutions irréalistes. En fait, ce qui s'est passé depuis deux décennies illustre cette simple règle mathématique : plus on emprunte, plus il faut emprunter. Et aujourd'hui, plus des neuf dixièmes des nouveaux prêts à plusieurs des pays les plus endettés servent à payer les intérêts des emprunts précédents. Sauf à briser ce système, le paiement des intérêts n'aura pas de fin, de même que s'accroîtra le phénomène de dépendance.

Ce phénomène intervient alors que le marché financier regorge de liquidités. À la fin de 1987, le montant net des fonds transitant par les marchés internationaux était de l'ordre de 255 à 260 milliards de dollars (6). Sur ce total, une faible part allait à des investissements productifs dans le tiers-monde. Mais, là encore, il faut être conscient de la nature de ces investissements : productifs « et de leur impact sur les économies locales — car ces capitaux se dirigent d'abord vers des zones franches, telle celle de Kingston, à la Jamaïque, basée sur l'exploitation d'une main-d'œuvre non syndiquée, non qualifiée et bon marché. L'influence de telles zones sur le développement est minime. En 1987, les exportations de la zone franche de Kingston se montaient à 100 millions de dollars, mais les bénéfices nets pour l'économie jamaïcaine n'atteignaient pas 20 % de cette somme (7) ».

Tableau III. — LA « SORTIE DE CRISE » N'EST PAS POUR DEMAIN. Les dix-sept pays sélectionnés par le plan Baker

PAYS	Dette extérieure (1) au 31/12/1987 (En milliards de dollars)	Service de la dette (2) 1987-1988 (En milliards de dollars)	Pourcentage Flux nets annuels (3) entre 1980 et 1987			
			PNB	Exportations	Importations	Commerce par tête
Brésil	114,5	61,4	3,4	3,2	-4,4	-1,1
Mexique	105,0	44,9	0,3	0,4	-7,7	-2,7
Argentine	49,4	23,7	9	1,4	-11,0	-9,5
Venezuela	33,9	15,9	-6,7	-6,9	-5,7	-3,4
Philippines	29,0	12,8	-8,5	-8,5	-4,9	-1,8
Nigéria	27,0	12,2	-3,4	-5,9	-19,2	-13,5
Yugoslavie	22,8	10,2	1,1	0,5	-6,6	-0,4
Chili	20,5	9,8	0,9	4,1	-6,8	-4,6
Pérou	16,7	7,9	6,7	-6,6	-5,7	-6,2
Émirats	17,3	8,1	3,4	2,9	1,6	-2,2
Colombie	15,1	8,5	2,8	2,8	-3,3	0,9
Égypte	9,0	4,3	1,4	5,9	-2,6	-2,2
Côte d'Ivoire	9,1	4,0	-0,6	3,8	-2,8	-1,2
Indonésie	4,6	1,6	-3,5	-4,3	-2,4	-2,6
Ouzbékistan	4,5	2,4	1,5	2,1	2,4	1,3
Jordanie	3,8	1,6	0,2	-5,4	-2,2	-1,3
Uruguay	3,8	1,5	-1,4	-0,1	-0,9	-13,8
Total	495,0	229,8	1	1,4	-6,2	-4,8

(1) Estimation du total des passifs extérieurs.

(2) Chiffres basés sur l'endettement à long terme à la fin de 1986, ne tenant pas compte des nouveaux emprunts effectués depuis.

(3) En prix constants.

Source : World Debt Tables 1987-1988, Banque mondiale.

En France sur la Côte d'Azur

COURS DEVIENNE

Enseignement privé dans le calme et la verdure à « LA CHARMERIE » à CIMIEZ (NICE)

Professeurs hautement qualifiés

Internat - Externat - Demi-pension

ANNÉE SCOLAIRE

des classes élémentaires aux terminales A, B, C, D

COURS DE VACANCES

du 1^{er} Août au 28 Août

60 h. de Maths du 24 Août au 3 Septembre

2, av. Villebois Mareuil - NICE - Tél. 93 31 42 82

est privé de ressorts

Avec la montée de la crise au tournant de la décennie, et la chute des cours des matières premières, le tiers-monde a perdu vite en solvabilité aux yeux du capital financier. La durée des périodes d'ajustement, les taux d'intérêt réels et nominaux atteignent des sommets.

Dès 1980, cependant, seulement un quart de la dette latino-américaine avait un taux d'intérêt fixe : 40 % douze mois, et près de 70 % dans les trois ans. Une telle situation, créée par les banques multinationales, n'a pu cependant pas voir le jour sans la collaboration des milieux dirigeants du tiers-monde.

Le cataclysme de l'endettement a été en rien le produit de circonstances fortuites, auxquelles auraient été ajoutés de faire face ces crises (septembre 1985) et les plans d'ajustement du FMI, bien résumés par cette formule lapidaire : « Laissez le tiers-monde sortir de son endettement ». Une fois que préparait le terrain à une politique d'écrasement des salaires.

La mise en place des crédits sous (swaps) et la multiplication de sociétés de crédit afin de réabsorber la dette à hauteur de 485 milliards de dollars sont des solutions urgentes. En fait, ce qui s'est passé depuis les dix dernières années n'est que le simple résultat d'un processus plus complexe : il faut emprunter et aujourd'hui, les neuf dixièmes des nouveaux prêts : plusieurs des pays les plus endettés ont tenté de payer les intérêts des emprunts précédents. Sans à briser ce système de paiement des intérêts n'a pas pu de la même que s'accroît la présence de dépendance.

Ce phénomène intervient alors que le marché financier regorge de liquidités. À la fin de 1987, le montant des fonds transactés par le marché international était de l'ordre de 20 260 milliards de dollars (1). Sur ce total, une faible part allait à des investissements directs dans le tiers-monde. Mais, la encore, il faut se demander de la nature de ces investissements : « productifs » et de leur impact sur les économies locales. Car ces taux ne s'ajoutent d'abord vers des transactions, telle celle de Kingston : Jamaïque, basée sur l'exploitation d'une mine d'or non syndiquée, qui a obtenu un bon marché. L'infatigable de telles choses sur le développement est minime. En 1984, l'exportation de la zone franc a augmenté de 100 milliards de dollars, mais les bénéfices nets de l'économie jamaïcaine n'atteignent pas 20 % de cette somme (2).

dette-PNB est d'environ 61 % et augmente. Comment, dans ces conditions, ces pays peuvent-ils espérer « sortir de la crise » ? Les exportations en prix constants ont atteint un assez bon taux d'augmentation de 1,4 % entre 1983 et 1987, ces pays ont dégagé un excédent commercial de 23 milliards de dollars. Ce qui n'a pas suffi à augmenter de façon substantielle la formation du capital, le niveau de l'emploi et celui des salaires. Au contraire, les excédents furent dégaugés grâce à des coupes sévères dans les importations : - 6,2 % par an. Autre aspect du drame : bien que ces pays aient enregistré une croissance annuelle de 1 % (en prix constants), leurs investissements ont décliné en sept ans de 4,8 % et leur consommation de 1,6 %. Or il existe des limites à la tolérance d'une telle situation, même s'il est impossible d'en fixer l'échelle.

première des responsables (8) ». Qui sont ces « responsables » ? Ceux de la Banque mondiale et du FMI ? Et si la « préoccupation première » n'est pas le commerce, la dette et leurs implications, quelles sont donc les « préoccupations premières » de ceux qui ont en charge les relations économiques internationales ?

Mais, pour saisir les courants agitant le commerce mondial en cette fin de décennie, il faut aussi analyser les changements structurels au sein du tiers-monde.

La classification des économies établie par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) demeure utile : économies de marché développées, économies socialistes, économies en voie de développement. Cependant, en raison des mutations intervenues, il convient de procéder à certains ajustements. La

Tableau IV. - LE RÔLE MOTEUR DE QUATRE PETITS PAYS ASIATIQUES N'A CESSÉ DE S'AFFIRMER

Part des exportations des « onze grands » du tiers-monde dans le total des ventes des pays en voie de développement (en %)				
	1970	1985	1986	1987
Total tiers-monde	100	100	100	100
Taiwan	2	7	10	11
Hongkong	4	7	8	10
Corée du Sud	1	7	8	9
Singapour	3	5	5	6
Total « quatre tiges »	11	25	32	36
Autres pays :				
Arabie saoudite	4	6	6	5
Brazil	3	5	5	4
Mexique	2	4	4	4
Indonésie	2	4	3	3
Malaisie	3	3	2	2
Koweït	3	2	2	2
Inde	3	2	2	2
Total « onze grands »	34	53	57	61

Source : Documents de la CNUCED.

Il est de la sorte incongru de s'entendre dire par la Banque mondiale : « Bien que l'endettement ait continué de croître depuis 1982 et que les difficultés de remboursement demeurent grandes, le système financier international est moins en danger et ce problème n'est plus une préoccupation

distinction entre « pays développés » et « pays sous-développés » est forcément arbitraire. Pour ne prendre qu'un exemple, il est anormal de classer le Portugal et l'Irlande parmi les pays développés à l'économie de marché et de ne pas classer parallèlement les « quatre tiges » et Koweït. Des changements

Tableau V. - DES DYSFONCTIONNEMENTS CROISSANTS DANS LE TEMPS ET DANS L'ESPACE

Taux de croissance des exportations des « onze grands » du tiers-monde			
	1970-1987	1970-1980	1980-1987
Total tiers-monde	13,4	25,9	- 3,4
Taiwan	21,5	28,6	14,0
Corée du Sud	24,8	37,2	12,9
Hongkong	18,2	22,4	12,4
Singapour	19,0	28,3	4,0
Total « quatre tiges »	20,6	28,1	11,2
Autres pays :			
Malaisie	15,9	24,2	3,9
Inde	16,5	17,2	3,0
Brazil	14,4	21,7	2,8
Mexique	21,3	25,7	1,9
Indonésie	17,8	25,9	- 7,1
Koweït	8,0	25,6	- 11,7
Arabie saoudite	13,3	43,2	- 22,9
Total « onze grands »	16,8	30,0	- 1,4

Source : CNUCED, chiffres provisoires pour 1987.



RUBENS : MERCURE ET ARGUS (MUSÉE DE BRUXELLES)

Est-ce au tour des élus du commerce de décennaler l'ajustement ?

profonds sont intervenus au sein du tiers-monde, qui ont des conséquences sur le système du commerce international (voir les tableaux IV et V).

Ainsi, de 1970 à 1987, les exportations des « onze grands » (8) sont passées de 34 % à 61 % du total des exportations du tiers-monde. Fait plus étonnant encore : les « quatre tiges » représentaient 36 % du total en 1987 (contre 11 % en 1970). Cependant, alors que la décennie 1970-1980 avait été une période de croissance des économies du tiers-monde, elles ont enregistré une croissance négative entre

1980 et 1987. Pour les « onze grands » pris globalement, la croissance a aussi été négative, alors qu'elle a été nettement positive pour les « quatre tiges » (+ 12,4 %).

Des facteurs complexes — économiques et géopolitiques — expliquent, plus que la formule magique du libéralisme pur et dur, de telles disparités entre les « quatre tiges » et le reste du tiers-monde. En ce qui concerne les exportations, les facteurs économiques déterminants ont été l'interventionnisme sans frein de l'Etat et les subventions de toute sorte.

coréens avaient crû de 53 %, les achats à Taiwan, Hongkong et Singapour, respectivement de 52 %, 45 % et 45 %. En 1987, le Japon a augmenté de 31 % ses importations en provenance d'Asie du Sud-Est, celles en provenance des Etats-Unis et de la CEE, augmentant respectivement de 8,2 % et 25,7 %. Ainsi, Américains et Européens se trouvent face à de sérieux concurrents auxquels les Chinois vont très vite se joindre.

Tels sont, à grands traits présentés, quelques-uns des problèmes qui expliquent les tensions régnant sur le marché mondial, et son instabilité chronique, puisqu'on assiste à une redistribution incessante des parts de ce marché. Même si, actuellement, le Japon fait office de locomotive temporaire, rares sont les forces en expansion de l'économie mondiale qui peuvent susciter une croissance du commerce international en 1988 et 1989. L'époque est plutôt dominée par les forces qui provoquent une contraction des échanges.

FREDERIC F. CLAIRMONTE.

(8) Taiwan, Hongkong, Corée du Sud, Singapour, Arabie Saoudite, Brésil, Mexique, Indonésie, Malaisie, Koweït, Inde.

Vive concurrence sur le marché japonais

ET les performances de Hongkong sont inexplicables pour qui oublie les bas prix des matières premières chinoises et la présence d'une main-d'œuvre aussi abondante que bon marché. Parler des « quatre tiges » comme de « modèles » pour le tiers-monde relève de l'opération de propagande. Mais ces pays exportateurs de produits manufacturés incorporant de plus en plus de haute technologie prennent une part croissante des marchés,

au détriment d'autres pays du tiers-monde (l'Inde, par exemple), mais aussi des Etats-Unis et de la CEE. Le marché intérieur japonais se développe et, si les bénéficiaires de cette manne temporaire — le cours du yen aidant — sont peu nombreux, les « quatre tiges » en font partie. Leurs exportations sont passées de 10 milliards de dollars en 1984 à 19 milliards en 1987.

A la fin de l'an dernier, les importations japonaises de produits sud-

L'agonie du cacao

Par PHILIPPE CHALMIN

DANS le climat général des marchés de matières premières, marqué par la flambée des prix des métaux et en particulier du nickel, le cacao fait triste figure. L'arbre aux fruits d'or, cher à Jorge Amado donne lieu depuis plusieurs années à des excédents de production qui, cumulée, représentent aujourd'hui un stock estimé à quelque 750 000 tonnes, soit quatre mois et demi des besoins d'une chocolaterie dont les débouchés stagnent.

Deux cent cinquante mille tonnes sont détenues par le stock régulateur de l'Accord international (1). Sa valeur, approchant les 900 livres la tonne (environ 1 000 F), s'est pratiquement réduite de plus de la moitié par rapport à 1986. Il serait futile de chercher des responsables. En stricte économie libérale, il y a tout simplement trop de cacao. Les prix doivent baisser, baisser encore pour écouler les producteurs les moins efficaces ou les plus faibles, et les contraindre à abandonner.

Mais le cacao est aussi la principale recette de pays comme le Ghana ou la Côte d'Ivoire. En Côte d'Ivoire, il représente à peu près 40 % des recettes à

l'exportation. Il permet à des milliers de planteurs de dégager des ressources extérieures ; au travers de la Caisse de stabilisation, il contribue aussi à financer l'Etat. Aujourd'hui, celui-ci doit, pratiquement pour la première fois de son histoire, financer le cacao. Dans ce pays, comme en de nombreux autres en Afrique, le cacao s'apparente plus à une économie de cueillette qu'à une véritable exploitation agricole. Les « plantations » sont dispersées en sous-bois, parfois difficiles d'accès au milieu d'une végétation luxuriante. Sensible aux maladies, le cacaoyer doit être traité et protégé, mais il est le type même de la culture qui peut être assurée par un planteur « absentéiste », parfois même fonctionnaire à Abidjan.

Chaque année, le prix d'achat au planteur est fixé pour la saison qui démarre le 1^{er} octobre. Pour 1987-1988, ce prix est de 400 F CFA le kilogramme de fèves (soit 8 francs français), mais, dans la réalité, le planteur percevra moins. Son acheteur — un commerçant libanais dans de nombreux cas — lui fera payer très cher le crédit obtenu avant le début de la campagne. Il le trompera aussi un peu sur le poids et la qualité. Dans la pratique, le planteur touche quelque 350-360 F CFA. La cacao est ensuite acheminée vers Abidjan. Sa valeur à quel, une fois rémunérés les intermédiaires, est de 463 F CFA. Théoriquement,

l'Etat intervient alors, imposant un droit de sortie de 25 % de la valeur payée au planteur. On arrivait au 1^{er} janvier 1988 à une valeur fob de 570 F CFA le kilogramme. A cela, il faut encore ajouter les charges de la Caisse de stabilisation, ainsi que la taxe acquittée pour financer l'Accord international, soit un prix de revient de 610 F CFA le kilogramme, incluant 100 F CFA de taxes gouvernementales.

Or, début mars, le cours à Londres ramenait le cacao ivoirien à 478 F CFA le kilogramme fob. Virtuellement, la Caisse devait fournir un « soutien » de 132 F CFA, correspondant à une perte nette pour l'Etat de 30 F CFA par kilogramme. C'est là une situation nouvelle car d'habitude, par le biais d'un prélevement, la Caisse est en réalité le grand argentier du pays, finançant sa trésorerie, les grands travaux entrepris et le service de la dette ivoirienne. De surcroît, la crise du cacao intervient au moment précis où le gouvernement se lance dans un programme ambitieux de « retour à la terre », qui devrait concerner plus de un demi-million de jeunes. Il faut en effet lutter au plus tôt contre l'engorgement des villes, et notamment d'Abidjan, où s'entassent, en nombre toujours plus grand, ceux qui n'y trouveront que chômage et désillusion. Mais, pour retourner à la terre, il faut des moyens et, surtout, des garanties de prix pour les futures productions. Il est donc hors de question de diminuer le prix au planteur de

cacao, symbole politique et social s'il en est.

Que faire, alors ? Produire moins ? A court terme cela paraît difficile du fait de la nature même de la production et de son importance pour les pays concernés. Diminuer les prix garantis correspondrait seulement à un transfert d'appauvrissement et porterait en soi un germe de déstabilisation. Certes, nombre de systèmes nationaux peuvent être améliorés par la recherche de la qualité, comme au Ghana, ou l'efficacité des plantations, comme en Malaisie. Mais là n'est pas aujourd'hui le problème essentiel. L'Etat du marché oblige à des actions rapides avant la prochaine réunion de l'Accord international, prévue pour septembre 1988.

Du côté des producteurs, d'abord, il faut parvenir à rééquilibrer le marché. Là, il n'y a pas de secret : le cacao étant difficile et coûteux à stocker, la solution la plus fiable reste de le détruire. Que les cinq plus gros producteurs (Côte d'Ivoire, Brésil, Cameroun, Malaisie et Ghana) s'accordent entre eux pour supprimer de manière officielle 200 000 tonnes de stocks et les effets positifs ne manqueraient pas de se faire sentir sur le marché. Certes, c'est une décision « contre l'esprit » que de détruire de manière gratuite le fruit du travail des hommes, mais l'économie libérale nous a habitués à bien d'autres exco.

Reste que les pays développés consommateurs ne peuvent se lever les mains de ce qui arrive. Pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), le Stabex (2) interviendra, mais tard — et de manière peut-être insuffisante. Il y a un seul où un prix devient indécrottable, tant en termes de rémunération du travail que de développement. Il semble bien que le cacao ait atteint ce niveau. Aux pays développés d'agir et, par un geste symbolique, parallèle à celui des producteurs, de montrer que le cacao ne doit plus être synonyme de désespoir : créer, par exemple, un « fonds cacao », doté de l'équivalent en valeur des 200 000 tonnes qui seraient détruites — soit à peu près 2 milliards de francs français — utilisé pour des mesures d'urgence et des programmes de développement agricole des pays concernés. Il n'y a à rien de bien nouveau, si ce n'est l'affirmation de l'absolue nécessité d'agir avant que les cabosses de ce cacao qui régale les enfants ne deviennent des fruits de haine et d'injustice.

(1) L'Accord international sur le cacao de 1966, négocié entre Etats producteurs et consommateurs, vise à stabiliser les prix du marché à l'intérieur d'une fourchette grâce à un stock régulateur de 250 000 tonnes, aujourd'hui saisi.

(2) Stabex : mécanisme de stabilisation des recettes d'exportation des matières premières des pays ACP, établi par les accords de Lomé.

A L'EST

International

diète et le FMI de « pays hauts revenus ». Pour le cabinet III, la dette globale des divers pays était en 1987 de 485 milliards de dollars et le service extérieur moyen 229,1 milliards de dollars (1).

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

Pourcentage d'augmentation des exportations				
	1980	1981	1982	1983
Taiwan	3,4	3,2	- 4,4	- 1,1
Hongkong	5,3	6,4	- 7,7	- 6,7
Corée du Sud	0	1,4	- 11,0	- 6,5
Singapour	- 4,7	- 8,1	- 5,7	- 3,4
Total « quatre tiges »	- 0,5	- 0,5	- 4,9	- 11,3
Autres pays :				
Malaisie	- 3,4	- 3,9	- 10,2	- 11,5
Inde	1,3	0,5	- 6,0	- 4,8
Brazil	0,5	4,1	- 6,5	- 4,8
Mexique	0,7	- 0,4	- 5,7	- 12,4
Indonésie	1,6	2,9	1,8	0,3
Koweït	2,5	8,0	- 3,1	0,3
Arabie saoudite	- 0,9	5,9	- 2,8	- 15,2
Total « onze grands »	- 0,5	3,8	- 2,4	- 10,1
Autres pays :				
Malaisie	- 0,5	- 0,3	- 2,4	- 1,3
Inde	1,5	2,1	- 2,3	1,3
Brazil	- 0,2	- 0,4	- 0,0	- 13,0
Koweït	- 1,4	1,1	- 6,2	- 4,8
Total « onze grands »	- 0,2	1,1	- 6,2	- 4,8

Source : CNUCED, chiffres provisoires pour 1987.

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

Les élections pour le plan Baker

LA CRISE N'EST PAS POUR DEMAIN.

d'acco

Par ALAIN GRESH

La purge imposée par l'Occident au Sud est en train d'opérer des ravages irréversibles, à travers la destruction de l'appareil sanitaire et scolaire, chèrement édifié. Entre 1980 et 1983, les

Irresponsabilité

Et surtout pas devant les électeurs dont l'opinion sur d'aussi délicats sujets n'est jamais sollicitée. Heureusement, sans attendre un avis aussi peu autorisé que celui de citoyens ordinaires, les gouvernements du Nord ont décidé de passer à l'action. A Abidjan, le 1^{er} juin, dans un émouvant élan, l'assemblée

générale de la Banque africaine de développement a fait une longue ovation au secrétaire américain au Trésor, M. Baker. Il avait proposé de réévaluer, après examen spécifique de chaque dossier, « la dette des pays les plus pauvres, à des taux d'intérêt très favorables ». Quelques jours plus tard, M. Mitterrand envoyait une lettre aux six autres chefs d'Etat et de gouvernement qui devaient participer au sommet de Toronto; il offrait aux pays africains les plus pauvres le choix entre trois options : une annulation immédiate d'un tiers de leur dette, rallonge des délais de paiement ou baisse des taux d'intérêt. Ces propositions furent entérinées à la réunion des Sept.

Mais ces mesures, pourtant limitées à quelques pays et portant sur des sommes réduites, ont un dénominateur commun : seuls en bénéficieront les gouvernements qui avaliseront les plans d'ajustement structurel prônés par les « experts », au nom de l'« infaillible » science économique, avec la

A quoi serviraient d'ailleurs quelques crédits supplémentaires si, comme le rappelait M. Jean-Pierre Cot, « les chutes des cours (des matières premières) pendant six mois en Côte d'Ivoire ont réussi à annuler l'effet de cinq ans d'aide publique » (6) ? Un rapport des Nations unies indiquait que, entre 1979-1981 et 1985-1987, les pays de l'Afrique subsaharienne — non compris le Nigéria — ont subi, malgré une augmentation de l'aide publique, une perte de 6,5 milliards de dollars due à la déflation des termes de l'échange, à l'accroissement des paiements d'intérêts, à la diminution des crédits privés et de l'investissement direct (7). Et le flux de capitaux du Sud vers le Nord ne s'est pas tari : 30 milliards de dollars environ en 1987,

(7) *Le financement du redressement de l'Afrique, rapport et recommandations du Groupe consultatif sur les flux financiers pour l'Afrique, Nations unies, 1988.*

Par
**MAURICE
SERPETTE ***

L Par **MAURICE SERPETTE** *

L'ÉCONOMIE du tiers-monde a un besoin vital de présences occidentales susceptibles de garantir la technologie et, encore davantage, le management. On peut susciter cette politique par deux actions complémentaires :

- en apportant au problème de la dette des solutions moins simplistes que son effacement, solutions impliquant des participations occidentales actives ;
- en créant un régime de surveillance multilatérale et de garantie des entreprises à participation occidentale.

La tentation d'effacer la dette existe dès à présent. Celle de continuer à pré-

ter le montant des intérêts également. Deux techniques on trompe-l'œil car, dans le premier cas, la réputation d'insolvabilité des pays concernés sera leur unique de Neassus et leur interdira un véritable essor économique. Dans le second cas, on diffère le problème par des expédients, mais sans le résoudre.

Des idées concrètes ont été formulées, au moins pour clarifier la situation, et détaillées par René Lenoir, ancien ministre (1). Ce texte développe notamment les suggestions de l'expert américain R.W. Lombardi visant à stimuler la coopération de l'épargne nationale et d'intérêts de la dette recyclés localement, avec gestion paritaire des organismes financiers. Autre idée intéressante : l'émission

d'obligations par la Banque centrale en contrepartie des diverses créances regroupées, ce qui permettrait de mieux identifier la dette.

La technique financière viendra toujours au secours des concepts : un des plus opportuns ne serait-il pas de convertir la dette, au moins partiellement, en participations occidentales actives ?

En effet, la dette du tiers-monde a été fréquemment diluée en investissements mal exploités, manquant de technologie et surtout de management. On a trop cru qu'il suffisait que le Nord apporte au Sud, comme viatique initial, sa technique et ses prêts, pour que le Sud fasse émerger des entreprises rentables. Cette idée simpliste occultait l'importance de l'expérience

et de l'apport continu des hommes de métier dans n'importe quelle entreprise nouvelle. Ce n'est pas particulier au tiers-monde, mais là où ce besoin était pourtant plus évident qu'ailleurs, on n'en a pas tenu compte.

Le bilan actuel est tel qu'il faut aujourd'hui y remédier, changer de méthode, réhabiliter ce qui existe. Cela suppose d'abolir la fierté des uns et l'indifférence des autres, mais une occasion unique est offerte. Comment ? En convertissant la dette, au moins à un niveau compatible avec l'état des actifs potentiels, et en répartissant les titres correspondants par une mécanique de style plan Marshall à des agents économiques occidentaux décidés à œuvrer dans le tiers-monde.

On objectera contre ce dessein la nécessité de maintenir les contrôles

nationaux sur les entreprises. Ce n'est probablement plus un obstacle : la plupart des pays ont compris que l'implication des entreprises dans le développement économique et des services conduisait à l'impasse. Ils sont aujourd'hui à la recherche de « privatisations » qui ne réduiront pas au coup par coup, mais pourraient devenir efficaces si elles résultaient d'un plan global. La conversion de la dette en fournit une occasion politiquement acceptable, car un endettement insolvable demeurerait une bien pire menace contre l'indépendance. On peut objecter aussi que la conversion ne résoudre que partiellement le problème, compte tenu des montants en cause. Cela mérite une réflexion pays par pays mais, de toute manière, la forme choisie pour l'arrêt de catalyse de ce type d'opérations, ne serait-ce que par le retour d'entreprises occidentales qu'elle entraînerait.

Pour une garantie multilatérale des investissements

IL ne faut pas concevoir cette affaire dans l'angleisme. Ces opérations doivent disposer d'une police, assurée au titre d'une garantie multilatérale des investissements. On ne suggère qu'une agence internationale soit constituée entre les Etats des pays en voie de développement et les principaux Etats membres des clubs de Paris et de Londres : un intermédiaire financier international (IFI). Cette agence surveillerait pour le compte des Etats des opérations de traitement des créances, et serait habilitée à négocier des accords de garantie contre les risques politiques, généralisant les garanties de type OPEP, COFACE. HERMES, d'une part en multipliant le risque, mais surtout en organisant sa mise en surveillance.

Il nous a été donné de constater, dans le cas de la Guinée, combien de tels mécanismes ont pu être utiles, comme toute en défendant les pays en voie de développement contre eux-mêmes et leurs inévitables avatars politiques. Toute relance économique de ces pays tournera court si l'on ne crée pas cet instrument international, tout à

fait acceptable s'il accompagne des dispositions constructives de traitement de la dette. Notons à ce propos que les solutions précédentes s'appliquent de même manière aux dettes bilatérales et multilatérales, établissant une harmonie de traitement hautement souhaitable.

Les pays du Nord auraient-ils à regretter de s'impliquer un peu plus activement et d'avoir l'imagination moins frileuse pour affronter le problème de la dette ? Non, pour toutes les raisons politiques déjà rappelées et aussi pour l'appréciable champ d'expansion constitué par les pays du tiers-monde. Ces derniers pourraient proposer des solutions, par exemple pour l'extension d'une gestion partielle de leurs entreprises, à des entreprises. A vrai dire, ils ne sont guère en position de refuser. Le fait qu'il s'agisse d'un dispositif international et pas simplement bilatéral rend d'ailleurs leur coopération plus facile. Mais, au-delà de ces dispositions positives, ils ont tout intérêt à promouvoir un « lavage des faces » de leur dette, le recouvrement d'une confiance nécessairement envolée.

(1) René Lenoir, « Du bon usage de la lettre », *le Monde diplomatique*, janvier 1948.

[illegible]

ALORS que les États-Unents le premier débiteur du monde, c'est en dette africaine américaine, du fait du poids de la dette des deux continents, les dernières discussions. Pour dynamiser et l'origine des crises des deux régions du tiers-monde bien distinctes.

La dette de l'Amérique - notamment celle du Brésil, du Mexique et de l'Argentine - est la plus élevée. Dans les années 60, ces pays ont favorisé une croissance rapide de leur développement industriel par la substitution aux importations.


D' son de son ampleur, l'Amérique latine a vu tomber des propositions, des offres, tantôt originales, tantôt pressées, les réactions sont mêlées, les politiques du Fmi international (FMI), le refus du Pérou de continuer à recevoir des recettes et le remboursement de ses dettes au Brésil d'assurances de relance économique, des termes décidés par les autres, on peut ne pas des dettes en fonds de devises, autres que le dollar, à un prix inférieur, des dettes, ou encore des trocs, ainsi une dette d'assurance, ses paiements premières : la formation introduit un partenariat la maison de négociation qui assure l'écoulement.

Sur le continent, les nations mises en œuvre leur pauvreté ; elles s'acheminent, au moment et à la construction des fonds privés.

Chargé des affaires
noues au Centre d'
logie affi

Le Monde
JOURNAUX ET DOCUMENTS

**les élections
législatives**



*une
majorité
à inventer*

12/1988

LES DEUX NUMÉROS HORS-SÉRIE (LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES + L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE)

Le Monde

LÉGISLATIVES : L'ANALYSE COMPLÈTE DU SCRUTIN

NUMÉROS HORS-SÉRIE « ÉLECTIONS »

Contient les notes correspondantes à votre commande

☐ LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES. - Prix (hors d'expédition incluant FRANCE) : 30 F. ÉTRANGER : 32 F.

☐ L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE. - Prix (hors d'expédition incluant FRANCE) : 38 F. ÉTRANGER : 40 F.

D OFFRE SPÉCIALE

LES DEUX NUMÉROS HORS-SÉRIE (LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES + L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE)

Prix (hors d'expédition incluant FRANCE) : 68 F. (au lieu de 68 F.). ÉTRANGER : 62 F. (au lieu de 72 F.)

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____

CODE POSTAL _____

PAYS _____

Commande et règlement à renvoyer à :

LE MONDE - Service de la vente au numéro

7, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS - FRANCE

L'art subtil

d'accommoder la crise



Jamais nous ne nous sommes mis en relations de dialogue avec eux, dans un souci de les écouter, en leur disant : de quoi avez-vous besoin ? de quels équipements ? de quels instruments ? Voulez-vous des Mercedes ou des 2 CV ? Avez-vous vraiment besoin d'outils très sophistiqués ou d'outils plus adaptés à votre situation actuelle ? (9) », rappelait Claude Julien.

Et si des régimes corrompus et dictatoriens nous achètent des armes ou édifient ces pharaoniques « éléphants blancs » — comme l'aménagement de la zone d'Inga, qui est à l'origine de l'essentiel de la dette du Zaïre (10), — l'Occident ferme aussitôt les yeux et oublie les droits de l'homme qu'il défend si ardemment dans l'Iran d'après le chah ou dans l'Éthiopie d'après le Négus. Mettons l'économie aux postes de commande, tel est le mot d'ordre. La gauche elle-même, rongée par les idées libérales, annéantie à ses propres valeurs, raisonne en termes de « réalisme » et de « limitation des dégâts ».

Au nom de cet économicisme triomphant, les gouvernements des pays industrialisés ont décidé d'appliquer chez eux mutatis mutandis les recettes

d'ajustement structurel qui sont en train de dévaster le Sud. Le précédent sommet des sept pays les plus riches de la planète, à Venise, en juin 1987, a attribué au FMI le rôle de « coordinateur » de ces politiques.

Un an plus tard, M. Baker dresse de cette expérience un bilan positif : l'économie mondiale a connu une croissance plus équilibrée sans inflation et les déséquilibres externes se sont réduits. Toutefois, ajoute-t-il, le chemin est encore long : il faut déréglementer le marché du travail, libérer les marchés financiers, réformer la fiscalité pour diminuer les impôts directs (11). Une stratégie encouragée sans vergogne par l'OCDE, après une brillante autocritique de ses analyses passées (12) : n'avait-elle pas pronostiqué une croissance vigoureuse dans les années 70 et affirmé, en 1977, que la crise était passagère ? Aujourd'hui, elle prône la baisse des impôts, l'encouragement à l'enseignement privé, la libéralisation du marché du travail, la remise en cause des régimes de retraite et se félicite du rôle secondaire du salaire minimum. À l'exception de quelques pays comme la France. Et si, comme en 1972 et en 1977, l'OCDE se trompait ?

naient le rêve d'un retour au type de croissance qui a suivi la seconde guerre mondiale et relançaient le dialogue Nord-Sud. Seule la gauche pourrait porter un tel dessin, à condition de se défaire de son économicisme, et de mettre au centre de son projet la démocratie et les hommes, des valeurs qui font sa véritable force. Une « utopie totalitaire », clameront ceux qui depuis une dizaine d'années ont occupé la scène médiatique et confondent l'histoire des sociétés avec une course effrénée à l'argent. Une « aberration économique », proclameront nos inamovibles « experts » dont les coûteux conseils sont payés par l'immense masse de la population du Sud et par des dizaines de millions de pauvres au Nord.

Montaigne raconte qu'en 1562, trois « barbares » des Amériques vinrent à Rouen en ambassade à la cour de Charles IX. Leurs observations, rapporte l'auteur des *Essais*, ne manquaient pas de bon sens : « Ils avaient aperçu qu'il y avait parmi nous des hommes pleins et gorgés de toutes sortes de commodités, et que leurs moitiés (ils ont une façon de leur langage telle qu'ils nomment les hommes moitiés les uns des autres) étaient mendiantes à leurs portes, décharnés de faim et de pauvreté ; et trouvaient étrange comme ces moitiés ici nécessaires pouvaient souffrir une telle injustice, qu'ils ne prissent les autres à la gorge, ou missent le feu à leurs maisons. » Est-ce l'avenir auquel nous rêvons ?

ALAIN GRESH.

Le « remboursement créatif »

A ces « nouveaux idéologues », à ces partisans d'un libéralisme pourtant si peu efficace, que peut-on opposer ? Pour le Sud, Susan George propose d'imaginer des utopies aussi « irréalistes » que « les utopies politiques du passé exigeant l'abolition de l'esclavage ou du droit divin des rois ». C'est le programme « 3 D » (dette, développement, démocratie), encore appelé « remboursement créatif », et qui vise à se servir de la dette pour remettre les sociétés du tiers-monde sur les rails (13).

Susan George refuse une annulation pure et simple des créances, car il n'existe pas de garantie qu'une telle mesure profite aux plus pauvres et permette de modifier les modèles de développement. Son plan consiste à verser

le montant des échéances de la dette en monnaie locale sur un fonds de développement national géré par le gouvernement mais surtout par des responsables démocratiquement choisis de la société civile : cette option démocratique est au cœur du projet. Le fonds de développement financerait des programmes déterminés par consultation et consensus, avec priorité aux zones rurales, et orientés vers la satisfaction des besoins réels de la population. Chaque versement se traduirait par une réduction au moins équivalente de la dette extérieure.

On peut parier qu'une telle révolution ne serait possible que si, au Nord également, à la lumière de la crise, de l'accroissement du chômage et des inégalités, les gouvernements abandon-

- (8) *Restoring Growth in the Debt-Laden Third World*, 1987.
- (9) Intervention de Claude Julien, reproduite dans *Le Développement du tiers-monde*, op. cit. p. 86.
- (10) Voir Alain Gresh, « La coûteuse épopée d'Inga », *Le Monde diplomatique*, mars 1987.
- (11) Discours du 6 juin 1988, *African Wire-News File*, ambassade des États-Unis à Paris, 13 juin 1988.
- (12) Voir *Ajustement structurel et performance de l'économie*, OCDE, Paris, 1987.
- (13) Voir aussi Susan George, « Pour un « remboursement créatif », *Le Monde diplomatique*, avril 1988.

Un dessein pour l'Afrique

Par FRANÇOIS BICABA *

ALORS que les États-Unis demeurent le premier débiteur mondial, c'est la dette africaine et latino-américaine, du fait du peu de solvabilité des deux continents, qui soulève d'ardentes discussions. Pourtant, la dynamique et l'origine des créances de ces deux régions du tiers-monde restent bien distinctes.

La dette de l'Amérique latine — notamment celle du Brésil, du Mexique et de l'Argentine — est largement d'origine privée. Dans les années 50 et 60, ces pays ont favorisé une stratégie de développement industriel dite de « substitution aux importations ». Mais, dès la fin des années 70, le marché

local s'est trouvé saturé, du fait des verroux sociaux qui bloquent l'extension du processus de développement, et la recherche de débouchés extérieurs bute sur les restrictions imposées.

En Afrique, la dette, pour l'essentiel d'origine publique — en dehors du Nigeria, — a été engendrée par une croissance de la consommation et non par une tentative d'industrialisation. Indirectement, ce type d'endettement aurait pu favoriser l'émergence d'un marché local suffisamment large pour soutenir une stratégie d'industrialisation. Mais, même un tel résultat — qui n'a pas été possible du fait de la détérioration des termes de l'échange, du modèle de développement adopté et de la légèreté de la gestion des projets — aurait sans doute débouché sur les mêmes impasses qu'en Amérique latine.

Sortir des sentiers battus

DU fait de son ampleur, le passif de l'Amérique latine a suscité de nombreuses propositions, tantôt classiques, tantôt originales. Au titre des premières, le rééchelonnement plurianuel, les politiques du Fonds monétaire international (FMI), mais aussi le refus du Pérou de consacrer plus de 10 % de ses recettes d'exportation au remboursement de ses emprunts, ou celui du Brésil d'assujettir sa politique de relance économique aux seuls critères décidés par le FMI. Parmi les innovations, on peut noter la conversion des dettes en fonds propres ou en devises autres que le dollar, la vente, à un prix inférieur, de créances douteuses, ou encore diverses formes de troc. Ainsi une entreprise choisit d'assurer ses paiements en matières premières ; la formule triangulaire introduit un partenaire supplémentaire, la maison de négoce, et c'est celle-ci qui assure l'écoulement des produits.

Sur le continent africain, les solutions mises en œuvre se distinguent par leur pauvreté ; elles se limitent aux rééchelonnements, aux politiques d'ajustement et à la conversion des dettes en fonds propres.

Tous ces remèdes posent bien des questions. Comment rééchelonner dans un climat économique structurellement morose ? La conversion des dettes en fonds propres, qui constitue un bradage du patrimoine national, peut-elle relancer l'investissement ? Les solutions de troc, parce qu'elles fixent la valeur des produits en fonction des fluctuations du marché international, ne restent-elles pas insuffisantes ? De surcroît, de telles recettes visent à digérer la dette à court et à moyen terme, non à susciter une dynamique de développement de croissance durable.

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTS

Impression
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 434
ISSN : 0026-9395.

À la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ VOUS

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous, par MINTEL 36.15 LEMONDE puis ABO

Je m'abonne pour **1 AN** ☐ **6 MOIS** ☐

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ PAYS _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique

7, rue des Italiens, 75009 Paris Cedex 08

TARIF ABONNEMENTS	1 AN 12 numéros	6 MOIS 6 numéros
France, Andorre, Monaco, postes militaires et navales	162 F	90 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
• Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
• Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
• Amérique du Nord/Sud, Comores, Madagascar, îom.	313 F	169 F
• Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F

(1) René Lenoir, « Du bon usage du troc », *Le Monde diplomatique*, mai 1988.

**ÉCOLE SUPÉRIEURE
DES ENSEMBLISTES**
École fondée en 1914
Centre d'études d'asso-
ciation et de la décoration
interne
programme d'enseignement
pour architectes
D'ENSEMBLE
décorateur d'inté-
rieur
aménagement d'exté-
rieur
études classiques
1941 (Venezuela) et 1942
1943 (France)
Le centre-école C.E.O. de l'École
Supérieure

EN CHINE

Scènes de vie au hasard des rues

Par JEAN HOUDART

Les choses bougent vite, paraît-il, actuellement en Chine. Réformes et modernisations se succèdent sous l'impulsion de M. Deng Xiaoping et du Parti communiste ; le profit et l'enrichissement ont cessé d'être mal vus ; les lois du marché s'imposent peu à peu, ainsi que, dans certaines régions, nombre de comportements caractéristiques des sociétés de consommation.

Le voyageur de passage peut constater avec quelle force les nouveaux changements s'imposent et se banalisent déjà. Tandis que demeurent, indifférents au souffle de cette récente modernité, des gestes et des habitudes que des décennies de « pouvoir rouge » ont confondus avec ceux imposés par des siècles d'impériale traversée.



Le monument aux Héros du peuple, au centre de la place Tian-An-Men, cœur de Pékin, illustre dans le marbre les luttes révolutionnaires. Des « pionniers », foulard rouge et chemise blanche, montent une garde d'honneur : trois troupes de deux filles entourant un garçon qui tient le drapeau rouge. Tenue figée, impeccable. Mais, devant eux, d'autres pionniers, plus jeunes, chahutent. Et avec quoi ? Des drapeaux rouges.

Là-bas, au-dessus de l'entrée de la Cité interdite : Mao — dont c'est peut-être l'unique portrait dans toute la Chine, et qui se trouve bien seul, Lénine, Marx, Engels et Staline ayant disparu des grands panneaux qui lui faisaient face. — Mao contempe la scène.

SIXANTE-DOUZE empereurs sont montés au cours des siècles faire leurs dévotions au mont Taishan, la plus vénérée des cinq « montagnes sacrées » de Chine, à 570 kilomètres au sud de Pékin. Deux à trois millions de visiteurs leur succèdent chaque année. Du sommet, enserré dans un temple taoïste à 1 545 mètres, vue à 360 degrés, splendide. Le fin du fin est d'y passer la nuit pour y contempler le lever du soleil émergeant peu à peu des nuages.

Les empereurs montaient en chaise à porteurs, les vrais pèlerins sur leurs jambes. Six mille trois cents marches, 1 371 mètres de dénivellation. Le début est facile, dans la forêt de résineux et de catalpas : une aimable promenade, de portiques en petites boutiques de souvenirs, de temples en marchés de boissons fraîches. Puis l'escalier du ciel se fait de plus en plus raide, les arbres disparaissent, une véritable muraille de marches se dresse. Décourageant. Mais, tout en haut, la porte Céleste du sud apparaît comme un défi. Comment ne pas le relever, puisqu'une inscription promet aux courageux, précédemment, l'immortalité.

Lorsqu'il a atteint cette fameuse porte, l'étranger, fier de son « exploit », se retourne et n'en croit pas ses yeux : gravissant péniblement les dernières marches, un homme au visage de Christ au calvaire porte sa croix : à chaque extrémité du bâton qui s'écroule ses épaules est fixée une lourde charge, de briques, de bois, de vivres. Puis un autre porteur, puis un autre. Et voici que d'autres encore redescendent « à vide », en courant pour remonter plus vite « à plein ». Le tout dans l'indifférence générale.

On vous dit qu'il faut bien nourrir, abriter, faire vivre tout le petit monde de moines, commerçants, photographes pour pèlerins, employés de la station météorologique qui occupent le sommet, en forme de plateau, du Taishan. Mais vous savez aussi qu'une excellente route conduit à mi-chemin de la montagne, relayée par un téléphérique de 2 kilomètres inauguré en 1982.

Oui, mais la peine des hommes coûte moins cher que les câbles et le téléphérique.

Un minaret, cet élégant kiosque au toit incurvé, du plus pur style chinois ? Une mosquée — et même la grande mosquée de la ville de Xian — ce lieu de culte qui ressemble comme un frère aux temples confucianistes, taoïstes ou bouddhiques ? Il faut pour s'en convaincre dévaler les quelques inscriptions en caractères arabes, et pour y entrer affronter les marchands qui ont fait de la rue un souk.

Xian fut pendant mille ans la capitale de l'empire du Milieu. L'islam semble y avoir pénétré dès la dynastie des Tang (VII-Xe siècles) avec les mercenaires qu'engageait la cour impériale.

Moins prestigieuse que l'armée d'outre-tombe des sept mille soldats et chevaux de terre cuite du premier empereur de Chine, Qin Shihuangdi, la Grande Mosquée n'en attire pas moins nombre de touristes. Et le très beau portique de bois près de l'entrée en souligne l'importance. Fondée en 742, plusieurs fois restaurée au cours des siècles, elle l'est encore actuellement.

La ville compte quelque soixante mille musulmans. Mais en 1974, à la question : « Où est la mosquée ? », on s'entendait répondre : « La mosquée ? Quelle mosquée ? »

UN matin à Guilin, dans le Sud. Douze bateaux s'élancent sur la rivière Lijiang, « la plus beau paysage de Chine ». Le poète Han Yu : « Le fleuve y forme une ceinture de gaze verte, les montagnes sont comme des épingles à cheveux en jade bleu. »

A bord de chacun des bateaux, une soixantaine de touristes, caméras en batterie. Ils partent en exploration dans un univers plus étrange encore que le paysage. Certes, les sampans ont maintenant des moteurs : plus de harnais pour les hommes, lorsqu'il faut remonter le courant. Le pittoresque y perd... mais avec les hameaux au bord du fleuve, les petites rizières nichées entre les collines en pain de sucre, les pêcheurs sur leurs radeaux de bambous, les cueilleurs d'herbes aquatiques, les bûches d'eau au bain, toute une vie d'un autre âge s'offre aux regards.

S'offre ou est violée ? Que pensent les villageois de cette foule d'intrus, qui les regardent comme des bêtes curieuses, de ces bateaux lutant de vitesse, à grand renfort de coups de sirène, pour arriver avant les autres à Yangshuo, terme de la « croisière », et faire moins longtemps la queue à l'appontement ?

Mais peut-être envient-ils, s'approprient-ils même à imiter ce pêcheur qui se présente avec son cormoran aux photographes, moyennant finances. Cet autre qui raffine en y ajoutant un poisson qui sort de l'eau au bout de sa ligne. Ces parents qui poussent en avant leurs enfants, toujours pour la photo payante.

Près des bateaux à l'arrêt, des gamins sautent des rochers dans l'eau pour attraper les fruits que leur jettent des passagers. Et les rues du village ne sont plus qu'une succession de boutiques sur lesquelles se ruent les touristes. On y trouve de fausses et vraies antiquités, ces dernières fruit des pillages d'œuvres d'art dont la multiplication préoccupe le gouvernement.

Un pourrissement ? Une amie chinoise s'étonne du mot : « Cela plaît aux étrangers et nous rapporte des devises donc notre pays a tant besoin. Les habitants de Yangshuo s'enrichissent, tant mieux. Et ils sont heureux : c'est moins pénible de se faire photographier que de travailler dur en usine ou dans les rizières. »

Qui a dit : « La Chine est passée du dieu Mao au dieu Argent » ?

PROMENADE dans une vieille rue de Simao (Yunnan). Sur plusieurs portes, des affiches montrent de farouches guerriers protecteurs des maisons. Sur d'autres, des inscriptions souhaitent « la santé et l'enrichissement honnête ». A un éventaire, un marchand vend une mixture à base de corne de cerf.

D'une maison ancienne, aux panneaux de porte et corbeaux ouvragés, sort le maître des lieux. Souriant, il nous invite à entrer. Trois bâtiments parallèles à deux cours, à la manière traditionnelle. Toute la famille nous entoure. Il y a là quatre générations, dont l'aînée, une petite vieille de quatre-vingt-dix ans. Tous montrent avec inquiétude l'immeuble voisin, en chantier, à la place de ce qui fut une maison semblable à la leur. A son tour, leur foyer sera-t-il démolé ?

Plus loin, voici qu'une grande foule se rassemble dans l'avenue principale de la ville. La circulation est arrêtée, on s'écroule des deux côtés derrière des barrières, tout Simao est là.

Fête folklorique, parade militaire ? Non. Une voix féminine explique sans relâche au haut-parleur que nous allons assister à



UN VIEIL HOMME EN ROUTE POUR L'HÔPITAL
Le public des habitudes et de la tradition

la présentation au peuple d'un condamné à mort mené au lieu où il sera fusillé. Son crime ? Policier gradé, il a battu quelqu'un à mort. C'est ce qui nous est traduit. A-t-il tué un délinquant ou un ennemi personnel ? L'histoire ne le dit pas.

Précédé de side-cars de la police, voici le camion sur lequel passe lentement le condamné, solidement tenu par des policiers en armes. Parfois il sourit. Défi ? Puis d'autres camions suivent. Sur chacun d'eux, plusieurs hommes présentés de la même manière. Sont-ils aussi condamnés à mort ? On nous affirme que non. Ce seraient des délinquants de moindre importance.

Beaucoup de gens (tous Chinois, il n'y a pas d'autres étrangers que nous) prennent des photos. La foule ne paraît pas autrement émue, et se disperse paisiblement après le dernier camion, comme s'il s'agissait d'un spectacle banal.

« Les gens qui ont organisé cette parade connaissent-ils la loi ou bien l'ont-ils fait exprès ? » Qui pose cette question ? Le Quotidien du peuple. A propos d'une autre présentation de condamnés, comme au temps de la révolution culturelle, organisée dans la province du Hébei, pourtant plus proche de Pékin que le Yunnan puisque c'est celle de la capitale.

AU fin fond de la Chine, coincée entre Birmanie et Laos, non loin de la Thaïlande, la « région autonome » du Xishuangbanna est peuplée majoritairement d'ethnies non chinoises, non han. Les Thais y sont les plus nombreux.

M. Wang, lui, est han. D'allure militaire, sûr de lui, le verbe haut, il est directeur du bureau des affaires étrangères de la région autonome. A Jinghong, la « capitale », sur une terrasse au bord du tumultueux Mékong, il nous explique qu'à la place de cette ville de belle apparence, avec ses larges avenues bordées de cocotiers, il n'y avait rien que la forêt vierge il y a cinquante ans. Que tout était à faire, que beaucoup reste à faire.

Pour venir ici depuis Simao, à 170 kilomètres, nous avons pris une bonne route aux innombrables tournants. Une route qui n'a que trente ans. Superbes aperçus sur les montagnes couronnées de nuages. Rizières et plantations de canne à sucre, tabac, papayers, bananiers, bœufs, chèvres, disputent la place à la forêt, déployant toutes les nuances du vert.

Une rivière sépare de la route le village de Pa-La. Pour la traverser, un méchant radeau de bambous retenu par un simple câble. Le passeur peine contre le fort courant. Pour descendre à l'embarcation, puis remonter de l'autre côté, il faut braver la glissade sur le raideillon détrempé. Maisons primitives aux toits de paille. Enfants, chiens, poules et porcs barbotent dans la boue. On se croirait ramené quelques siècles en arrière, s'il n'y avait un « détail » : un robinet devant chaque porte et une ampoule dans chaque foyer.

Un autre village, Men-Jin-Pao. Dans le temple bouddhique, plusieurs bonzes trônent, l'un d'eux dort. Ils sont munis de thermos et des fidèles leur apportent respectueusement à manger. Les maisons sur pilotis, bétail en bas, logement en haut, sont vastes, aérées, presque luxueuses à côté de celles de Pa-La. Dans l'une d'elles, trois générations nous accueillent. Beaucoup de dignité. Les femmes sont belles : chignons artistiquement noués sur le côté, corsages aux vives couleurs, ceintures d'argent.

Ces femmes, comme toutes celles de la région autonome, « ont droit » à deux enfants au lieu d'un seul dans le reste de la Chine. Et après le deuxième enfant ? demandons-nous au directeur d'un bel hôpital, han comme M. Wang, comme lui venu là à pied en 1953, avant la route.

Après, assure-t-il, « les femmes viennent d'elles-mêmes se faire stériliser ». Question : « Et si certaines ne viennent pas ? » Réponse : « Celles-là sont passibles d'amendes si elles ont un troisième enfant. »

Rappel : sur notre planète, un homme sur cinq est chinois. Le gouvernement de Pékin redoute que la population, qui dépasse le milliard, n'atteigne 1 milliard 200 millions en l'an 2000.

ÉCOLE SUPÉRIEURE
DES ENSEMBLIERS CEC
Fondée en 1965 - Cours en français
Système d'enseignement unique de l'enseignement
et de la formation professionnelle
Programme à deux ans (CEC)
pour la profession
D'ENSEMBLIER
diplomé par le CEC
Ancien directeur de l'enseignement
technique de l'État
107 Avenue de la République 69001
Tél. 04 78 21 34 35 - 34 36 37 - 34 38 39
Secteur d'enseignement CEC Genève, rue du Clos 9 11
Tél. 022 31 34 35 - 34 36 37 - 34 38 39

DES ÉTUDES A 1300 M.
LE COLLÈGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL
VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)
Fondé en 1920
Garçons et filles de 8 à 18 ans - Programme officiel des Lycées français - Baccalauréat types, A, B, C et D
Section anglo-américaine - Cours de langues modernes et d'informatique - Section commerciale - Etudes dirigées
Classes à effectif réduit - Laboratoire de langues et sciences
En été, du 1^{er} juillet au 12 août : vacances heureuses, études sérieuses. Séjour de 4 à 6 semaines.
Nouveau bâtiment scolaire avec hall de sports.
Équipements sportifs modernes privés et collectifs : tennis, piscine, football, fitness, patinoire, vaste domaine skiable.
Internat réservé aux jeunes filles à la MAISON DE LA HARPE.
Début de l'année scolaire 1988-1989 : Mercredi 20 septembre 1988
Pour l'envoi d'une documentation, écrire à :
COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU SOLEIL - 1884 VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)
Tél. 025 35 21 34 / 55 56 - Télex 456 210 BSVI

identical à la

conquête du Sud

Lente émergence d'une nouvelle éthique

vacances... selon l'expression de... dans directeur général du Club... terrané...

Au gré de ces processus de... et de redistribution, les... bres mondiaux du tourisme... sont donc en train de se... sous la poussée de trois... part, une proposition... clientèles traditionnelles d'Europe... loin, vers de nouveaux horizons... publication du Centre des... études touristiques (CHET) sur... vacances des Européens... permet de constater que la... grandissant depuis qu'on a... européens depuis qu'on a...

Les efforts déployés récemment par ces deux derniers États en faveur d'une relance vigoureuse du tourisme illustrent une attitude désormais assez répandue dans les pays en voie de développement. La montée du protectionnisme, l'incertitude des revenus tirés de la vente des matières premières et la réduction des recettes d'exportation incitent à reconsidérer les potentialités du secteur touristique comme source de devises étrangères, d'emplois et de ressources complémentaires.

Le fait nouveau, cependant, par rapport aux analyses euphorisantes des années 60, est que les responsables de cette relance ne peuvent en ignorer les coûts et les risques sur les plans politiques, économiques et sociaux.

Sur un autre plan, les aménagements touristiques récents reproduisent des modèles spatiaux pourtant largement dénoncés : hôtellerie urbaine monumentale et formidablement coûteuse, stations balnéaires standardisées, hôtels-villages et hôtels-clubs de toute sorte, obéissant à de discutables principes d'enclavement.

La diversification des goûts et pratiques touristiques - moins importante qu'on ne l'affirme souvent, mais tout de même indiscutable - ne peut trouver sa place que dans les minces interstices de cette trop puissante logique d'aménagement des équipements et des

PROGRESSIVEMENT les mœurs touristiques se sont banalisées, et ont envahi toutes les classes sociales, toutes les classes d'âge. Rares sont ceux qui doivent encore apprendre à être à l'aise dans les hautes des aéroports. L'apprentissage est fait, on cherche maintenant autre chose, renouvelant sans cesse cet appel au pèlerinage venu du fond des âges.

Sur les boulevards des grands hôtels du Sud, ce sont désormais les voyageurs envoyés par les comités d'entreprise ou appartenant au troisième âge que l'on rencontre. Au même moment, le chef d'entreprise s'essouffait, sac au dos, sur les chemins non encore explorés des sommets himalayens ou d'un désert inconnu. Ils se sont banalisés à leur tour, jusqu'au jour où il faudra des équipes spécialisées pour évacuer des pistes les débris abandonnés par des hordes indifférentes à l'intégrité de l'environnement.

L'ECTWT, s'est élargi aux pays d'Afrique, du Proche-Orient, des Caraïbes, d'Asie. Soutenu par le conseil oecuménique de Genève, il a été rejoint par des conférences épiscopales catholiques. Il draine des informations, organise des conférences par thèmes, affine les analyses, et sa petite revue trimestrielle *Coutours* (en anglais) voit se bousculer des projets, des idées, des invitations : ici, une proposition d'accueil touristique par un petit groupe de pêcheurs ou de paysans. Là, un continent plus loin, un appel à la solidarité en faveur de paysans menacés de spoliation par un grand projet hôtelier. Ailleurs, du matériel audiovisuel, ou encore l'interpellation angoissée de groupes de femmes préoccupées par la montée du tourisme de prostitution. On y parle aussi du SIDA. Surgit enfin une nouvelle poésie, tour à tour tendre, acide ou véhémement. *Coutours* réussit ainsi à faire de ses lecteurs une communauté grandissante et complice à l'échelon planétaire. Des éditions se préparent dans d'autres langues.

L'homme moderne a besoin de l'autre pour survivre le reste de l'année. Une frange du tourisme, toujours en mouvement et jamais à court d'invention, expérimente des formes nouvelles d'évasion destinées à être intégrées suivant les lois de la publicité. La plus grande partie de ce tourisme reste élitiste, donc coûteux.

Mais l'attentat s'est pris un autre sens, plus éthique, lorsque s'est développée la critique des effets destructeurs du tourisme sur les pays fragilisés par le sous-développement, les plus beaux, les plus séduisants, les plus doux pour le Sud, le Sud, le Sud.

Il a fallu apprendre qu'il ne pouvait être seulement apprécié en termes d'apport de devises, que la survie n'est pas seulement économique. La bousille des consommateurs a pour effet que l'autocritique séculaire - par force, par misère et par nécessité - devient lui-même, avec son histoire, sa culture, ses expériences, objet de consommation. Et quand il en prendra conscience, le mal sera depuis longtemps irréversible. Le tourisme est un tel mirage que les yeux de ceux-là mêmes qui devraient être en éveil restent souvent fermés.

Conjointement à l'ECTWT, au Nord comme au Sud, se multiplient les organismes animés par la même préoccupation. En Inde, à Bangalore, Equations. Au Sri-Lanka, Inter Cultural Travel Services. En Californie, le Center for Responsible Tourism. En Allemagne, le Zentrum für Entwicklungsbegleitende Bildung. Dans la vieille Europe, le mouvement se sécularise. A Berne, c'est l'Arbeitskreis Tourismus und Entwicklung, et à Lausanne, le Groupe tourisme et développement (GTD). Aux Pays-Bas, le Tourisme & Derde Wereld. Les organismes communiquent entre eux. Le Tourism European Network (TEN) regroupe chaque année les partenaires européens. Ils sont maintenant seize. Nord et Sud se rencontrent. A Bad Boll, en RFA, s'est déroulée en 1986 la première grande consultation mondiale à l'initiative de la Coalition de Bangkok et du TEN. Déjà, de petits groupes locaux naissent dans les villes universitaires, où se côtoient Européens et étudiants du tiers-monde. La plupart des organismes ont remanié à proposer aux mêmes des voyages alternatifs. Leur préoccupation est d'agir en amont (1).

Les œuvres humanitaires savent bien que la vue d'un enfant mourant de faim fait déborder la charité publique. Facilement, si la cause de la faim est une catastrophe naturelle ou réputée telle. Moins, si le père a été spolié par un riche propriétaire. Plus du tout si le riche propriétaire est une multinationale dont les hôtels déstabilisent toute une région, polluant l'environnement architectural, social ou écologique, privant d'eau le paysan et son champ. On se hâte alors de rappeler que « le tourisme peut être la chance du développement ».

Sur leur initiation, des compagnies d'aviation acceptent de remplacer, pendant leurs vols vers le tiers-monde, la projection de l'inévitable western par des films d'introduction au pays concerné, ou par le portrait humoristique et dissuasif du touriste moyen. Une nouvelle filmographie naît. Les livres se multiplient. On mine des études comparatives sur les services offerts par les grandes agences, en fonction de certains critères : celles qui savent utiliser le personnel local, sans pour autant le sous-payer ; celles qui savent s'approvisionner sur les marchés locaux ; celles qui s'efforcent de moins polluer l'environnement ; celles qui interviennent de façon moins destructrice sur le redoutable marché de l'immobilier, où peut se perpétuer ou se détruire à jamais la beauté et l'habitat séculaires. A la façon des organismes de consommateurs, on tente de démontrer que le tourisme, comme l'agence, a intérêt à se comporter de façon moins dangereuse à l'égard du pays hôte.

Le tourisme est un tel mirage que les yeux de ceux-là mêmes qui devraient être en éveil restent souvent fermés.

Les œuvres humanitaires savent bien que la vue d'un enfant mourant de faim fait déborder la charité publique. Facilement, si la cause de la faim est une catastrophe naturelle ou réputée telle. Moins, si le père a été spolié par un riche propriétaire. Plus du tout si le riche propriétaire est une multinationale dont les hôtels déstabilisent toute une région, polluant l'environnement architectural, social ou écologique, privant d'eau le paysan et son champ. On se hâte alors de rappeler que « le tourisme peut être la chance du développement ».

Le Bénédictin peut songer pour un instant ou pour toute une vie militante, ses larmes n'ont pas été élément aux victimes du tourisme.



L'INTERRUPTION DU VISITEUR EUROPÉEN
Poursuivi-on un jour approché ? - homo touristicus ?

L'émergence de nouveaux pays est un autre facteur. Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, mais certains pays d'Amérique latine contribuent à élargir le monde touristique, dans les directions nouvelles, à commencer bien évidemment par leur orbite immédiate.

Enfin, cette demande de mondialisation vient aussi offrir l'occasion à destinations, émanant de régions ou de pays candidats à l'accueil du tourisme international, qui alimentent la formidable bousille de la vacanciers. Plus que les nations - telle l'île tropicale où le consommateur s'ennuie avec difficulté sur une semaine - ce sont les pays qui se font les plus intéressants à découvrir - ce sont ceux des réapparitions de certains pays qui alors le fait marquer. La liste des destinations à découvrir est longue : Chine, Thaïlande, Yémen, Birmanie, Ouganda, Malaisie, Tanzanie, Madagascar, Cuba, Algérie, etc.

Un exemple unique : la Casamance

RESTE l'exemple à peu près unique, si tant est que les campements de Casamance au Sénégal, qui figurent déjà sur les catalogues de quelques grandes agences. Tourisme « intégré », « localisation maîtrisée », créé par les agriculteurs locaux sous la forme d'un accueil dans leur environnement traditionnel, et dont les bénéfices échappent aux intermédiaires... et au gouvernement qui, lui, a ses grands projets de prestige ailleurs. Débordés par leur succès même, les campements de Casamance suscitent des critiques. Les premiers touristes motivés ont vu s'écrouler d'autres, moins discrets, moins disponibles. Dans leurs cases, ils ne font que « jouer à l'Africain ». La rencontre n'est pas authentique. Ces campements ont su placer mauvaise réputation et servaient à cacher les amours africaines illégitimes. De son côté, l'association française le Point de Muthouse, en butte à des attaques incessantes partout où elle proposait une alternative aux monopoles existants, invitait ses adhérents à une aide originale au développement du tourisme, tantôt de concilier l'attrait du tourisme avec les besoins locaux existants.

Déstabilisée par le poids écrasant des grandes compagnies, mise en difficulté vis-à-vis de sa propre clientèle, l'association le Point a dû cesser ses activités.

Plus que les ONG, les Eglises qui s'y superposent souvent sont réservées à l'égard du tourisme. Elles connaissent bien le terrain, l'ayant parcouru en missions, pour le meilleur et pour le pire, parfois avant même les conquérants de la colonisation. Puis se sont retirées, de façon exemplaire, ou moins innocemment. Catholiques comme protestants - et bien que le Conseil oecuménique des Eglises, dès 1969, ait été permi le tout premier à tirer la sonnette d'alarme à l'occasion de sa conférence internationale de Tubing - ne sont décidément pas à l'aise dans un domaine qui touche de trop près au plaisir et à la gratuité. Elles préfèrent privilégier les actions d'accueil caritatif à l'intérieur de leurs propres frontières.

Toujours plus prompts à donner qu'à recevoir, sachant mieux affirmer que questionner, écouter ou se remettre en question, elles ont su créer de nouveaux marchés non négligeables de « pèlerinages » renouvelés, vers la Terre sainte, dans les Cavernes pour les européens nostalgiques de leurs racines huguenotes, ou ailleurs.

Toutefois ce sont les Eglises, qui, dans le Sud, ont commencé à dire : « Le tourisme dans le tiers-monde, c'est notre affaire ». Un petit organisme né à Bangkok (Ecumenical Coalition on Third World Tourism),

Cette action est encore réduite, mais elle s'organise rapidement. Elle devient pluridisciplinaire, ne pouvant se dispenser ni de la lucidité économique ni d'une réflexion permanente soignée, attentive aux pièges, et traquant les naïvetés.

Une nouvelle éthique est en train de naître, enrichissant à son tour l'interculturalité. Les « codes éthiques » se multiplient, suggérant une interrogation sur les comportements. Le professeur Krippendorf, de l'université de Berne, propose la création d'une « école du tourisme humain » et lance une campagne « Apprendre à voyager ». Non pas, comme cela se fait, pour le voyage du prochain trimestre, mais de façon permanente, pour toutes les migrations au-devant de l'étranger, au loin ou dans nos murs. L'homo touristicus pourra-t-il un jour être approché, et devenir moins dangereux ?

(1) Les organismes se multiplient dans le monde (selon Europe), parmi lesquels : Center for Responsible Tourism, 2, Kensington Road-San Anselmo California CA 94060, USA. - ECTWT, PO Box 9725 Bangkok, Bangkok, 10500, Thailand. Equations, 10, Highland Layout Jeevanagalli, Cox Town, Bangalore, 560 005 Inde. - Zentrum für Entwicklungsbegleitende Bildung, D 7000 Stuttgart 1, Gerokstrasse 17, RFA. - GTD (Groupe tourisme et développement), Le Devent, 1350 Orbe, Suisse.

que, économique ou socio-culturel. Mais peut-on se montrer très exigeant face à un choix qui généralement se présente - ce fut le cas, aussi, pour beaucoup de régions françaises économiquement déprimées - comme un ultime recours ?

La grande période de déconjonction passionnelle des mœurs entraînée par une croissance touristique incontrôlée dans les pays du Sud - surtout dans la deuxième moitié des années 70 - cède depuis peu la place à une phase de réflexion à la fois plus nuancée et plus approfondie, plus réaliste et empreinte du scepticisme ambiant.

Il ne semble pourtant pas - malgré les exhortations de l'Organisation mondiale du tourisme lors de ses congrès de Manille (1980) et d'Acapulco (1982) et celles de l'UNESCO en faveur d'un « code de bonne conduite des firmes multinationales » - que la situation de dépendance des pays du Sud à l'égard des décideurs touristiques internationaux ait fondamentalement changé. Sans disparaître ni même s'atténuer significativement, elle s'est simplement déplacée et affinée. Plusieurs faits récents viennent illustrer cette discrète évolution : renégociation de certains contrats léonins entre pays récepteurs et chaînes hôtelières multinationales ; développement accéléré des mégareseaux informatiques gérés par des pools de transporteurs aériens, d'agents de voyage ou d'hôtelières ; insertion croissante des grandes firmes dans les secteurs parallèles des études, de la formation et de la communication, etc. Autrefois spectaculaires, les opérations d'investissement étranger font place depuis plusieurs années à des montages juridico-financiers complexes associant l'aide étrangère et les crédits internationaux, le financement national public et privé, la technologie importée. C'est par l'entremise de divers types de contrat (de gestion, de management, de franchise) que les prestigieuses sociétés multinationales sont parties prenantes à ces réalisations et à ces projets : leur participation financière directe - bien que fortement encouragée par les autorités du pays d'installation - reste le plus souvent symbolique et, de toute manière, proportionnée aux risques présents.

De ce fait, le « paysage touristique » tant fonctionnel que géographique, des pays du Sud présente toujours des caractères pervers, déjà critiqués depuis longtemps. Malgré diverses tentatives (en Tunisie et en Côte-d'Ivoire, notamment), les pays récepteurs du tiers-monde n'ont pu donner naissance à un producteur de voyages (tour-opérateur) d'envergure internationale : la fonction pivot d'élaboration et de commercialisation de l'image et des produits touristiques continue donc à leur échapper, au profit des pays émetteurs développés qui retirent d'innom-

Quelques ouvrages essentiels

- P. AISNER et C. PLUSS, *La Route vers le soleil : le tourisme à destination du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1983.
- GEORGES CAZES, *Le Tourisme international dans le tiers-monde : la problématique géographique*, thèse de doctorat d'Etat de géographie, université de Bordeaux, 1983 (à paraître dans la collection « Tourisme et sociétés », L'Harmattan, Paris).
- P. ROSSEL, *Tourisme et tiers-monde : un mariage blanc ?*, P.-M. Fèvre, L'Asymétrie, 1984.
- F. VELLAS, *Economie et politique du tourisme international*, Economica, Paris, 1984.
- Leisure-Tourism, Threat and Promise, Conseil oecuménique, Genève, 1969.
- RON O'GRADY, *Tourism, the Asian Dilemma*, Christian Conference of Asia, 1975.
- JOST KRIPPENDORF, *Les Vacances, et après ?*, coll. « Logiques sociales », L'Harmattan, Paris, 1987.
- Third World People and Tourism, *Approaches to a Dialogue*, Horlemann Publikistik Unkel/Rh., RFA, 1986 (rapport de la conférence mondiale de Bad Boll).

es

l'impact du tourisme et des lois à plein air. Alors, et alors seulement, pourrait savoir quelles modifications doivent être introduites en amont et aval du système pour atteindre les objectifs visés.

Face à de profondes mutations qualitatives et quantitatives, toutes les nations doivent se préparer à affronter les problèmes de la « civilisation du loisir », concevant impérativement les intérêts de la société, de l'économie et de l'environnement, sans négliger les besoins à la fois des autochtones et des étrangers. Le débat « tourisme national » est un faux problème, ainsi que la prouve l'accordéon d'un ou à l'autre, car les deux sont étroitement imbriqués et interdépendants.

Encore faut-il se doter d'une palette que l'adéquation, assortie d'objectifs à l'ambition, de stratégies adaptées et de moyens appropriés pour relever l'équilibre harmonieux de la triple société-économie-environnement.

- (1) Cf. R. Barjot, *Contributions aux la tourisme international à la lumière des normes OCDE*, OCDE, unité du tourisme, Paris, 1984.
- (2) Cf. R. Barjot, « Le concept éthique du tourisme », *Les Cahiers du tourisme*, Aix-en-Provence, série C, n° 4, 1978, et « Les devises - pays du monde international », série C, n° 113, octobre 1987.
- (3) Pour l'illustration de ces tendances, cf. R. Barjot, « Tourisme et balance des paiements », *Les Cahiers du tourisme*, Aix-en-Provence, série D, n° 5, novembre 1980.
- (4) Pour la description et l'articulation des paramètres pris en considération, cf. R. Barjot, « Le concept éthique du tourisme », op. cit.
- (5) Pour la présentation de tous les cas de tourisme sur l'estimation des impacts des dépenses, cf. C. Richter, *Le Tourisme et le tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1987.

sortent de la classe

des affaires étrangères, où la direction du français, bravant les sarcasmes ou le scepticisme débasés, a mis en route, dans le cadre d'une opération intitulée « L'air du temps », une sensibilisation des professeurs latino-américains à la science et aux techniques (3). Une autre action, « Français 2001 » (voir l'encadré ci-contre), s'appuie sur les dynamiques régionales et sur les nouveaux « médiateurs aux pieds nus » que sont les élèves afin de nouer des liens de tous ordres avec des partenaires européens. Décliné par la Maison de l'Amérique latine et l'association Triade, le concept de Bus français (voir ci-dessous) « Sur les routes du monde » est une autre manière de faire avancer les mêmes idées. Des idées auxquelles croit la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui, de manière révélatrice, a choisi comme thème de son septième congrès mondial - Le français pour

demain ». Cette démarche sera appuyée par une « agora » franco-hellénique présentant plusieurs expositions, films, vidéos et débats de vulgarisation scientifique (voir l'encadré « Rencontres à Salonique »).

En fait, les professeurs étrangers patissent, aux yeux des « décideurs », de la même absence de considération que leurs collègues français. Si l'on peut, face aux problèmes de recrutement d'enseignants que va connaître la France de l'an 2000 et à l'urgence d'adapter les formations aux nécessités changeantes des emplois de demain, crier « SOS école » (4), il serait judicieux que ce signal d'alarme englobe aussi les enseignants de français à l'étranger.

C'EST, bien entendu, affaire de moyens mais surtout de capacité d'analyse : si le corps enseignant porte, en France, la responsabilité de préparer un avenir dont mal ne connaît les

contours, hors des frontières c'est sur les professeurs de français que reposent, dans une large mesure, les médiations avec leur société civile, avec la place que la France et la langue française occupent dans leur imaginaire. Cela mérite sans aucun doute plus qu'un coup de chapeau occasionnel. Pourquoi pas un grand projet à soumettre au prochain sommet francophone qui aura lieu à Dakar en 1989 ?

BERNARD CASSEN.

(1) Voir le dossier « Vaste chantier, chiches moyens : la francophonie », *Le Monde diplomatique*, août 1987.
(2) Ainsi, au cours du dernier septennat, les crédits de la sous-direction de la politique linguistique du ministère des affaires étrangères ont été réduits, en franc constant, d'environ 50 %.

(3) Cette direction a fait valoir et diffuser, sous la responsabilité d'André-Yves Portnoff, une version destinée aux adolescents, de « La révolution de l'intelligence », numéro spécial de *Sciences et techniques*, publié en 1985.
(4) Voir *Politique-Le Chapeau*, n° 21, 9 juin 1988.

Echanges sur le terrain : « Français 2001 »

POURQUOI confiner à la salle de classe l'utilisation du français par les professeurs et élèves étrangers ? Pourquoi ne pas « déconstruire » la langue et la mettre à l'épreuve du terrain des réalités culturelles, économiques, sociales ? Tel était le pari tenté par la direction du français du ministère des affaires étrangères, appuyée par le directeur général de l'époque, M. Thierry de Beaucourt, lorsqu'elle lança, en 1986, l'opération « Français 2001 ». L'idée centrale était de transformer des milliers d'élèves en autant de promoteurs d'échanges en tous genres entre leur pays et une région ou un département français.

Mise en œuvre par les associations locales de professeurs de français, cette opération surpasse quelques diplomates en poste habitués à agir dans leur pays d'accueil en respectant religieusement les décomptes - et parfois les conflits - des administrations centrales parisiennes. Mais, faisant fi des organigrammes, enseignants et élèves suscitent de multiples actions, mobilisant, de côté des

collectivités territoriales françaises, conseils ou préfectures de région, maires, inspecteurs, directeurs d'école ou de lycée, offices du tourisme, directeurs de stations régionales de FR 3, etc.

L'une des réalisations les plus spectaculaires a été l'organisation de six mois de manifestations sur la Bretagne à Vienne, où le bureau d'action linguistique de l'ambassade de France a également assuré l'accueil de cinq cents jeunes Périgourdins venus faire la promotion de leur département en Autriche. De leur côté, le département du Var et la chambre locale de commerce et d'industrie ont élaboré une stratégie de développement touristique en direction de l'Italie, de la RFA et de la Suède en s'appuyant sur les protagonistes de « Français 2001 » et en accueillant, comme prescripteurs potentiels, des responsables du secteur éducatif et des régions de ces pays. Le bureau d'action linguistique de Rome a produit une « valise pédagogique » sur l'Anvergne avec la double finalité de mettre en valeur une région française peu connue

hors des frontières et d'enrichir la panoplie des moyens didactiques des enseignants. La Franche-Comté, le Var, la Ville de Nice vont en faire autant. La région Champagne-Ardenne a fait connaître le minitel à une quinzaine de lycées allemands en organisant à leur intention un concours télématique. Des opérations de réhabilitation du travail manuel et de promotion de l'artisanat font l'objet d'échanges actifs entre les « cinq us » : l'Ile-de-France, l'Irlande, la Roumanie, Maurice et Madagascar.

On peut mesurer le succès de l'opération « Français 2001 » au fait que, une fois mises en route, les actions ont tendance à s'autonomiser, les partenaires n'ayant plus besoin d'intermédiaires. Elle aura aussi eu des vertus pédagogiques inattendues : certains des responsables du ministère des affaires étrangères, parfois sceptiques à l'égard de la politique linguistique, auront pu constater que professeurs et élèves de français sont des agents privilégiés de rapprochement - notamment économique - entre leur pays et la France.

B. G.

Sur les routes du monde...

SI, dans les capitales étrangères, les enseignants de français peuvent généralement avoir accès aux ressources documentaires et pédagogiques du bureau d'action linguistique de l'ambassade de France, la chose est infiniment plus malaisée pour leurs collègues de province, surtout dans des pays immenses comme les Etats-Unis, l'Inde ou le Brésil. Le concept de Bus français est né de ce constat et de la volonté de donner de la culture française une image complète, incorporant les dimensions scientifiques, technologiques et industrielles, aux côtés des aspects - plus familiers - littéraires et artistiques.

Bus français

DANS un gros véhicule, deux professeurs venus de France transportent une grosse quantité de documents authentiques : revues, vidéos, diapositives, cartes, échantillons, documents produits par les entreprises et organismes de recherche, etc. Le Bus passe de quelques jours à deux semaines dans les lycées, les universités, les centres culturels, les Alliances françaises d'une ville ou d'une région : ateliers de travail avec les enseignants locaux pour la mise en orbite pédagogique de documents qui sont laissés sur place pour être

utilisés avec les élèves, interventions dans les classes, animations, concours sur la France et la francophonie, etc.

Cette action, soutenue par plusieurs administrations parisiennes, mobilise les ressources des postes diplomatiques, des

industriels, des chambres de commerce, des associations de professeurs de français, et donne aux médias locaux l'occasion de parler d'une France qu'ils peuvent toucher du doigt parce qu'elle vient jusqu'à eux. Lancé avec succès aux Etats-Unis par la

MICEFA (1), le Bus français va rouler sur les routes de l'Argentine, de l'Uruguay, du Brésil, du Venezuela et de Porto-Rico sous l'égide de la Maison de l'Amérique latine (2) et aux Etats-Unis, en Europe (Grèce, Portugal), en Afrique (Maroc, Côte-d'Ivoire,

Sénégal), à Madagascar, en Asie (Inde, Japon, Corée) sous la responsabilité de l'association Triade (3).

B. G.

(1) Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-

américains Paris-Ile-de-France (MICEFA), 101, bd Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél. : (1) 45-49-26-38 et 45-48-04-95. Téléc. : ALL-FRAN 204941 F.

(2) Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-22-97-60. Téléc. : 206192 F.

(3) Même adresse que la MICEFA.

Rencontres à Salonique

D U 10 au 17 juillet 1988, la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), qui regroupe une centaine d'associations nationales (1), tiendra son septième congrès mondial à Salonique (les Grecs disent Thessalonique) sur le thème « Le français pour demain ». Près de mille cinq cents enseignants et personnalités du monde entier y débattront notamment de l'enseignement et de l'apprentissage du français comme langue de développement économique, scientifique, technologique et culturel.

En marge du congrès, le ministère des affaires étrangères présentera quatre expositions : « Portrait d'une planète », sur la télédiffusion, réalisée par le CNRS ; les ressources de l'imagerie satellitaire et les projets spatiaux, à la charge du Centre national d'études spatiales (CNES) ; les

réalisations de la télématique française de France Télécom : « Parlez-vous français ? », qui a connu un grand succès au Centre Pompidou ; et « La danse de l'univers » ou l'art et la science réconciliés, réalisés par le groupe de liaison pour l'action culturelle scientifique. Des films scientifiques et plusieurs vidéodisques seront présentés aux congressistes.

Plusieurs radios et journaux, dont le Monde et le Monde diplomatique, participeront également à l'animation de cette agora franco-hellénique réalisée en étroite collaboration avec l'université Aristote de Salonique, et en particulier avec son département de français, dirigé par M^{me} Vasso Tocatidou.

(1) Secrétaire général de la FIPF : 1, avenue Léon-Journault, F-92311 Sèvres. Tél. : 46-26-53-16 ou 45-34-75-21.

LE MONDE DIPLOMATIQUE
publie le deuxième numéro de sa collection « MANIÈRE DE VOIR »

Année de voir 2

LE CITOYEN, L'ARGENT ET LA DÉMOCRATIE

La revue libérale dédiée au citoyen, deux numéros de dix ans. A ce jour, elle a été lue par plus de 100 millions de personnes. Elle est la seule revue de ce genre en France. Elle est la seule revue de ce genre en France. Elle est la seule revue de ce genre en France.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 96 c. - 38 F

LISEZ PLUS LARGE
Afrique, Caraïbes, Océan Indien

Une revue

Notre Librairie étudie critiques, entretiens, notes de lecture sur les littératures francophones du Sud

- Écrivains de langue française, guide de lecture.
- Ile Maurice, Sénégal, Haïti, Guinée, Congo...

Des bibliographies

- 2.500 titres de littérature africaine.
- 100 titres à lire absolument : Afrique, Caraïbes, Océan Indien.

Des expositions itinérantes

- de 30 à 50 panneaux illustrés
- Littératures africaines
- Théâtres d'Afrique noire
- Littératures de l'Océan Indien
- Littératures du Maghreb (à paraître)

CLEF : 57 bd des Invalides 75007 Paris Tel. 47.83.14.37

Expositions présentées et numéros de revues disponibles au Congrès de la FIPF-Thessalonique

MISSION LAIQUE FRANÇAISE
Enseigner Former Communiquer

Association fondée en 1902, reconnue d'utilité publique en 1907, LA MISSION LAIQUE FRANÇAISE diffuse la langue et la culture françaises à l'étranger, en particulier par un enseignement à caractère laïque et interculturel.

LA MISSION LAIQUE FRANÇAISE contribue à développer « la ressource humaine » par des actions :

- de scolarisation directe dans des établissements, dont des écoles d'entreprise;
- d'assistance technique et pédagogique dans les écoles gérées par d'autres institutions;
- de formation d'enseignants français et étrangers;
- de formation de cadres d'entreprises exportatrices;
- de communication et d'échanges interculturels.

MISSION LAIQUE FRANÇAISE
9, rue Humblot, 75015 PARIS
Tél. : (1) 45-78-61-71
Téléc. : 206011 F - Télécopie : 45-79-65-16.

VIENT DE PARAÎTRE

•

ANNUAIRE BIOGRAPHIQUE DE LA FRANCOPHONIE 1988-1989

•

4 000 références — 550 pages
cartonné 24 x 16 — prix 430 F

En vente à : Maison du dictionnaire
98, Bd du Montparnasse - 75014 Paris
Tél. : 43-22-12-93

EXPÉDITION FRANCO EUROPE : 470 F

•

PLUS D'ABONNÉ ABSENT

à votre service. Grâce au nouveau service des FTT, vous pouvez basculer automatiquement vos appels sur nos lignes, de sorte qu'il y a toujours quelqu'un qui répond pour vous à votre numéro.

Abonnement 180 F HT par mois.

GEICA PHONE : 42-96-41-12+ 86 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

ALLIANCE FRANÇAISE DE PARIS
Langue et civilisation françaises

En français, les Parisiens ont choisi l'Alliance Française. Plus de 4000 personnes nous font confiance quotidiennement. Rejoignez-nous.

FRANÇAISE DE PARIS
Langue et civilisation françaises
10, rue de Valenciennes - Paris 105
Tél. 44 44 38 28 - Téléc. 204941

MAI 68 ET LES FILMS POLITIQUES



Par IGNACIO RAMONET

LES fièvres électorales, ce printemps en France, ont estompé la célébration du vingtième anniversaire des événements de mai 1968. Les commentaires autour du livre d'Hamon et Rotman, *Génération* (1), et de la série télévisée qui en a été tirée, ont tenu lieu, semble-t-il, d'hommage officiel. Et unique.

Mais ces événements ne furent pas propres à la France; ailleurs dans le monde de nombreuses manifestations de rupture se produisirent cette année-là (2). C'est pourquoi, ces mois derniers, on s'est penché dans plusieurs pays sur les circonstances politiques et sociologiques ayant favorisé l'éclosion de tant de révoltes et la naissance d'une génération d'« enrégés ».

En Italie, par exemple, en juin dernier, dans le cadre du Festival international du téléfilm - Télécomfronto (3) - qui se tient chaque année à Chiavari-Terme (province de Sienne), une rétrospective des meilleurs documentaires de mai 1968 et un colloque international (4) ont permis, au cours de débats fort animés, de mieux comprendre, vingt ans après, les spécificités rhétoriques et esthétiques des films militants tournés dans le feu des événements.

En France, on le sait, la révolte étudiante est une sorte de prologue dans les milieux du cinéma : l'affaire de la Cinéma-thèque, qui devint vite une affaire d'Etat. Les manifestations organisées par les cinéastes et les cinéphilas en faveur d'Henri Langlois pour lui rendre la direction de la Cinéma-thèque firent, pour la première fois, reculer l'administration. « Ce gouvernement s'est vite aperçu, racontera plus tard François Truffaut, de la gaffe monumentale qu'il avait faite à propos de Langlois, et il a reculé. On peut dire que cela nous a prouvé qu'il faut demander dans la rue ce qu'on n'obtient pas dans les bureaux (5). » C'était en mars. Et à ces « manifs » participaient déjà, on le sait peu, cer-

tains de ceux qui allaient devenir les principaux animateurs de la révolte étudiante, comme Daniel Cohn-Bendit.

Les cinéastes qui avaient pris la tête de ce mouvement - Malle, Truffaut, Godard, Bérr, Lelouch, Resnais, Kaut, Chabrol, etc. - allaient ensuite, le 18 mai, interrompre pour la première fois de son histoire le Festival de Cannes avec le soutien de nombreux cinéastes et artistes étrangers comme Roman Polanski, Carlos Saura, Monica Vitti, Richard Lester... « L'idée, poursuit François Truffaut, était qu'il fallait être solidaire de tout ce qui se passait, au même moment, dans le pays. Cannes est un lieu clos, pendant le Festival on ne parle que de cinéma. Personne n'écoute les transferts, personne ne lit un journal. On fait des affaires, c'est tout. Alors les gens étaient très peu concernés. A peine comprenaient-ils ce qui se passait dans le reste de la France... personne ne semblait vouloir comprendre que le pays était paralysé et que c'était vraiment, simplement logique qu'on arrête cette festivité. »

Une semaine après, à Suresnes, naissent les États généraux du cinéma. Plus de mille six cents techniciens, metteurs en scène et acteurs se prononcent, au cours d'une assemblée houleuse, pour une réforme radicale : « Le cinéma en France, disaient-ils, est produit, diffusé et consommé dans des conditions d'esclavage engendrées par le système capitaliste, lui-même protégé par des organismes contrôlés par l'Etat. Toute libération du cinéma, toute création de structures nouvelles, doit commencer par une destruction des structures anciennes. La caractéristique du système est la recherche du profit. Les films, qui sont des œuvres, sont traités comme des denrées. La fabrication, la diffusion et la consommation de cette marchandise ne prennent qu'accessoirement en considération sa valeur artistique, critique et culturelle. Enfin, ils réclament pour les spectateurs, la « gratuité totale », le cinéma étant considéré comme « un besoin fondamental de la nature des citoyens ». Pas moins.

Mille idées pour militer



**OSER LUTTER
OSER VAINCRE**

FILM LONG MÉTRAGE N. BLANC

**AFFICHE
D'UN FILM D'INTERVENTION**

Un instrument de contre-propagande

Cette critique au vitriol et le pays en ébullition encourageant de nombreux jeunes cinéastes à filmer la rue, les barricades, les occupations d'usines, les grèves, les affrontements avec les CRS. Ils conçoivent leurs films comme des instruments de contre-information pour les opposer à « la propagande du pouvoir » (il n'y a alors, en France, que deux chaînes de télévision et un seul journal télévisé). Comme le dit le professeur Pepino Ortolano : « Ces films permettaient de critiquer la manière dont les communications de masse dominantes conditionnaient, non seulement l'opinion publique, mais également les structures profondes de la personnalité. »

Ce qui favorisait la puissante floraison de tant de films militants, c'est non seulement la motivation politique des cinéastes mais aussi l'accès relativement facile à des techniques modernes et légères de tournage : 16 mm, super 8, prise de son synchrone, vidéo. Mais filmer ne suffit pas, il faut que les films soient vus et que leur effet de contre-propagande touche le public. Aussi d'importants réseaux de diffusion sont mis sur pied par des partis ou

des organisations militantes. Les projections ne sont souvent que le prétexte à des débats politiques : les cinéastes élaborent des films courts, sur des sujets précis et récents - les « cinétracts » - qui mobilisent vite, encouragent les spectateurs à débattre, et leur fournissent mille idées pour militer.

Beaucoup de cinéastes se réfèrent à d'autres périodes politiques où le septième art joue un rôle important : ils pensent à la révolution soviétique et aux films de Dziga Vertov ou de Makhovine; ils citent les grands documentaires de Joris Ivens et d'Henri Storck. Certains réalisateurs de renom - Chris Marker, Jean-Luc Godard, Ugo Gregorini - filment à la base, au sein de collectifs, mettant en pratique les recommandations des États généraux du cinéma (6).

Nombre de films présentés à Chiavari-Terme - *A bientôt l'espérance, Classe de lutte, Mikono, Oser lutter, oser vaincre, La reprise du travail aux usines Wonder* - faisaient preuve, par ailleurs, d'un réel souci esthétique. Car, au-delà de la guerre politique, il s'agissait aussi d'une bataille pour l'« art prolétarien ».

CINÉMA DU RÉEL - Claire Devaux et Marie-Christine de Navacelle

★ Autrement, Paris, 1986, 128 pages, 80 F.

Cinéma du réel, c'est une autre façon de dire documentaire. Ce genre mal-aimé, pratiquement disparu des écrans mais qui revient aujourd'hui en force dans les meilleurs programmes de télévision : les magazines d'information.

Claire Devaux et Marie-Christine de Navacelle ont une connaissance profonde de ce cinéma et de ses meilleurs réalisateurs. Ceux-ci (Ivens, Rouch, Storck, Wiseman, Van der Keulen, etc.) s'expriment directement, expliquent leur méthode, leur manière d'appréhender « les événements et les milieux du monde tel qu'il est ». Le tiers de l'ouvrage est consacré à Raymond Depardon - auteur de *Faiz divers et Urgences* - qui donne son témoignage sur la « non-prospérité », rester modeste par rapport à l'image. »

J.R.

opposé à l'« académisme bourgeois », au « conformisme hollywoodien ». Plus tard, malheureusement, le succès de certaines thèses démocratiques - « les caméras aux ouvriers » - conduira le cinéma militant à multiplier les brouillons (7). Et le meilleur de sa créativité et de son invention filmiques sera finalement repoussé, sans être d'écrit, par la grande machine audiovisuelle : la télévision.

(1) Cf. *Le Monde Diplomatique*, février 1988.

(2) Cf. David Camer, 1968 dans le monde, Robert Laffont, Paris, 1983, 135 F.

(3) Lire l'article de Catherine Hamelin, « La difficile avoie du festival international de téléfilm », *Le Monde*, supplément radio-télévision, 12 juin 1988.

(4) Participaient à ce colloque, entre autres, Ivano Cipriani, Pepino Ortolano, Paolo Scaroni, Pat Holland, Harun Farocki, Franco Casetti et Giovanni Casone.

(5) François Truffaut in « Ce n'est qu'un début », numéro extraordinaire d'*Édition spéciale*, Paris, juillet 1968.

(6) On lira le bilan le plus complet de ce cinéma militant dans : Guy Hennebelle, *Cinéma et politique*, Payot, Paris, 1986.

(7) Cf. Ignacio Ramonet, « Le cinéma militant, crise d'un discours de pouvoir », in *Le Chantier-garçon des yeux*, Alain Moreau, Paris, 1981.

UNE VIE DE RAÏNER WERNER FASSBINDER - Robert Katz (traduit de l'allemand par Gérard Floquet)

★ Presses de la Renaissance, Paris, 1987, 217 pages, 140 F.

Rainer Werner Fassbinder souffrit toute sa vie de l'histoire de l'Allemagne comme d'une blessure. Et tous ses films sont une tentative désespérée de l'expliquer avec une identité. Robert Katz a écrit beaucoup plus qu'une biographie de l'un des plus importants cinéastes contemporains. À travers ses souvenirs personnels, les films et les interviews, il tente de tracer un portrait complexe et nuancé de Fassbinder et de sa génération. Au-delà du portrait de l'homme, avec ses contradictions, il s'efforce de faire revivre son rêve, en montrant comment sa vie est inséparable de toute l'histoire de l'Allemagne contemporaine, de ses mouvements politiques, de sa sensibilité. Aussi, l'ouvrage transcende-t-il l'histoire du cinéma pour éclairer l'histoire tout court.

J.-M.P.

**UN DIPLOME PROFESSIONNALISE
UNIQUE EN FRANCE**

NEGOCIER DECIDER

MAGISTÈRE

ARABE, CHINOIS, JAPONAIS, PORTUGAIS

**UNE FORMATION DYNAMIQUE DANS LE DOMAINE
DE LA NÉGOCIATION AVEC DES PARTENAIRES ÉTRANGERS**

ADMISSION SUR DOSSIER
ET ENTRETIEN APRÈS LE DEUG
OU LA LICENCE

BROCHURES SUR DEMANDE

MAGISTÈRE
UNIVERSITÉ DE PROVENCE
29, avenue R-Schuman
13621 Aix-en-Provence Cedex
tél. : 42-20-81-92, bureau 165

**LOPCE
PUBLIE**

**OBSERVATIONS
ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES**

Directeur des publications : Jean-Marcel JEANNENEY

Une Revue trimestrielle et une lettre mensuelle traitant sous ce titre :

- de la conjoncture mondiale et française ;
- de prévisions à court et moyen terme ;
- de l'économie de pays étrangers ;
- de théories et politiques économiques.

Dans le n° 24 de la Revue (juillet 1988)

- La monnaie française de 1878 à 1938.
- Le SME : performances et perspectives.
- Investissements français à l'étranger et rendements.
- La libération des prix des services : une solution pour l'emploi ?

ABONNEMENTS Tarifs 1988	LETTRE 10 n°/an	REVUE 4 n°/an	REVUE ET LETTRE
Institutions, entreprises	140 F	310 F	400 F
Particuliers	70 F	200 F	240 F

Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) - 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. 45-55-95-12

Dans les revues...

THE PACIFIC REVIEW. Une nouvelle revue consacrée au Pacifique, avec notamment des études sur la Thaïlande, Taïwan et le Japon. Lire aussi une très dense analyse de la puissance et de la stratégie des multinationales de la région Asie-Pacifique, qui donne une idée précise de l'explosion économique et financière que vit cette zone. (Vol. 1, n° 1, 1988, trimestriel, 17 livres. - Oxford University Press, Walton Street, Oxford OX2 6DP, Grande-Bretagne.)

FOREIGN POLICY. Une analyse de rôle de la politique étrangère dans la campagne présidentielle américaine et des grands problèmes extérieurs que le futur chef de l'exécutif devra affronter. (N° 71, été 1988, trimestriel, 5,25 dollars. - PO Box 984, Fairleigh, N.Y. 11737, États-Unis.)

L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN. Ce second numéro de la revue dirigée par Edgar Pisani est consacré à la question méditerranéenne. Lire aussi l'article de Claude Julien : « L'Europe, victime de l'économie ? » (N° 71, trimestriel, 75 F - 62, boulevard Gambetta, 75015 Paris.)

DOSSIER - NOTES ET DOCUMENTS. La périodique du groupe de recherche et d'information sur la paix reproduit dans son intégralité le texte de traités de Washington sur les INF et ses documents annexes. (N° 117-118, janvier, mensuel, 20 F. - 2, rue Richer-Landry, 95160 Montfermeil, 95001 France.)

ÉCHANGES. Un dossier sur le désarmement et le prix des armes réalisé notamment par A. Sangonnetti, B. Lacombe, P.-M. de La Gorce. (N° 223, juin, mensuel, 20 F. - 49, rue de Valenciennes-Palais-National, 75009 Paris.)

CRITIQUE COMMUNISTE. Un dossier sur « l'industrie des armes : désarmement et reconversion ». (N° 75, juin, mensuel, 28 F. - 2, rue Richer-Landry, 95160 Montfermeil, 95001 France.)

MÉDECINE ET GUERRE NUCLEAIRE. Un dossier très complet sur cette idée : « Cesser le feu nucléaire » et qui pose le problème de la poursuite des essais nucléaires. (M&L, trimestriel, 28 F. - 5, rue Les-Casas, 75007 Paris.)

VIRAGES. Une périodique analyse critique des effets du krach boursier d'octobre 1987 et du type de société développée par le capitalisme financier. (N° 13, juillet, mensuel, 100 F belge. - 18, rue de la Sablonnière, 1000 Bruxelles.)

SILENCE. La revue s'inspire sur l'utilité du revenu minimum garanti et tel qu'il est proposé, une étape vers le revenu de base. (Juin, mensuel, 12 F. - 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES. La plus grande partie de cette livraison est consacrée à la flexibilité du travail, sous ses différentes formes (cotés salariaux, salaires, statut de l'emploi, précarité, adaptation technologique, etc.). (N° 13, printemps, trois numéros par an, abonnement annuel : 28 dollars canadiens. - CP 206, Succ. C, Montréal, H2T 4K1.)

MARXISME TODAY. L'excellent et très ouvert mensuel du Parti communiste britannique se demande pourquoi la gauche flirte tant avec le marché. Également : une étude sur l'échec de la contre-révolution tchèque-rienne en Europe (Juin, mensuel, 1,10 livre sterling. 16 St-John Street, Londres EC1M 4AY.)

LE COURRIER DES PAYS DE L'EST. Une étude d'André Tiraspolky sur « la nouvelle stratégie du commerce extérieur de l'URSS vis-à-vis des pays occidentaux ». (N° 325, mai, mensuel, 45 F. - La Documentation française, Paris.)

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. « La jeunesse soviétique et la perestroïka » : à l'aide d'extraits de la presse soviétique, Robert Berton-Hogge dresse une synthèse des besoins et aspirations des jeunes en URSS et des moyens dont ils disposent pour s'exprimer. (N° 584, 24 juin, deux numéros par mois, 24 F. - La Documentation française, Paris.)

L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE. Numéro spécial consacré au christianisme en URSS et à « sa vie foisonnante au présent ». (N° 57, juin, mensuel, 28 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75009 Paris.)

PERSPECTIVES POLONAISES. Plusieurs articles sur la réforme politique en cours, en Pologne, et un extrait du rapport de la Banque mondiale sur la conjoncture économique. (1/1988, juin, trimestriel, 30,75 F. - Krakowskie Przedsiębiorstwo, 7, 00-068 Warszawa.)

CADIKOS. La Yougoslavie est-elle victime de ses « antagonismes ancestraux » ? La

revue tente de répondre à cette question, à l'aide d'études sur les institutions politiques et économiques, les problèmes de religion et de nationalité. (N° 41, été, trimestriel, 18 F. - Villa Moyse, 122, rue de Lussimont, CH-1211 Genève 21.)

DÉFENSE NATIONALE. La première partie d'un dossier sur l'espèce : une étude sur la Mongolie dans la stratégie soviétique ; une analyse du système politique et des tensions sociales au Sénégal. (Juillet, mensuel, 38 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

REVUE TIERS-MONDE. Des thèmes d'une brûlante actualité : la désintégration de l'Afrique subsaharienne, la conversion de créances dans les pays débiteurs, les échanges économiques euro-arabes, etc. Guy Carre s'efforce à cerner le rapport entre relations industrielles et industrialisation du tiers-monde. (Tome XXIV-N° 114, avril-juin, trimestriel, 100 F. - PUF, Paris.)

NICARAGUA AUJOURD'HUI. Un dossier sur la question agitée en Amérique centrale. (N° 46-47, été, trimestriel, 28 F. - 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

EL NUEVO PERIODISTA. Nouvelle magazine, plus moderne, pour ce magazine politique argentin. À lire : une analyse de « ce qui reste du plan Austral » par Carlos Abello et un article de Carlos Gabetti sur la situation politique en Argentine. (N° 194, 16 juin, hebdomadaire, 15 australas. - Venezuela 242, 1695 Buenos-Aires.)

AFRIQUE CONTEMPORAINE. « Les Afriques en l'an 2000 : perspectives économiques », sous la direction de Philippe Hugon. (N° 146, deuxième trimestre, trimestriel, 45 F. - La Documentation française, Paris.)

POLITIQUE AFRICAINE. L'histoire tourmentée des rapports entre Noirs et Arabes. (N° 38, juin, trimestriel, 70 F. - Karthala, Paris.)

Colloques et rencontres

● **L'IMAGE CULTURELLE DE LA FRANCE À L'ÉTRANGER**. Colloque organisé par l'Institut de recherche sur l'économie culturelle internationale et par la chaire de Villeneuve-les-Avignon, les 25 et 26 juillet, à Villeneuve-les-Avignon, avec la participation de notre collaborateur Bernard Cassin. (IRECI, 11, rue Navarin, 75009 Paris.)

● **DETTE, DROITS DE L'HOMME, DÉMOCRATIE**. Session internationale de l'Université de paix, à Bruxelles, du 29 août au 3 septembre. (MJC et Douvroux, 11, boulevard Camille-Hélie, BP 121, 20174 Douvroux Cedex. Tél. : 98-92-97-23.)

● **ÊTRE GAGNANTS AVEC LES PERDANTS : STRATÉGIES COLLECTIVES ET NOUVELLES SOLIDARITÉS EN EUROPE**. Séminaire de l'Institut européen interuniversitaire de l'action sociale, du 19 au 23 septembre, à Clairvaux (Limousin). (IELAS, 179, rue du Débarcadere, 6001 Marcinelle, Belgique. Tél. : (071) 36-62-73.)

LES MINORITÉS

La brûlante

JEAN-PIERRE PALME

C'est peu dire que l'Europe

est le théâtre d'une véritable

révolte des minorités. Les

minorités sont partout, dans

l'Europe, et elles sont de plus

en plus nombreuses. Elles

sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

Elles sont de plus en plus

organisées, elles sont de plus

en plus conscientes de leur

force, elles sont de plus en

plus actives, elles sont de plus

en plus exigeantes, elles sont

de plus en plus nombreuses.

les livres

LE REPROCHE D'ANTISEMITISME

Une essentielle fragilité

* L'HITTÉRIEN, de René-Victor Pilhes, Albin Michel, Paris, 1988, 198 pages, 79 F.

QUI n'a pas connu les trames traversées par le héros du dernier roman de René-Victor Pilhes ? *L'écritain antifasciste Urbain Gorenfan* (c'est ainsi que se définit à longueur de pages ce personnage coruscant qui parle volontiers de lui-même à la troisième personne), fils d'une farouche résistante, héros du combat anticolonialiste et des bagarres de rue contre les néofascistes français, subit la disgrâce de s'entendre taxer d'antisémitisme parce qu'il affirme sa solidarité avec les Palestiniens contraints depuis bientôt un demi-siècle à l'exil, comme avec ceux qui subissent un jour israélien sans cesse plus rigoureux dans les territoires occupés. Il s'estime victime de ce qu'il nomme la « loi de Lévy », raco-uvré évoquant une phrase frivole de Bernard-Henri Lévy selon laquelle désormais « l'antisémitisme sera antisioniste ou ne sera pas ». Je me souviens d'Anita Francos, si proche des Palestiniens, auxquels elle consacra un beau livre, et dont le ceruvel, au funeste mois de janvier dernier, était ponctué d'une gerbe envoyée par M. Yasser Arafat : l'été de l'intervention israélienne au Liban, nous décidâmes de n'en pas parler. Déchirée par un événement qu'elle réprouvait, elle refusait néanmoins de l'entendre condamner par un non-juif. Tout un été, elle m'appela « l'Artye ». Ces choses-là sont rudes. Mais comment ne pas comprendre qu'elles l'étaient davantage pour elle que pour moi ?

Un tel sujet semblait fait pour l'essai. Il eût été d'une banalité affligeante. Poser que la condamnation d'une certaine politique de l'Etat d'Israël ne signifie en aucun cas oubli de la Shoah, cela ne vaut même pas les lignes qu'il faut pour l'écrire. Rappeler que le massacre des innocents de jadis ne peut d'aucune manière cautionner la turberie des enfants palestiniens d'aujourd'hui relève de la même évidence. Expliquer que, contrairement à la « loi de Lévy », un « sionisme » aveugle, inconditionnel, est le plus sûr levain d'un nouvel antisémitisme ne mérite assurément pas d'amples développements.

Un roman ne risquait-il pas d'être sec, manichéen, avec des personnages portant leur thèse comme une bannière à slogan ? Ecrit par un autre, il l'eût été sans doute. Mais dans le jardin bien peigné et soigneusement ratissé du roman français, Pilhes est à peu près le seul à s'inventer un coin de jungle. Il mettrait vie et passion dans l'annuaire téléphonique. *L'Hittérien* raconte un hittérien, « l'écritain antifasciste Urbain Gorenfan », sa mère merveilleusement expéditive, quoique monogamiste, mais aussi un festival de musique à Tonnombres, la préparation d'un cochon de lait selon une ancestrale recette, un ami qui meurt d'un cancer...

TOUILLEUR d'idées comme de personnages, ce vif et subtil roman nous donne à penser sur bien autre chose que les évidences rappelées plus haut. Car Urbain Gorenfan, malgré sa dialectique impeccable, n'est point à l'abri du reproche d'antisémitisme. Victime sans doute d'un injuste ostracisme, il dérape, se laisse emporter. Pilhes nous dit à travers lui l'essentielle fragilité des écrivains, écorchés vifs atteints d'une hypertrophie chronique de l'égo, qui, à la première méchante critique, orientent au complot international. La *Propagandastaffel*, naguère, sut à merveille jouer de cette maladie professionnelle.

Sur Israël et les territoires occupés, laissons Urbain Gorenfan et Elie Wiesel, et relisons la fameuse lettre de Woody Allen au *New York Times* : le saltimbanque est ici meilleur que les écrivains, fussent-ils prix Nobel de la paix ou enfant de la légendaire Tonnombres...

GILLES PERRAULT.

ÉCONOMIE

LES DÉSORDRES FINANCIERS. De la crise boursière à la crise financière. — Denis Clerc
* Syros, coll. « Alternatives Économiques », Paris, 1988, 192 pages, 89 F.

Quelques mois après le séisme boursier d'octobre 1987, Denis Clerc présente, sous une forme remarquablement accessible, un panorama éclairé des multiples déséquilibres financiers mondiaux. Partant de la finalité théorique des circuits financiers, l'orientation de l'épargne vers l'investissement, il dépeint les problèmes contemporains (la crise boursière, l'endettement du tiers-monde, les déficits américains...) en les rapprochant de précédents connus de l'histoire du capitalisme occidental.

Ce tableau le conduit à s'envisager une réorption des désordres actuels qu'à trois conditions paraissent aujourd'hui bien loin d'être remplies : la mise en œuvre de politiques économiques complémentaires aux États-Unis, au Japon et en RFA ; une réduction des flux internationaux de capitaux ; un allègement du fardeau de la dette du tiers-monde. De nombreux encadrés permettent par ailleurs de comprendre et d'appréhender le complexe des techniques financières récentes telles que le SME, le MATIF ou les options.

DOMINIQUE GARABOL.

L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE. — Philippe Norel et Eric Saint-Alary
* Syros, coll. « Alternatives Économiques », Paris, 1988, 197 pages, 49 F.

L'ambition de ce petit livre clair et réaliste est de proposer, sur un sujet des plus complexes, une synthèse accessible au plus grand nombre. Trois grands chapitres qui cernent de façon méthodique les faits, les prises de position et les enjeux qui font de la dette du tiers-monde — plus de 1000 milliards de dollars — la grande faille de l'économie mondiale. Une démonstration que les auteurs ont voulu pédagogique mais pas schématique. Une initiation de qualité au feuillet de la dette, des stratégies du Fonds monétaire international à la détermination des pays débiteurs.

CAROLE DANY.

LES DROITS DE L'HOMME. — Une responsabilité commune
* Bureau international du travail, Genève, 1988, 78 pages, en vente à Paris, 206 boulevard Saint-Germain, au prix de 90 F.

Fort opportunément, dans son rapport à la Conférence internationale pour le droit du travail, le directeur général du BIT rappelle la philosophie des principes guidant l'action de son organisation. En particulier, celui du dialogue avec les forces productives, alors que la crise économique mondiale produit ses effets destructeurs.

ROSELENE DOUSSET-LEENHARDT.

EUROPE

L'ESPAGNE À LA CROISÉE DES CHEMINS. — Jean-François Daguan
* Publibud, Toulouse, 1988, 208 pages, 46 F.

Ce titre bien banal introduit à un ouvrage tout à fait passionnant. L'auteur, spécialiste des questions de défense de l'Europe du Sud, expose la nouvelle politique de l'Espagne en matière de haute technologie et de stratégie militaire. Les gouvernements démocratiques, depuis le mort de Franco — explique l'auteur — ont défini une politique industrielle volontariste afin de développer les moyens de défense et de favoriser la modernisation technologique.

Alors que les socialistes au pouvoir depuis 1982 ont soumis l'économie du pays à un véritable traitement de choc (réduction du déficit budgétaire, baisse de l'inflation, restructuration industrielle, essor de l'industrie électronique et informatique), l'auteur montre comment les industries liées à la défense (l'Espagne est le onzième exportateur d'armes du monde) sont devenues les instruments privilégiés pour mener à bien l'expansion générale des secteurs de pointe.

IGNACIO RAMONET.

CULTURE

L'OISEAU CHANTE D'APRÈS LE BEC OUL'A. — Textes rassemblés par Ghislain Ripault et Jean-Michel Morel
* Souffles-Ville de Montréal, Paris, 1988, 132 pages, 90 F.

Chaque année, la direction des affaires culturelles de la ville de Montréal organise de passionnantes « Rencontres » entre écrivains français et étrangers ainsi que des débats avec le public autour d'un thème précis. Cette année par exemple, le 9 juin, une quarantaine de poètes et de romanciers d'une dizaine de pays ont longuement discuté sur un sujet fort actuel : littérature et audiovisuel. Ces ouvrages rassemblent les communications et les textes des rencontres de l'an dernier sur les thèmes : « langues et identités culturelles » et « la fonction sociale de l'écrivain ». Dans son avant-propos, l'auteur sud-africain Breyten Breytenbach constate que « malgré une vie littéraire intense, on ne peut plus parler de Paris comme d'un « pôle de référence littéraire internationale ».

Les Rencontres de Montréal voudraient être ce « pôle ». Tchicaya U'Tam'si, Abdellatif Laïbi, Viviane Forester et Edmond Limonov, entre autres, définissent leurs conceptions des langues dominantes et des langues dominées. Quant à la fonction sociale de l'écrivain, Jean-Michel Palmer, Michel Deguy, Amélie Vazquez, Mongo Beti, Nedim Güzel, entre autres, estiment que pour mieux affirmer la responsabilité politique et la défense des droits de la personne, l'écrivain doit faire preuve, aussi, d'auto-critique et d'humilité.

I. R.

HISTOIRE

LA GUERRE DANS L'HISTOIRE DE L'OCCIDENT. — Michael Howard
* Fayard, Paris, 1988, 167 pages, 98 F.

Entre la chevalerie et l'arme nucléaire, la guerre en Europe n'a cessé de passer à la vitesse supérieure : aux États de guerre, aux guerres mondiales, aux guerres civiles, elle s'organise aujourd'hui sur le terrain, par étapes, quand, par exemple, elle consiste à la pique du pistolet et du mousquet, et non l'inverse, où que l'artillerie doit tirer « avant » (Machiavel). D'où la nécessité de la manœuvre, donc de la discipline. D'où celle, aussi, d'une efficacité administrative complète. Carnes expliquent que « la guerre est une affaire violente », pas un conflit entre les troupes des rois. Jomini, Clausewitz, glorieux. Interviennent alors la vapeur, le chemin de fer, le télégraphe, les branches scientifiques et même le correspondant de guerre, ce génial. Avec une assurance justifiée, talent, humour, Michael Howard nous propose un maître livre. Rien de plus normal qu'une réédition.

GEORGES BUIS.

LA RÉVOLUTION EN QUESTIONS. — Jacques Solé
* Seuil, coll. « Points-Histoire », Paris, 1988, 418 pages, 44 F.

Le premier souci de l'auteur est « pédagogique » : permettre au lecteur de suivre la « révolution historiographique » — qui n'a rien à voir avec le révisionnisme réactionnaire de quelques-uns — à laquelle est soumise, depuis une vingtaine d'années, cette période de l'histoire de France, de la part de nombreux historiens, notamment anglo-saxons. Leur point de vue décourage et transforme notre compréhension des événements de la décennie 1789-1799. D'abord, en se dégageant du centralisme parisien pour s'intéresser davantage à la diversité des provinces. En faisant mieux apparaître, ensuite, au-delà des fluctuations politiques de minorités urbaines, la pluralité des forces économiques, sociales et idéologiques qui a revêtu la Révolution, au jour le jour, pour l'ensemble des Français, restant à la fois sa complexité et ses contradictions.

Sans flâner les controverses, ce travail exigeant, qui suppose comme l'histoire événementielle, « refuse les affrontements stériles » pour mieux les éclairer. Ainsi, présentée sous forme d'état des différentes questions posées à la Révolution par les historiens, l'ouvrage de Jacques Solé constitue un vade-mecum d'actualité pour qui veut que ce événement ne se fige pas dans le drapé de sa future célébration, mais demeure véritablement « vivant parmi nous ».

RENÉ BAYSSIÈRE.

VILLES

ATLANTE STORICO DI MILANO. CITTÀ DI LOMBARDIA. — Virgilio Vercellotti
* Officina d'arte grafica, Milan, 1988, 200 pages, format 34,5 x 42 cm, 300 000 lire.

Dans cet atlas sont reproduites des cartes où se lit l'histoire de la ville la plus importante de la vallée du Pô : d'abord les Romains aux photos par satellite, en passant par la cité médiévale, le Renaissance, la Contre-Réforme et la domination espagnole, l'Europe de la Révolution et de Napoléon, l'essor industriel. À côté des plans de la ville et des quartiers, des cartes de la Lombardie et de l'Italie du Nord, figurent les illustrations qui donnent à l'espace milanais sa troisième dimension : vues de la ville, véhicules, monuments.

A l'intérieur du matériel iconographique est insérée une série d'articles ayant pour thèmes les édifices, les canaux, les chevaux ou les tramways, la cartographie. Chaque fois, ce qui est vu, c'est une donnée historique à l'échelle de l'Europe, telle qu'elle est vécue concrètement en Lombardie. Au travers des macro et des micro-objets, des statistiques, apparaît la volonté des hommes de Lombardie de faire une ville : Mir Milan dans l'espace lombard, aujourd'hui l'espace lombard comme unique ville polycentrique. Ce très beau livre est un acte politique : il fait des gens de Lombardie les protagonistes d'une histoire qu'ils saisissent mieux en Europe qu'en Italie.

CLAUDE AMBROISE.

ISTANBUL. Gloires et dévies. — Recueil dirigé par Sarah Vane
* Autrement, Paris, 1988, 228 pages, 85 F.

Dirigé par le professeur Sarah Vane, cet ensemble de textes plonge le lecteur dans une profonde nostalgie. Byzance, Constantinople et aujourd'hui Istanbul, rien n'y manque. En prenant soin d'éviter les trop nombreux clichés, les auteurs retracent les charmes passés de cette ville phare. De la cathédrale Sainte-Sophie aux quartiers européens de Pén, en passant par les villages de Bosporus et les quartiers des minorités, l'auteur décrit de cette capitale décline n'en finit pas de survie malgré les assauts répétés d'une modernité fille de l'Asie et des bidonvilles.

CHRISTOPHE CHICLET.

LISSBONNE. La nostalgie du futur. — Sous la direction de Michel Chandeigne
* Autrement, Paris, 1988, 218 pages, 85 F.

Cette juxtaposition de presque quarante « impressions » de Lisbonne peut justement agacer avant un séjour dans la capitale portugaise. Elle prend tout son sens sur place, dans cette capitale pharaonique à l'infinité, dont la topographie est un défi à la synthèse, à la forme géométrique, « ville-labyrinthe-éléphant », ville sacrée dont l'incandescence apparente signe la rationalité. Ce *Lisbonne* reflète brillamment quelques-unes des mille facettes de la capitale ; d'autres auraient pu être évacuées, concernant notamment l'art de la météorologie. La météorologie portugaise est sans doute la seule en Europe à être encore habitée par son peuple, avec ce que cela suppose, dans ce pays-là, de pauvreté, voire de détresse. Mais 1993 pourrait, pour Lisbonne, être un symbole plus bouleversant encore que le terrible séisme de 1755 : la « modernité » de l'argent, sans effacer pour autant les stratifications sociales, est à l'œuvre, qui va sans doute « assombrir » Lisbonne, où l'on ne se perd pas plus.

JACQUES DECORNOY.

CAYENNE, VILLE CRÉOLE ET POLYETHNIQUE. — Bernard Chevabini
* Éditions Karthala/CENADOM, Paris, 1988, 280 pages, 120 F.

Cayenne, ville et port mythique, abrite une population qui groupe plus de la moitié de la Guyane tout entière. Amérindiens, descendants d'esclaves, Chinois, Européens, Antillais de la Guadeloupe et de la Martinique, Saint-Lucien, Brésiliens, Haïtiens, Hmongs, composent un paysage ethnique très varié et qui est aujourd'hui en accroissement rapide. C'est à travers un essai d'anthropologie urbaine que nous sont présentés la réalité quotidienne de la société guyanaise et le difficile équilibre entre les communautés. Une passionnante étude, très fouillée, de la constitution des différents quartiers, et notamment de l'évolution des classes moyennes dans le tissu urbain. Un aperçu de la culture contemporaine guyanaise, souvent méconnue, à travers la vie et l'expansion de Cayenne.

C. D.

UNE LITTÉRATURE SANS FRONTIÈRE

La culture contre le cadastre

HISTOIRE DE TONLE, par Mario Rigoni Stern (traduit de l'italien par Claude Ambroise et Sabina Zanon Dal Bo. Préface de Claude Ambroise). — Verdier, Lagrasse, 1988, 124 pages, 75 F.

DANS l'Europe en gémisse — l'Europe des Douze, mais aussi cette *Mittel-Europa* que n'a pas assassinée l'histoire contemporaine et, plus loin, l'Europe à la marge de l'Asie — le thème de la frontière a resurgi, qui n'est pas près de disparaître. Et déjà, alors que gabelous et policiers demeurent en fonction, la grande question se dresse de savoir si cette aire culturelle, à la fois unique et plurielle, sera l'« Europe sans frontière » qu'esquissait François Perroux, ou une forteresse ayant ses souvenirs pour destin.

Thème qui resurgit, donc thème ancien et qui est bien sûr pour foyer privilégié, dans la vie quotidienne comme dans la littérature, l'empire austro-hongrois. La frontière austro-russe, lieu d'exil, d'échanges marchands, d'espionnage, a inspiré quelques-unes des plus belles pages de *La Marche de Radetzky*, de Joseph Roth. A l'autre extrémité, Stefan Zweig a décrit son passage en 1917 de la frontière austro-roumaine, « cette étroite juxtaposition dans l'espace » d'un monde où l'on raillait les hommes pour la guerre et d'un autre où les paysans fumaient leur pipe au soleil. C'est à la frontière aussi — et quelle frontière : Trieste ! — qu'un génie du lieu, Umberto Saba, allait discuter avec un autre géant du verbe, Italo Svevo, qui s'appelaient Ettore Schmitz. Non loin de là, dans ce nord des confins en sang, en 1916, un certain Robert Mual sortait de l'enfer des canonnades porteur d'une œuvre cardinale du siècle (1).

Tout avait donc été écrit, pouvait-on penser. Et voici une des plus belles histoires de la frontière narrée par un auteur au double nom symbolique, mariant l'italien — Rigoni — et l'allemand — Stern — et qui, de plus, vit là où fut la ligne de partage entre empire et royaume, sur le plateau d'Asiago où, nous dit le préfacier, il a été employé du cadastre.

Or, dans ce livre, tout est affaire de cadastre, de délimitation, mais aussi de franchissement de la ligne, de violation du tracé par l'homme — le Tône du roman — qui de contrebandier devient citoyen (illégal) de l'Europe autrichienne avant l'annihilation du plateau frontalier par la guerre. Autre symbole : cette guerre moderne nie la frontière, grâce à ses tirs de canons à longue portée et à l'avion, qui apparaît.

Tône faisait donc de la contrebande en la dernière partie du XIX^e siècle, là où se côtoyaient « les douaniers royaux » italiens et les gendarmes pardant « le territoire de François-Joseph ». La grande politique avait fixé son destin depuis qu'en 1866 le rattachement de la Vénétie (auparavant autrichienne) fit passer la frontière par son village. Mais Tône ne se contente pas d'abolir les limites nationales : il y a en lui de l'internationalisme, du socialisme. Et son histoire est celle d'une extraordinaire errance. Pour avoir blessé un douanier, il fuit du côté austro-hongrois et le voici mineur, puis colporteur, autre métier sans frontière. Il ira jusqu'aux Carpates vendre ces images, ces chromos dans les pauvres ormes leurs murs. Il sera aussi jardinier à Prague, gardien de chevaux en Hongrie.

MINISTÈRE, bien plus tard, il peut rentrer chez lui légalement, mais aussi de franchissement de la ligne, de violation du tracé par l'homme — le Tône du roman — qui de contrebandier devient citoyen (illégal) de l'Europe autrichienne avant l'annihilation du plateau frontalier par la guerre. Autre symbole : cette guerre moderne nie la frontière, grâce à ses tirs de canons à longue portée et à l'avion, qui apparaît.

JACQUES DECORNOY.

(1) Joseph Roth, *La Marche de Radetzky*, Le Seuil, Paris, 1982. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Albin Michel, Paris, 1948. Italo Svevo, *Le Destin des souvenirs*, Rivages, Marseille, 1985. Umberto Saba, *Comme un vieillard qui rêve*, Villa Médicis-Alphée, Paris, 1983. Mario-Louise Roth, *Robert Mual, biographie et destins*, Érudition, Paris, 1980. Il est significatif que Roland Clément titre *La Frontière invisible* son très bel essai sur la société contemporaine, Publibud, Paris, 1988.

du

UN PAYS DE PRÉJUGE. Essai sur l'histoire des préjugés. — Pierre-André Taguier
* Le Débat, Paris, 1988, 200 pages, 100 F.

Si on veut qu'il y ait des préjugés, il faut en avoir. C'est la thèse de Pierre-André Taguier, dans ce livre qui est une véritable enquête sur l'histoire des préjugés. L'auteur, qui est un historien de la pensée, nous fait découvrir comment les préjugés ont été utilisés par les hommes pour justifier leurs actions. Il nous montre que les préjugés sont une partie intégrante de la culture humaine, et qu'ils ont joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité.

Le préjugé est une notion complexe, et il est difficile de le définir. Mais Taguier nous propose une définition simple : le préjugé est une opinion formée sans examen critique. Il est basé sur des croyances, des traditions, ou des émotions. Il est souvent transmis de génération en génération, et il peut être très difficile à changer.

Taguier nous fait découvrir comment les préjugés ont été utilisés par les hommes pour justifier leurs actions. Il nous montre que les préjugés sont une partie intégrante de la culture humaine, et qu'ils ont joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité. Il nous fait découvrir comment les préjugés ont été utilisés par les hommes pour justifier leurs actions. Il nous montre que les préjugés sont une partie intégrante de la culture humaine, et qu'ils ont joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité.

La notion de préjugé est complexe, et il est difficile de la définir. Mais Taguier nous propose une définition simple : le préjugé est une opinion formée sans examen critique. Il est basé sur des croyances, des traditions, ou des émotions. Il est souvent transmis de génération en génération, et il peut être très difficile à changer.

CLAUDE LIAISON.

LA CRISE AFRICAINE. Quelle politique pour le continent ? — Jacques Decornoy
* PUF, coll. « Politique d'Afrique », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

La crise africaine, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est le résultat de plusieurs facteurs. Elle est le résultat de la décolonisation, de la guerre froide, et de la mondialisation. Elle est le résultat de la crise économique, de la crise politique, et de la crise sociale.

La crise africaine est une crise complexe, et elle nécessite une réponse complexe. Elle nécessite une réponse politique, économique, sociale, et culturelle. Elle nécessite une réponse africaine, et elle nécessite une réponse internationale.

La crise africaine est une crise complexe, et elle nécessite une réponse complexe. Elle nécessite une réponse politique, économique, sociale, et culturelle. Elle nécessite une réponse africaine, et elle nécessite une réponse internationale.

GEORGES MESSIAEN.

LA DÉTTE DU TIERS-MONDE. — Jacques Decornoy
* PUF, coll. « Politique d'Afrique », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

La dette du tiers-monde est une dette complexe, et elle nécessite une réponse complexe. Elle nécessite une réponse politique, économique, sociale, et culturelle. Elle nécessite une réponse africaine, et elle nécessite une réponse internationale.

LA DÉTTE DU TIERS-MONDE. — Jacques Decornoy
* PUF, coll. « Politique d'Afrique », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

LA DÉTTE DU TIERS-MONDE. — Jacques Decornoy
* PUF, coll. « Politique d'Afrique », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

du mois

SOCIÉTÉ

LA FORCE DU PRÉJUGÉ. Essai sur le racisme et ses doubles. — Pierre-André Taguieff
★ Le Découverte, Paris, 1982, 648 pages, 280 F.

En ce sens qu'il refuse les facilités de l'émancipation et en dénonce la misère intellectuelle, le livre de Pierre-André Taguieff est un livre difficile. Mais un livre qui mérite attention parce qu'il est la recherche rigoureuse d'une cohérence face à la controverse idéologique de la nouvelle droite (le GRECE) et politique du national-populaire (nationalisme du phénomène Le Pen). Ce qu'il propose, c'est le pari de faire de l'antidémocratie autre chose que le double du racisme, de prendre en charge, comme une tâche à résoudre, les tensions entre la « barbarie universaliste » et la « barbarie différentielle », de « représenter l'universalisme fondateur de la philosophie républicaine ». En cela, P.-A. Taguieff ne se complait pas dans la répudiation simpliste de l'utopie, qui a tenu lieu de pensée, ici, depuis une décennie.

Son ouvrage impose le débat, et c'est un grand mérite. Mais il ignore à peu près totalement la longue page coloniale de l'histoire occidentale, qui est une couche géologique de notre racisme. La guerre d'Algérie dont le travail de deuil, lui, reste à faire, cette obsession islamique de la conscience occidentale, montrent les contradictions d'une propension à l'universalisme abstrait.

D'autre part, le culte de la différence, dont l'auteur fait un culte (parce que le racisme le « retourne » à son profit) en appuyant sur quelques citations d'anthropologues, n'est-il pas le sentiment dominant ? Que diable ! Le vrai problème demeure entier : l'Occident, qui a construit un monde à sa mesure ne parvient pas à le penser. Il n'a guère qu'occulté sous l'assimilationnisme et un traitement ethnographique de l'autre (inspiration du colonialisme). A cet égard, les années 1950-1975 ont été une fausse sortie de l'européocentrisme structuré.

Les voies d'accès à l'universel, fragiles, passent par la capacité d'innovation des sociétés dans-monde à partir de leurs héritages. « Quand je choisis d'être arabe, je choisis aussi ma part d'Occident », dit Michel Kilo (auteur du film *Nosor* en Galilée). Toutes les récurrences devraient être assés vraies. Encore faudrait-il que la domination de l'Occident n'impose pas la définition de l'universalité à construire, ni un échange infatigable et destructeur entre cultures.

CLAUDE LIAUZU.

RÉFUGIÉS. La dynamique du déplacement. — Rapport à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales
★ Berger-Levrault, Paris, 1982, 179 pages, 75 F.

Cette étude sur les déplacements massifs de population — il y a plus de trente millions de réfugiés dans le monde — ne se contente pas de présenter une photographie d'un des drames de l'époque. Les chercheurs de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales font une analyse détaillée des politiques d'immigration, ainsi que des phénomènes d'urbanisation, et de la « fuite de l'asile » vécue par des millions d'êtres. Ils estiment que « les droits des personnes déplacées ne sont pas pleinement reconnus par le droit international ».

Ce livre est aussi un guide pour l'action, proposant la mise en place de « systèmes de priorités » assortis d'une « planification préalable de l'intervention ». Reproche est fait aux pays les plus prospères de ne pas assumer leurs responsabilités à l'égard des demandeurs d'asile et, plus généralement, de ne pas procéder à une approche nouvelle des relations internationales : « Par leurs ventes d'armes et leur politique d'assimilation des prix des matières premières, ils ont permis ou provoqué indirectement des circonstances génératrices de réfugiés ».

J. D.

LE SPORT EN OTAGE. — Jean-François Bourg
★ La Table Ronde, Paris, 1988, 228 pages, 80 F.

Barolo 88, Wimbledon, Tour de France, Jeux olympiques... les grands événements sportifs, relayés massivement par la télévision, sont désormais suivis par des millions, voire des milliards de téléspectateurs. Les athlètes, les vedettes du sport, font rêver le monde, leurs performances suscitent l'admiration, leurs performances fascinent. Pourtant, explique Jean-François Bourg, le sport est pris aujourd'hui en otage. Il est l'otage de l'argent, de la télévision, des firmes multinationales, du dopage, de la triche et de la politique.

L'auteur — à l'aide de tableaux précis, de chiffres fréquents et d'informations inédites — passe en revue chacune des grandes maladies du sport moderne. Truffé d'exemples concrets, ce livre se lit d'un trait et permet de mieux mesurer tout ce qui, bon stades, se joue dans les prochains Jeux de Séoul.

I. R.

AFRIQUE

LA CRISE AFRICAINE. Quelle politique de coopération pour la France ? — Franck Magard et Nicolas Terzer
★ PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », Paris, 1988, 250 pages, 140 F.

Les auteurs, maîtres de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, font le point sur les principales questions économiques qui assaillent l'Afrique noire d'expression française.

Ils dressent d'abord en détail le constat de l'effacement continu de l'Afrique, plaidant pour le réajustement de la dette et pour l'apport additionnel net de ressources recommandé par la Banque mondiale. Mais les politiques sectorielles de développement exposées dans la deuxième partie préconisent une rupture radicale avec les pratiques antérieures des projets coloniaux et inefficaces, qualifiés d'« éléphants blancs ». Enfin, le troisième partie s'adresse aux dirigeants français : « Quel rôle pour la France en Afrique ? ». Disposant de moyens limités, ce pays devrait « jouer un rôle moteur au sein des instances multilatérales » (vous savez quel est ce rôle ?) et « jouer un rôle moteur au sein des instances multilatérales » (vous savez quel est ce rôle ?).

GEORGES BENSARD.

LE TOGO. Des origines à nos jours. — Robert Cornu
★ Académie des sciences d'outre-mer, Paris, 1988, 589 pages, 120 F.

Robert Cornu, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences d'outre-mer, com-

SOURCES D'INFORMATION SUR L'AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE ET MADAGASCAR. — Laurence Porras (ORTOM, Paris, 1988, 389 pages, 150 F) : liste des centres de recherche, d'archives et de documentation en France et dans les pays concernés.

LA DETTE DU TIERS-MONDE. (Coopération internationale pour le développement et la solidarité, Bruxelles, 1988, 44 pages) : propositions de quatorze organisations non gouvernementales catholiques d'Europe et d'Amérique du Nord.

PROSPECTS FOR AFRICA (Boulder and Stoughton, Londres, 1988, 97 pages) : un rapport spécial de Save the Children Fund et Overseas Development Institute.

LES ECONOMISTES CLASSIQUES. — Marie-Martine Sabot, Yvette Kanan (Hachette, Paris, 1988, 266 pages, 64 F) : d'Adam Smith à Ricardo et de Stuart Mill à Karl Marx.

GUIDE PRATIQUE DU COMMERCE INTERNATIONAL. — Sylvie Brummann (Librairie de la Cour de cassation, Paris, 1988, 238 pages, 160 F) : pour préparer les entreprises au marché unique européen.

THE FIRST 100 DAYS (International Coordination Committee for Non Governmental Organizations on the Question of Palestine, PO Box 127, 5, rue des Morillons, 1211 Genève 20, 1988, 213 pages) : chroniques de l'insurrection palestinienne en Cisjordanie et à Gaza.

Vient de paraître
Le DICTIONNAIRE des DÉCIDEURS de l'économie Française 1988
Des milliers d'informations sur les hommes et leurs entreprises (C.A. > 50 millions de francs)
296 pages, relié, 1.200 F TTC franco
SEPP : 10, rue Chaucat - 75009 PARIS
Tél : (1) 45.23.30.00

Un Israélien témoigne : « Le Vent jaune »

Par YVES FLORENNE

Il avait treize ans lors de la guerre de Six Jours, et il baignait dans l'exaltation que connaît soudain un Israélien menacé, investi de toutes parts, en remportant cette victoire foudroyante. Aujourd'hui, il découvre, sans aucun plaisir, ce que fut l'ivresse « d'entrer chez l'ennemi ».

« L'émotion érotique du premier contact entre l'occupant et l'occupé », c'est qu'à vingt ans de distance, un sage de ces territoires occupés lui apprend ce qu'il aurait peut-être préféré ignorer : combien le rôle d'occupant, dans la jouissance qu'il y trouve, « convient à l'homme ».

Car pendant une douzaine d'années, David Grossman s'épargne ce qu'il présenterait comme un devoir : voir et savoir. Puis il se sent irrésistiblement poussé à écrire sur l'occupation : « Je ne pouvais comprendre comment un peuple entier, le mien, consentait à se conclure en occupant sans sombrer dans l'amertume. » Ce fut un roman qu'il écrivit.

La réalité dépassait l'imaginaire. Maintenant, il a vu et il sait. Vous ne le croiriez pas, ni son livre (1), de tout autre qu'un Israélien. Et un Israélien qui ne divorce pas de son peuple, et souffre d'autant plus de le voir faire ce qu'il fait. Il y eut pourtant, en notre temps, des occupations à peu près humaines. Les deux que connaît l'Allemagne se firent généralement sans brutalité odieuse, ni humiliation systématique à l'égard des personnes ; et pis qu'utiles — si ce n'est précisément comme jouissance. Or, c'est tout cela que le visiteur trouve, à peine entré dans ce vaste camp que sont les territoires occupés. Cette jouissance consisterait-elle aussi à provoquer chez l'autre, et jusque dans un enfant de deux ans, une haine incurable ? — un petit fait que Grossman note en passant. Des sociologues ont recueilli les rêves — un million — d'enfants tant Israéliens qu'Arabes : pas un seul ne manifeste quelque chose comme un désir de paix.

D'UNE réalité non pas rêvée mais cruellement vécue, le livre n'est que trop riche ; et de ces dialogues étonnamment libres, où la confiance s'abandonne sans prudence pour oser l'injuste. On se berna à un seul cas, parce que la violence n'y est pas brutalement physique ni passionnelle, d'autant plus inhumaine. Ils sont une centaine de mille des territoires à aller travailler en Israël, ignorés de toute autorité, abandonnés de l'organisation syndicale sans doute impuissante, ceux-là sont de simples esclaves livrés sans défense à une exploitation sans limite, sans aucun droit ni recours. Introduit clandestinement dans leurs ghettos, Grossman les a découverts : « Je travaille de six heures du matin à minuit. Il m'arrive de ne pas voir le soleil de la semaine. Sauf quand je vide les ordures. — Je n'ai même plus la force de penser... — Nous sommes des morts vivants. » A ce mot-là une femme avait, d'avance, fait tristement écho : « La vie des camps est rude. Toujours baisser la tête, et se préparer au coup suivant... Après quelques années, on ressemble à un mort. » En somme, des travaux forcés qui ont cette particularité d'être étrangers à toute condamnation prononcée, légal, clandestin. Qu'on ne nous parle pas trop exclusivement du goulag.

C'est vrai aussi : nous ne sommes pas à Auschwitz. Il ne s'agit certes pas d'exterminer un peuple, ni « seulement » d'occuper des territoires, mais de s'imposer à l'ennemi ; et de l'évidente supériorité, culturelle et naturelle, de l'homme « occidental ». Nous ne sommes pas à Auschwitz. Pourtant, outre l'humiliation, la vexation quotidienne, ce qui se passerait ici à l'occasion — une occasion pas trop rare — ressemblerait de trop près à ce qui se passait jadis chez tous les Klaus Barbies. C'est vrai encore : ce que nous enregistrons et dont mourront les juifs est au-delà de tout. Le mal absolu. Alors, d'Israël, on pouvait peut-être espérer autre chose que ce « moindre » mal.

Faut-il rappeler pourtant ces vérités très simples, et d'abord que les juifs sont eux-mêmes des Palestiniens ; que la Palestine fut leur terre commune. Mais qu'Israël existait déjà de trois mille ans avant l'islam ; et Jésus de Nazareth, né à Bethléem, six siècles avant Mahomet. Et que ces noms-là appartiennent aux chrétiens d'Oubliés plus que ceux de Hébron, de Jérusalem, de la Mecque, de la Médine, de la Mecca, de la Cordoue. Il se trouve que cette terre édue, donnée, promise, contient les lieux saints de trois grandes religions. Aussi, leur seul statut convenable, et pacifique, serait non pas l'internationalisation, mais l'extraterritorialité. Des lieux simplement spirituels, déliés de tout pouvoir temporel, de toute tyrannie d'Etat ; situés au-dessus, au-delà, ailleurs. Pour le reste, la question est de savoir à qui appartient exclusivement, c'est-à-dire par exclusion des autres, leur patrie : au plus ancien ou au dernier occupant ? — Et que ce mot-là tombe mal ! Alors, il reste à se souvenir qu'il n'est pas de haine plus inextinguible qu'une haine de frères. Enfoiré et Polynésie, deux fois d'un même sang — maternel et grec — ont réussi cet exploit légendaire et symbolique de s'entre-tuer ensemble, du même coup, dans le même instant.

EST-CE le destin qui attend ces deux nations fratricides ? Telle est bien la vision prophétique du sage Palestinien de grande culture, pacifique, et sans illusion, que nous évoquons en commençant : « Il y aura un immense massacre... Tous ceux qui auront une arme s'égayeront les uns les autres... » Pour lui, l'accord évoqué par David Grossman est un rêve. Mais devant l'Israélien, il se sent tout haut, celui qui le ferait tenir pour traître par les siens : « Si vous nous quittez maintenant, nous aurons beaucoup de mal. Restez encore un peu avec nous. Nous essayez de nous respecter. » Pour finir, David Grossman se souvient de Camus : « Passer de la parole à l'acte moral, cela s'appelle devenir homme. » A ce compte, combien chez ces frères ennemis aurait franchi le passage ? Mais dans le monde entier, sur les cinq milliards d'êtres à qui on donne ce nom, combien sont « devenus hommes » ?

1) David Grossman, *Le Vent jaune*, Seuil, Paris, 1988, 254 pages, 99 F.

PROCHE-ORIENT

MYTHES ET POLITIQUE AU LIBAN. — Nawaf Salim
★ Editions des Fiches du monde arabe, Beyrouth, 1987, 104 pages.

Résumant tout ce qui ont été communs d'analyser les représentations et les perceptions des Libanais, ce petit ouvrage en dit probablement plus long sur la guerre du Liban que bien des volumes. Le premier tome, inédit, se propose de cerner la fonction idéologique de la « thèse du complot », formulée de la manière la plus diverse et la plus contradictoire par les différents acteurs de la scène libanaise. Nawaf Salim montre comment le mythe du complot, tout en se référant à des éléments de la réalité, traverse cette dernière pour jouer un rôle séducteur, en dernière instance.

Dans le deuxième tome, à travers d'une lecture des mémoires de trois protagonistes principaux de la guerre : Camille Chamoun, Kamal Joumblatt et Abou Youssef, l'auteur montre comment leur témoignage constitue un corpus de croyances mobilisatrices. Enfin, le troisième tome apporte un éclairage utile sur les débats idéologiques ayant précédé cette guerre, dans la mesure où il analyse les interprétations, marxistes et modernistes, de l'insurrection de 1958.

SAMIR KASSIR

THE BIRTH OF THE PALESTINIAN REFUGEE PROBLEM, 1947-1949. — Benny Morris
★ Cambridge University Press, Cambridge, 1987, 380 pages, 30 livres.

La littérature sur le conflit israélo-arabe, insombrable, s'enrichit tous les jours. Rare sont pourtant les ouvrages qui apportent éclaircissements, informations, nouveaux documents sur ce sujet mille fois rabâché. Le livre de Benny Morris, un chercheur Israélien, correspondant diplomatique du *Jerusalem Post*, est de ceux-là. Il représente une contribution décisive à la connaissance de l'origine du problème des réfugiés palestiniens, à partir, principalement, du dépouillement des archives sionistes. Si l'auteur reconstruit toute tentative de simplification excessive du « départ » de 750 000 Palestiniens en 1948-1949 — la stratégie sioniste a varié en fonction des lieux et des périodes, — il démontre que, surtout après mai 1948, l'expulsion des Arabes est devenue une politique systématique : contrairement aux dispositions du plan de partage des Nations unies, un Etat juif homogène était devenu une « possibilité réaliste ». Benny Morris étudie aussi le refus de Ben Gourion et de ses ministres d'accepter tout retour des « réfugiés », malgré les nombreuses pressions internationales. Peu de dirigeants juifs imaginaient que, quarante années plus tard, ce problème continuerait à hanter les gouvernements de Jérusalem.

ALAIN GRESSE

ASIE

THE REAL WAR. — Jonathan Schell
★ Pantheon Books, New-York, 1988, 400 pages, 7,95 dollars.

Pendant la guerre du Vietnam, parurent aux Etats-Unis, sous la plume de Jonathan Schell, deux très brillants et profonds reportages : *The Village of Ben Suc* (1967) et *The Military Half* (1968). Deux « chefs-d'œuvre » réédités vingt ans après et dont la lecture rafraîchira la mémoire de ceux qui, aujourd'hui, en Amérique et en France, récrivent l'histoire à leur façon et regretteront ouvertement que le débat démocratique — le grand responsable, selon eux, de la défaite — n'ait pas été muselé afin que l'« Occident » l'emporte. L'auteur, à cette occasion, écrit un nouveau texte qui donne son titre au livre : « La véritable guerre » — dans lequel il souligne l'importance capitale du facteur temps dans la conduite du conflit. Il rappelle aussi — ce que les « révisionnistes » des années 80 n'ont toujours pas compris — que le Vietnam du Sud n'existait pas en tant que nation, qu'il ne subsistait que grâce à l'argent et à l'armée de l'étranger, et qu'il n'avait ni culture, ni volonté politique, ni assise économique.

J. D.

BIOGRAPHIE

L'IMAGE PUBLIQUE D'UN HOMME SECRET. — Michel Jobert et la diplomatie française. — Mary Kathleen Wood
★ Editions Fernand Lanore, Paris, 1988, 288 pages, 80 F.

De même que Pierre Mendès France, qui fut seulement après son chef de gouvernement, laisse un souvenir qui enveloppe toute sa vie, le passage de Michel Jobert à la tête de la diplomatie française n'est pas oublié. Michel Jobert s'essaya, lors de la crise du Proche-Orient en 1973, à dépasser une attitude européenne commune émanant d'une volonté spécifique de la France qui considérait ne pouvoir accepter, dans une partie du monde qui la touche de près, un rôle subordonné aux intérêts à très court terme des Américains : « *Initiateur du dialogue euro-arabe, Jobert a donné la priorité à la politique dans ses rapports avec les pays arabes, ce qui est le Maghreb ou le Machrek* », explique Mary Kathleen Wood. La biographie de Michel Jobert souligne que pendant cette période de réelles divergences auraient existé entre le président Pompidou, sceptique et malade, et un ministre dont les manières et le langage tranchaient avec les méthodes en usage. L'un d'une classe universitaire, son ouvrage est un très précieux document.

PHILIPPE DE SAINT-ROBERT.

L'AGE D'HOMME

Nos dernières publications

LITTÉRATURE

Ivan BOUNINE — *Les Allées sombres*, nouvelles.
Umberto SABA — *Il Canzoniere*.
Ivan GONTCHAROV — *Obolomov*, édition définitive.
Fiodor DOSTOÏEVSKI — *L'Eternel mari*, nouv. trad.
Nicolas MILOCHEVITCH — *Dostoevski penseur*.

ACTUALITÉ

Jacques VINDEX et Gabriel VÉRALDI — *Les Onogres*.
Alexandre ZINOVIEV — *Le Gorbatchévisme*.

REVUES

L'autre Europe Nos 15/16, Renouveau libéral à l'Est ?
Communisme Nos 15/16, Sociétés ouvrières et communisme français.
Contrechamps No 10, Stockhausen.
Politica hermetica No 1, René Guénon et Julius Evola.

En vente dans toutes les librairies, diffusion DISTIQUE
Informations et catalogues : Librairie L'Age d'Homme,
5, rue Férou 75006 Paris Tél. 46 34 18 51

